



La situation de l'alimentation scolaire dans le monde

2013

**Publié en 2013 par le
Programme alimentaire mondial
Via C.G. Viola, 68-70, Rome 00148, Italie**

La présente publication est produite par le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM). Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement la position officielle du PAM, de son Directeur exécutif, de son Conseil d'administration ou de ses partenaires.

La mention de certaines sociétés ou produits dans la présente publication n'implique pas qu'ils ont été agréés ou recommandés par le PAM.

Cartes

Les désignations employées et la présentation adoptée dans la présente publication, y compris dans les cartes, ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position du PAM sur le statut juridique ou le régime d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région quelconque, non plus que sur le tracé de ses frontières ou limites.

Dans les cas spécifiques suivants : * la ligne de contrôle au Jammu et dans le Cachemire, convenue par l'Inde et le Pakistan, est représentée de manière approximative par une ligne en pointillés étant donné que le tracé final n'a pas encore été approuvé par les parties; ** la souveraineté sur les Iles Falkland (Malouines) fait l'objet d'un litige entre l'Argentine et le Royaume-Uni; *** la frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Droits et autorisations

Tous droits réservés. Les informations contenues dans cette publication peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation, accompagnées d'un énoncé de l'objet et de l'étendue de la reproduction, devront être adressées à l'adresse suivante : Graphic Design and Publishing Unit, World Food Programme, Via C.G. Viola, 68-70, Rome 00148, Italie, ou par email à wfp.publications@wfp.org.

Photo de couverture : PAM/Deepesh Shrestha/Népal

© Copyright Programme alimentaire mondial 2013

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde

2013



Programme Alimentaire Mondial

Index

Table des matières	ii
Avant-propos	vi
Remerciements	viii
Résumé analytique	x
Contexte et principes de base	1
Définitions et sources des données	3
Chapitre 1 : Quelle place occupe l'alimentation scolaire ?	8
1.1 Les chiffres de l'alimentation scolaire	10
1.2 Montant investi dans l'alimentation scolaire chaque année	14
1.3 Couverture des programmes d'alimentation scolaire	15
1.4 Sources de financement des programmes	19
1.5 Perspectives	20
Chapitre 2 : Est-ce que le niveau de revenu d'un pays compte ?	22
2.1 Alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure	24
2.2 Alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	28
2.3 Alimentation scolaire dans les pays à faible revenu	32
2.4 Perspectives	36
Chapitre 3: Pourquoi l'alimentation scolaire est-elle importante?	40
3.1 Intégration de l'alimentation scolaire dans les systèmes de protection sociale	42
3.2 Alimentation scolaire et développement de l'enfant	47
3.3 Alimentation scolaire et production agricole locale	50
3.4 Difficultés pratiques de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire	55
Chapitre 4: Quels sont les coûts de l'alimentation scolaire?	60
4.1 Coûts de l'alimentation scolaire	62
4.2 Examen des coûts relatifs de l'alimentation scolaire	63
4.3 Composition du coût dans les pays à faible revenu	65
4.4 Calcul de la rentabilité de l'alimentation scolaire	66
Chapitre 5: Comment les partenaires du développement soutiennent l'alimentation scolaire?	70
5.1 Partenariat et coordination au niveau mondial	71
5.2 Partenariat et coordination au niveau régional	76
5.3 Partenariat et coordination au niveau national	77
5.4 Le nouveau rôle du PAM dans l'alimentation scolaire	80
5.5 Perspectives pour le PAM et ses partenaires	85

Conclusions	88
Références	96
Annexe I : Publications du Programme alimentaire mondial, de la Banque mondiale et du Partnership for Child Development	100
Principales publications du partenariat	100
Ressources sélectionnées par le partenariat	101
Ressources supplémentaires	106
Annexe II : Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays	107
Annexe III : Méthodologie et sources utilisées pour l'estimation des bénéficiaires, de la couverture et de l'investissement	115
Estimations	116
Limites de l'analyse	122
Acronymes	124

Encadrés, études de cas, schémas et tableaux

Encadrés

Encadré 1: Terminologie technique	4
Encadré 2: Classification des pays par revenus	10
Encadré 3 : Pourquoi les informations sur l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé sont limitées ?	13
Encadré 4 : «Repenser l'alimentation scolaire» – Illustration de la demande croissante des pays pour une analyse quantitative des approches d'alimentation scolaire	34
Encadré 5: Effets des chocs sur l'éducation des enfants	42
Encadré 6 : L'alimentation scolaire en période de crise	44
Encadré 7 : Nourrir les corps, nourrir les esprits – Un partenariat pour le bien-être des enfants et l'équité en matière d'éducation.	73
Encadré 8: Aide des donateurs aux pays à faible revenu	74
Encadré 9 : Acheter aux Africains pour l'Afrique – un nouveau partenariat prometteur	78
Encadré 10 : De l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire – Le PAM change d'orientation	81
Encadré 11: Centre d'excellence contre la faim du PAM au Brésil	82
Encadré 12: Initiative Achats au service du progrès du PAM	84

Etudes de cas

Étude de cas 1 : S'attaquer au surpoids et à l'obésité des enfants – l'expérience du Japon et du Mexique	24
Étude de cas 2 : Gestion du changement au Royaume-Uni – évolution des normes nutritionnelles	25
Étude de cas 3: Le programme du repas de midi en Inde	31
Étude de cas 4 : Enseignements tirés de l'expérience de transition au Cap-Vert	37
Étude cas 5 : Protéger les enfants contre le travail des enfants – l'expérience égyptienne	46
Etude de cas 6 : Résultats d'une évaluation d'incidence randomisée – le cas de la Guyane	48
Étude de cas 7 : Prendre les enfants en charge le plus tôt possible – l'expérience de Djibouti	49
Étude de cas 8 : La loi du pays – l'expérience brésilienne avec les petits agriculteurs	52
Étude de cas 9 : Le modèle d'alimentation scolaire approvisionnée par les petits agriculteurs en Côte d'Ivoire	53
Étude de cas 10 : Deux manières différentes de mettre en œuvre l'alimentation scolaire – le cas du Kenya	57
Étude de cas 11 : Étude d'investissement pour l'alimentation scolaire	67
Étude de cas 12 : Forum mondial de la nutrition de l'enfant – Rassembler les responsables et les praticiens	75
Étude de cas 13: Travailler en partenariat avec le gouvernement du Ghana	79

Schémas

Schéma 1 : Renforcement et partage des connaissances: publications sur l'alimentation scolaire	2
Schéma 2: Bénéficiaires de l'alimentation scolaire dans le monde	11
Schéma 3: Répartition de l'échantillon par source et niveau de revenu	13
Schéma 4: Couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	16
Schéma 5: Couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu	17
Schéma 6: Décomposition des dépenses publiques cumulées par sources de financement	19
Schéma 7: Ciblage des programmes d'alimentation scolaire dans les pays	27
Schéma 8: Changements dans la couverture de l'alimentation scolaire entre 2008 et 2012	29
Schéma 9: Année de démarrage du programme d'alimentation scolaire par niveau de revenus	32

Schéma 10: Situation de l'élaboration d'une politique et d'un cadre juridique par niveau de revenus du pays	33
Schéma 11: Principal ministère chargé du programme d'alimentation scolaire	55
Schéma 12: Coûts par enfant de l'alimentation scolaire et de l'enseignement primaire par niveau de revenus	64
Schéma 13: Coût par enfant de l'alimentation scolaire proportionnellement au coût de l'éducation de base	65

Tableaux

Tableau 1 : Sources d'information, taille des échantillons et taux de réponse pour les estimations du nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire	12
Tableau 2: Calculs des échantillons de bénéficiaires	14
Tableau 3 : Quatre méthodes d'estimation de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	15
Tableau 4 : Pays distribuant des repas dans les écoles par niveau scolaire	18
Tableau 5 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenus	35
Tableau 6 : Autres ministères participant activement au programme d'alimentation scolaire dans les pays où le ministère de l'Éducation est la principale institution responsable de ce programme	56
Tableau 7 : Indicateurs du coût de l'alimentation scolaire par niveau de revenus	63
Tableau 8: Estimations du PAM relatives à l'alimentation scolaire	86
Tableau A2.1 : Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays	109
Tableau A3.1 : Couverture moyenne par niveau de revenus	117
Tableau A3.2 : Échantillon par source d'informations pour le nombre de bénéficiaires des programmes nationaux d'alimentation scolaire	118
Tableau A3.3 : Sources des 15 pays où les informations sur les bénéficiaires proviennent d'études de cas, de publications et de sites Internet	119
Tableau A3.4 : Quatre méthodes d'estimation de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	120
Tableau A3.5 Cinq premiers pays expliquant la différence entre l'investissement estimé en fonction des coûts moyens et l'investissement indiqué dans l'enquête	121

Avant-propos

Dans nos efforts pour créer un monde dans lequel les opportunités offertes par la croissance économique atteindront les pauvres qui souffrent de la faim, l'école joue un rôle essentiel. C'est à l'école que sont formés les futurs responsables politiques, scientifiques, économistes, artistes et penseurs. C'est à l'école que nous cultivons les rêves et les aspirations. C'est à l'école que nous jetons les bases de la croissance économique.

Les repas servis à l'école agissent comme des aimants pour attirer les enfants en classe. En continuant de donner un repas quotidien aux enfants à mesure qu'ils grandissent, nous les incitons à rester à l'école et nous améliorons les chances d'atteindre les objectifs en matière d'éducation. En faisant en sorte que les repas distribués apportent aux enfants l'alimentation dont ils ont besoin pour bien apprendre et grandir, nous investissons dans leur avenir. Grâce aux repas scolaires, lorsqu'une instruction de qualité leur est fournie, les enfants disposent de l'ensemble des moyens leur ouvrant des opportunités d'avenir.

Aussi, les programmes d'alimentation scolaire sont également des catalyseurs de développement. Ils fonctionnent comme des systèmes de protection sociale pour aider les ménages et les communautés vulnérables à résister aux crises économiques et aux autres bouleversements sans mettre en péril leur alimentation et leur sécurité alimentaire. Lorsqu'ils sont reliés à la production agricole locale, les programmes d'alimentation scolaire permettent également d'augmenter les revenus des petits agriculteurs et de stimuler les économies rurales.

Grâce à l'ensemble des informations réunies dans le présent rapport, il est dorénavant connu que presque tous les pays à revenu moyen ou élevé du Monde mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Ces pays ont compris que cet investissement est important. Le défi que nous devons relever consiste à aider les pays à faible revenu à tirer les mêmes avantages de ces programmes.

Le présent rapport s'efforce de faire partager à tous les pays, afin qu'ils apprennent les uns des autres, les expériences d'alimentation scolaire qui fonctionnent le mieux dans le monde pour que chaque État puisse explorer les possibilités qu'offrent ces programmes de nourrir, à la fois, le corps et l'esprit des jeunes générations dans toutes les salles de classe du monde, et plus particulièrement dans les communautés les plus pauvres et en difficulté.



Ertharin Cousin

Directrice Exécutive, Programme alimentaire mondial



Remerciements

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2013 fait suite à l'analyse de la publication «Repenser l'alimentation scolaire», publiée en 2009 par la Banque mondiale (BM) et le Programme alimentaire mondial (PAM) en collaboration avec l'organisation Partnership for Child Development (PCD). Les principales sources d'information de la présente publication sont une enquête menée par le PAM sur l'alimentation scolaire dans le monde, les études de cas par pays et les documents de travail techniques soumis à un examen collégial. L'ensemble de l'étude est fondée sur une perception mondiale et un cadre conceptuel de l'alimentation scolaire élaborés en partenariat par Carmen Burbano de Lara (PAM), Donald Bundy (BM), Lesley Drake (PCD) et Aulo Gelli (PCD).

La présente publication a été dirigée par Carmen Burbano de Lara (PAM). Elle a reçu le soutien direct de Mariana Mirabile (PAM), qui a effectué l'analyse de l'enquête sur l'alimentation scolaire dans le monde et créé tous les tableaux, graphiques et informations pour les cartes, Frances Kennedy (PAM), qui a donné des orientations et a relu et corrigé tout le contenu, Meena Fernandes (PAM), qui a appuyé l'analyse et l'interprétation des données, Alice Luraghi (PAM), qui a résumé les études de cas, assuré la liaison avec les bureaux nationaux et les contributeurs, et apporté un soutien général à l'élaboration du document, Aulo Gelli (PCD), qui a apporté un appui technique pendant tout le processus de production et rédigé les chapitres sur les coûts, et Michael Nelson (SFT), qui a fourni des indications utiles sur l'analyse des données d'enquête. Les orientations et les commentaires techniques généraux ont été fournis par Donald Bundy (BM).

Nous sommes reconnaissants envers les membres supplémentaires de l'équipe de rédaction, du PAM : Marc Regnault de la Mothe, Emilie Sidaner, Jelena Licina, Tiina Honkanen, Adeyinka Badejo et Natasha Nadazdin, et du PCD : Lesley Drake, Brie McMahan et Alice Woolnough. Nous avons reçu des contributions à la section portant sur la nutrition de la part de Celine Mersch (PAM, Nutrition) et à celle sur l'approvisionnement local (PAM, Achats au service du progrès, P4P).

Le présent rapport a été élaboré sous la supervision générale de Gian Carlo Cirri, directeur par intérim de la Division des politiques, de la planification et des stratégies du PAM, Peter Rodrigues, Responsable de l'Unité de l'alimentation scolaire et de la lutte contre la faim chronique, et Stanlake Samkange, actuel Directeur de cette même Division.

Tous nos remerciements à ceux qui ont contribué aux études de cas:

- PAM – Giulia Baldi (Indonésie), Miguel Barreto (Honduras), Gihan Bayoumi (Égypte), Christiani Buani (Centre d'Excellence du PAM contre la Faim de Brasilia), Maria Catharina (Indonésie), Dungkar Drukpa (Bhoutan), Amani Gamaleldin (Bureau régional du Caire), Deborah Hines (Equateur), Mary Muchoki-Waweru (Kenya), Ama Netey (Ghana), Charles Njeru (Kenya), Askale Teklu (Ethiopie), Mario Touchette (Djibouti), Willmer Turcios (Honduras), Piet Vochten (Bureau régional de Dakar), Kencho Wangmo (Bhoutan) et Yuko Yasuda (Japon);
- Children's Food Trust au Royaume-Uni – Michael Nelson, Directeur de l'unité Recherche et Nutrition;
- Banque mondiale – Angela Demas, Spécialiste Senior Education;

- Gouvernement du Mexique – Joanna Cristo Aguirre, Directrice du Système national pour le développement intégral de la famille, et Marcelino Fernández Gómez, Directeur des programmes fondés sur l'alimentation, Système national pour le développement intégral de la famille, et
- PCD – Daniel Mumuni, Directeur régional Afrique de l'Ouest.

Nous sommes reconnaissants envers les membres ci-après du PAM pour leurs commentaires et leurs suggestions: Lynn Brown (Économiste en chef), Jose Castillo (Conseiller de programme, Bureau régional au Panama), Kenneth Davies (Coordinateur, P4P), Kimberly Deni (Spécialiste des politiques, Service de l'humanitaire et de la transition), Ramona Desole (Bénévole, Unité des politiques d'alimentation scolaire), Catherine Feeney (Conseiller de programme senior, P4P), Ugo Gentillini (Spécialiste des politiques, Unité des systèmes de protection sociale), Sheila Grudem (Responsable, Unité des transitions), Cynthia Jones (Directrice pays adjointe, Centre d'Excellence du PAM contre la Faim de Brasilia), Clare Mbizule (Responsable de programme senior, P4P), Laura Melo (Conseiller de programme, P4P, Panama) et Maya Oren (Stagiaire, Unité des politiques d'alimentation scolaire).

Remerciements particuliers au personnel du PCD, du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui ont participé à un atelier de recherche à Londres et apporté leur contribution à la présente publication. En particulier, au PAM: Jorge Fanlo Martin; à la FAO: Valeria Menza et Charlotte Dufour; et au PCD: Josephine Kiamba, Salha Hamdani, Samrat Singh et Wairimu Muita.

Nous sommes très reconnaissants envers le personnel des bureaux nationaux du PAM qui a répondu à l'enquête. Nous avons également reçu l'appui des personnes suivantes qui ont répondu à l'enquête ou fourni les informations demandées sur les pays à revenu moyen ou élevé: Olaf Moens (Belgique), Zhao Chen (Chine), María Esther Bravo Arrieta (Costa Rica), Marjaana Manninen (Finlande), Cornelia Ilsemann Ahrens (Allemagne), Wolfgang Pigeot (Allemagne), Éva Martos (Hongrie), Marcelino Fernandez Gomez (Mexique), Merkazi Ahmed Fal (Maroc), Jorunn Sofie Randby (Norvège), Wlodzimierz Sekula (Pologne), Ana Rito (Portugal), Rui Lima (Portugal), Laurinda Ladeiras (Portugal), Elena Bolotnikova (Fédération de Russie), Neo Rakwena (Afrique du Sud), Juan-Manuel Ballesteros (Espagne), Emma Patterson (Suède), Robin Gourlay (Royaume-Uni), Lynne Carter (Royaume-Uni), Alison Palmer (Royaume-Uni), Cindy Long (États-Unis), Jay Hirschman (États-Unis) et María de las Mercedes Traverso Pioli (Uruguay).

La présente publication a fait l'objet d'un examen collégial par Harold Alderman (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), Aggrey Kibenge (Gouvernement d'Ouganda), Sarah Longford (PAM) et Valeria Menza (FAO). Leurs précieux commentaires ont permis d'assurer la qualité de la publication.

Nous aimerions remercier l'équipe éditoriale, d'infographie et de mise en page du PAM. Les cartes ont été créées par Oscar Gobbato (Évaluation et cartographie des vulnérabilités) et Helen Clarke (Division des communications). La conception graphique et l'impression ont été coordonnées par Cristina Ascone (Responsable de l'Unité de la conception graphique et des publications, Division des communications) et Helen Clarke (Concepteur graphique, Division des communications). Ce document a été mis en page par Anastasia Said (PCD) et corrigé par Brett Shapiro. La sélection des photos a été compilée par Rein Skullerud et Giulio D'Adamo (Unité de la photographie).

Résumé analytique

En 2009, la Banque mondiale (BM) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec Partnership for Child Development (PCD), ont publié une analyse intitulée «Repenser l'alimentation scolaire». L'objectif de cette analyse est de mieux comprendre la demande croissante des pays concernant les programmes d'alimentation scolaire, engendrée par les crises alimentaire, énergétique et financière de 2008.

Le présent rapport vise à prolonger l'analyse de 2009 en lançant un processus systématique qui permettra de mieux comprendre les points forts et les difficultés des programmes d'alimentation scolaire dans le monde. Cette étude, qui se poursuivra chaque année, présente la situation actuelle de l'alimentation scolaire telle que nous la concevons. Les informations utilisées proviennent d'une enquête mondiale effectuée par le PAM début 2012, ainsi que d'une série d'études de cas et de documents de travail techniques soumis à un examen collégial, élaborés en collaboration avec divers partenaires. Cette analyse a abouti à l'identification de nouveaux domaines nécessitant une attention plus ciblée. Le présent rapport met ces domaines en exergue et expose la série de thèmes à étudier sur laquelle le PAM et ses partenaires collaborent actuellement.

Cette analyse est la première d'une série de trois publications reliées entre elles et constitue le début d'un processus d'élaboration d'une base de données concrètes plus solide en matière d'alimentation scolaire. La deuxième publication regroupera un certain nombre d'études de cas analysant les expériences en matière d'alimentation scolaire dans différents pays. Enfin, la troisième présentera les enseignements tirés dans les pays qui sont passés d'une aide extérieure à une prise en charge nationale.

Les sections suivantes résument les principales conclusions du présent rapport:

Une majorité de pays ont des programmes d'alimentation scolaire, mais ils ne sont pas toujours efficaces.

Une majorité de pays pour lesquels nous avons des informations s'efforcent de nourrir les écoliers. En nous basant sur un échantillon de 169 pays, nous estimons qu'au moins 368 millions d'enfants reçoivent un repas quotidien lorsqu'ils sont à l'école. En tenant compte des estimations actuelles du coût par tête de l'alimentation scolaire, il est estimé que cela représente un investissement annuel potentiel qui se situe entre 47 et 75 millions USD, la plupart de ces fonds étant des fonds publics. Ces chiffres illustrent la reconnaissance quasi-universelle de l'importance de l'alimentation scolaire. Par conséquent, aussi bien pour les auteurs du présent rapport que pour les gouvernements et tous ceux qui analysent l'alimentation scolaire, la question essentielle n'est pas de savoir si les pays devraient mettre en place des programmes d'alimentation scolaire, mais plutôt de savoir comment améliorer l'efficacité et l'utilité de ces programmes.

L'alimentation scolaire fait de plus en plus l'objet d'un soutien politique et d'un pilotage fondé sur des données concrètes. Initialement, le rapport «Repenser l'alimentation scolaire», était conçu pour fournir des orientations aux pays à faible revenu, mais suite à sa publication en 2009, de plus en plus de

pays émergents, notamment la Chine et la Fédération de Russie, qui tentent de fournir une meilleure couverture sociale à leurs citoyens, ont exprimé de manière persistante le besoin d'être conseillés dans ce domaine. Autre indication de la demande de connaissances dans ce domaine: le rapport initial a été traduit en arabe, en français et en espagnol par les éditeurs commerciaux. La recherche d'informations sur l'alimentation scolaire est également indiquée par le nombre croissant de participants au Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, qui est devenu le plus grand rendez-vous annuel des praticiens de l'alimentation scolaire dans les organismes publics et la société civile, avec de plus en plus de représentants aux plus hauts niveaux politiques. Malgré les contraintes financières auxquelles ils sont confrontés, au moins huit pays à faible revenu ont lancé des programmes nationaux d'alimentation scolaire depuis 2000. Les pays qui ont déjà des programmes en place mettent clairement l'accent sur leur renforcement, ainsi que sur l'amélioration de leur qualité et de leur efficacité.

La couverture et la qualité des programmes d'alimentation scolaire varient en fonction du revenu national

Les programmes d'alimentation scolaire qui ont la couverture la plus restreinte sont ceux des pays qui en ont le plus besoin. Généralement, dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, tous les enfants reçoivent des repas à l'école, et les plus vulnérables ont le plus souvent droit à des repas subventionnés ou gratuits. À l'inverse, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou à faible revenu, les programmes ne sont généralement accessibles que par certains enfants dans certaines zones géographiques sélectionnées en fonction de facteurs liés à la vulnérabilité. Les estimations actuelles en matière de couverture indiquent que si 49 pour cent des écoliers reçoivent des repas gratuits dans les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre ne dépasse pas 18 pour cent dans les pays à faible revenu. On peut en déduire que dans les pays où les besoins sont les plus importants en termes de faim, de pauvreté et de mauvais indicateurs sociaux, la couverture reste la plus faible.

Les gouvernements des pays à faible revenu donnent la priorité aux programmes d'alimentation scolaire dans l'aide au développement qu'ils reçoivent. À l'échelle mondiale, l'aide extérieure au développement globale contribue peu au financement de l'alimentation scolaire et représente moins de 2 pour cent du total de ce financement. Dans les pays à faible revenu cependant, les investissements des donateurs représentent 83 pour cent des ressources allouées aux programmes d'alimentation scolaire. Cette proportion montre à la fois l'importance des besoins dans les pays pauvres et la priorité accordée à ces programmes par leurs gouvernements.

Le niveau de revenu d'un pays est associé non seulement à l'importance des programmes, mais également à leur degré d'intégration dans les cadres d'orientation nationaux. Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes sont généralement plus établis, ayant ainsi des cadres réglementaires globaux tendant à être plus institutionnalisés. Par exemple, ces pays ont souvent des mécanismes de réallocation des dépenses en collectant des revenus auprès des familles les plus nanties et en utilisant ces recettes pour prendre en charge l'alimentation de ceux qui viennent de milieux vulnérables. Dans les pays à faible revenu par contre, les programmes sont moins intégrés dans les cadres d'orientation nationaux et ne comportent généralement pas de mécanismes de réallocation des dépenses. Cela implique pour les partenaires du développement qu'ils doivent s'attacher à aider les pays à faible revenu à effectuer une transition vers des cadres de programme plus efficaces et plus durables.

L'analyse des coûts de l'alimentation scolaire montre qu'il est possible de mieux les maîtriser.

Globalement, les pays sont remarquablement cohérents dans leurs investissements relatifs en matière d'alimentation scolaire. Cette analyse a actualisé les estimations de 2009 concernant les coûts de l'alimentation scolaire. D'importants écarts ont été constatés, allant de moins de 20 USD à plus de 1 500 USD par enfant et par an. Toutefois, comparée avec d'autres investissements publics destinés à cette tranche d'âge, la proportion investie est remarquablement constante selon les différents niveaux de revenu nationaux. Dans le présent rapport, les coûts publics de l'alimentation scolaire par enfant sont exprimés en tant que proportion du montant que les pays choisissent d'investir dans l'éducation de ces mêmes enfants. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, cette proportion se situe entre 15 et 20 pour cent.

Les coûts de l'alimentation scolaire ont tendance à représenter une part beaucoup moins importante des coûts de l'éducation lorsque les niveaux de revenu augmentent. Ces analyses indiquent que cela s'explique en grande partie parce que l'investissement par enfant dans l'enseignement primaire augmente lorsque le produit intérieur brut (PIB) croît, alors que l'investissement dans l'alimentation reste assez stable. Selon la tendance globale, l'alimentation scolaire représente en moyenne 68 pour cent des coûts de l'éducation dans les pays à faible revenu, 24 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 11 pour cent dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

Ce sont les pays à faible revenu qui ont le plus d'opportunités de maîtrise des coûts. Dans ces pays, l'évolution des coûts est exagérée par une fourchette très étendue des coûts. Même si dans nombre de pays à faible revenu les coûts proportionnels de l'alimentation scolaire sont similaires à ceux des pays à revenu élevé ou intermédiaire, dans certains de ces pays les coûts de l'alimentation scolaire par enfant sont supérieurs à ceux de l'éducation. Cette asymétrie regrettable est particulièrement courante dans les pays qui ne maintiennent pas la surveillance et dépendent d'une aide extérieure pour financer et gérer le programme d'alimentation scolaire. L'aide apportée à ces pays pour la mise en œuvre de mesures permettant d'aligner leurs coûts sur ceux de leurs voisins plus efficaces constitue une bonne opportunité de réaliser des gains d'efficacité.

Nourrir les enfants à l'école est beaucoup plus efficace que d'uniquement les nourrir

Grâce à l'alimentation scolaire, les enfants peuvent rester en bonne santé et recevoir une bonne instruction, mais son impact dépend de la disponibilité d'une éducation de qualité. L'alimentation scolaire aide les familles à assurer l'éducation de leurs enfants, en particulier les filles qui ont souvent un accès inégal à l'éducation. Elle favorise le développement du capital humain à long terme et aide à rompre les cycles intergénérationnels de la pauvreté et de la faim. L'alimentation scolaire contribue à améliorer le contexte de l'éducation des enfants et leur aptitude à participer à leur propre processus d'apprentissage, dont les effets bénéfiques sont particulièrement importants pour les filles. Toutefois, l'alimentation scolaire ne peut être efficace que si les autres principales conditions préalables à l'apprentissage, tels que les enseignants, les manuels, les programmes scolaires et un environnement propice à l'apprentissage, sont également en place. De plus, il est nécessaire d'éviter d'utiliser les enseignants ou le personnel éducatif pour la préparation des repas, car cela peut contribuer au final à freiner l'amélioration du système éducatif.

Généralement, l'alimentation scolaire fonctionne comme un élément des systèmes de protection sociale destinés à aider les familles et les enfants les plus vulnérables. À court terme, ce filet de protection sociale fournit une aide directe aux pauvres en permettant un transfert de revenus aux familles. Dans la plupart des programmes les plus performants et les plus largement reproduits dans le monde de transferts monétaires conditionnels et de protection sociale (par ex. au Brésil et au Mexique), l'alimentation scolaire est un élément clé. Le défi dans les pays à faible revenu est d'assurer une institutionnalisation, une durabilité et une efficacité similaires de ces programmes, en tenant compte des ressources et des capacités limitées. L'alimentation scolaire n'est qu'une partie du système de protection sociale en soutien aux familles vulnérables ; il est donc essentiel de s'assurer que cette aide complète et ne duplique pas les efforts des autres programmes. Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire, l'alimentation scolaire est souvent intégrée dans les systèmes plus larges de protection sociale.

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être renforcés en réponse aux crises, fonctionnant comme un filet de protection rapidement mis à l'échelle. L'enquête menée dans 77 pays montre que 38 d'entre eux ont renforcé leurs programmes suite à des crises sociales telles qu'un conflit armé, une catastrophe naturelle ou une crise alimentaire ou financière. L'analyse d'un sous-ensemble de 33 pays montre qu'en moyenne, les programmes ont doublé d'importance depuis 2008, et cette augmentation s'explique essentiellement par le renforcement des programmes dans les pays à revenu intermédiaire. Ce constat milite en faveur d'une augmentation de l'aide aux pays à faible revenu afin qu'ils atteignent le même résultat.

Investir dans l'alimentation pendant les 1000 premiers jours de la vie d'un enfant, à savoir de sa conception à ses deux ans, est une priorité. Aussi, prendre en charge les besoins alimentaires des enfants en âge scolaire peut permettre de s'assurer que les acquis obtenus lors des premières années de leurs vies ne soient pas mis en péril par des carences ultérieures. La situation nutritionnelle des enfants en âge scolaire a un impact sur leur développement physique, leur santé, leurs capacités d'apprentissage et cognitives, et par conséquent sur leur fréquentation et leurs acquis scolaires. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent fournir des repas enrichis afin d'aider à résoudre les problèmes liés à la nutrition. Par exemple, l'apport de micronutriments peut permettre de venir à bout de carences importantes chez les enfants du primaire, notamment les carences en vitamine A ou en fer, qui toutes deux affectent leur capacité d'apprentissage. Les bons programmes sont mis en œuvre dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures améliorant la santé et la nutrition des enfants en âge d'aller à l'école comprenant le déparasitage, des sensibilisations à la nutrition et l'accès à de l'eau potable.

Le fait de lier l'alimentation scolaire à l'agriculture offre des avantages économiques et en matière de santé

Le fait de lier les programmes au secteur agricole offre des avantages économiques directs et peut profiter à toute la communauté, ainsi qu'aux enfants. Le lien avec la production agricole locale peut améliorer la durabilité des programmes et créer des marchés prévisibles et structurés pour les produits locaux. Cette approche a été identifiée comme l'un des éléments essentiels de la transition vers des programmes durables. Plusieurs pays plus développés (par ex. le Brésil, le Chili et l'Écosse) ont démontré l'efficacité des achats locaux de denrées alimentaires pour mieux nourrir les enfants et stimuler l'économie locale. Un certain nombre de pays à faible revenu étudient les moyens d'acheter de la nourriture près des écoles, en particulier auprès des petits agriculteurs afin de leur fournir un marché stable pour leurs produits, d'augmenter leurs revenus et de réinvestir des ressources dans

l'économie locale. Ces pays donnent également les moyens aux comités scolaires locaux d'acheter de la nourriture près des écoles, afin que la communauté participe à la prise de décisions et à la gestion des ressources. Il est également possible de collaborer avec le secteur privé à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.

Le lien avec l'agriculture locale peut permettre d'améliorer la qualité de l'alimentation scolaire.

L'approvisionnement local peut également donner la possibilité d'offrir une plus grande diversité d'aliments, y compris des produits frais, potentiellement de meilleure qualité et non traités. Ce concept est déjà bien accepté dans les pays riches ou à revenu intermédiaire, et il est de plus en plus adopté dans les pays à faible revenu. L'un des problèmes que pose l'achat de produits locaux, en particulier auprès des paysans ou sur les marchés à proximité des écoles, est que ces aliments peuvent ne pas être enrichis suffisamment car cela nécessite des capacités techniques que les communautés n'ont généralement pas. Ce problème et l'arbitrage entre la nutrition et l'approvisionnement local qui en résulte sont des facteurs importants à prendre en compte au moment de l'élaboration des programmes.

Les partenaires du développement soutiennent l'alimentation scolaire, mais la coordination a besoin d'être améliorée

De nombreux partenaires internationaux sont impliqués dans l'alimentation scolaire, alors que les secteurs de la protection sociale, de l'éducation et de l'agriculture ont beaucoup investi dans ces programmes. Ces dernières années, le niveau de participation et d'investissement des partenaires à tous les niveaux dans les activités d'alimentation scolaire a augmenté. Cela peut s'expliquer par le fait que les partenaires répondent favorablement à la demande d'aide accrue des pays, mais également parce qu'ils ont compris le rôle que l'alimentation scolaire peut jouer pour améliorer la protection sociale et atteindre les objectifs de développement de l'enfant dans les pays.

Toutefois, il n'existe pas de véritable mécanisme de coordination globale permettant de regrouper tous les acteurs et pays concernés afin de diffuser les connaissances, de coordonner les actions et de faciliter l'apprentissage. Même si la nature multisectorielle de l'alimentation scolaire a permis à un certain nombre d'acteurs de divers domaines de participer, il n'existe pas de structures de coordination évidentes comme pour d'autres interventions appartenant clairement à un secteur spécifique. La mise en place d'un cadre de coordination efficace au niveau mondial est une priorité pour s'assurer que les pays, en particulier ceux à faible revenu qui passent actuellement d'une aide extérieure à une appropriation nationale, bénéficient du soutien approprié au moment approprié.

Il est nécessaire de soutenir les pays pendant leur transition vers la durabilité. Pour que les programmes d'alimentation scolaire soient durables, les secteurs de l'éducation et de l'agriculture doivent s'unir pour les appuyer. Du côté de l'éducation, des efforts sont faits pour renforcer les partenariats qui favorisent la qualité de l'éducation et qui sont essentiels pour assurer un environnement d'apprentissage adéquat aux enfants. Le partenariat renouvelé du PAM avec l'UNICEF et l'UNESCO, intitulé «Nourrir les corps, nourrir les esprits», aidera à renforcer la qualité du soutien du côté de l'éducation. Du côté de l'agriculture, la mise en place de plates-formes de collaboration tout le long de la chaîne d'approvisionnement s'est avérée payante dans plusieurs pays, même s'il reste beaucoup à faire, notamment trouver des moyens de tirer parti plus efficacement de l'appui du secteur privé. Tous ces efforts doivent reposer sur un solide programme de formation, soutenu par plusieurs institutions universitaires et organismes spécialisés.

Il est nécessaire de renforcer la base de données et de mettre en commun les connaissances relatives à l'alimentation scolaire

Au cours de cette analyse, plusieurs questions à étudier ont été identifiées. Les informations sur les coûts par tête de l'alimentation scolaire sont beaucoup plus fiables qu'il y a cinq ans, et aujourd'hui nous disposons de données de référence. Cependant, nous devons étudier les éléments de coûts des programmes. En d'autres termes, nous devons essayer de comprendre pourquoi les coûts peuvent être bas dans un pays et très élevés dans un autre, et donner des conseils aux pays sur la manière d'estimer les coûts le long de la chaîne d'approvisionnement et d'optimiser leurs activités. Les informations disponibles sur l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé sont clairement insuffisantes. Le nombre d'évaluations d'impact de l'alimentation scolaire dans l'ensemble des catégories de revenus est étonnamment faible, ce qui est regrettable parce qu'elles pourraient permettre d'améliorer l'efficacité des programmes. D'une manière générale, les données sur l'incidence de l'achat de produits alimentaires aux petits producteurs sont insuffisantes. La manière dont les pays abordent la question des normes de qualité alimentaire et des conseils nutritionnels doit être étudiée, et des recommandations sur ces questions doivent être formulées pour soutenir les pays souhaitant renforcer cet aspect de leurs programmes. Malgré les travaux récents sur le passage d'une aide extérieure à une appropriation nationale, en partie présentés dans le présent rapport, nous manquons encore d'informations sur la manière dont les pays, en particulier ceux à revenu faible ou intermédiaire, ont réussi à financer ces programmes.

Le PAM, la Banque mondiale, le PCD et leurs partenaires continueront d'enrichir la base de connaissances. Ils se focaliseront principalement sur les évaluations d'incidence, les études de cas et les documents de travail techniques. Ces informations seront publiées dès qu'elles seront disponibles, avec l'objectif général de faire des recommandations utiles aux pays leur permettant de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire plus efficaces et durables pour toucher les enfants les plus vulnérables.

Le mot de la fin

Le présent rapport montre que les programmes d'alimentation scolaire sont une activité économique importante. Depuis la crise financière de 2008, la couverture de ces programmes et l'intérêt qu'ils suscitent ont augmenté aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Le montant des investissements totaux dans ces programmes est de l'ordre de 75 milliards USD par an, avec plus de 368 millions d'enfants recevant des repas chaque jour dans quasiment tous les pays. Ils ont de nombreux objectifs, mais ils servent plus particulièrement de filets de protection sociale et favorisent l'amélioration de l'éducation et de la nutrition. Les analyses publiées dans le présent rapport montrent que ces programmes ont des effets bénéfiques tangibles, et que les gains potentiels en efficacité sont importants dans tous les pays, mais plus particulièrement dans les pays les plus pauvres. Ce rapport donne de nouvelles indications sur les principes généraux et la gestion des programmes d'alimentation scolaire, et marque le début d'une analyse systématique de leurs points forts et de leurs difficultés. Mais il met également en exergue les lacunes de la base existante de données et la nécessité pour les pays et la communauté de travailler ensemble pour faire en sorte que les programmes existants et nouveaux soient plus efficaces et cohérents. Le moment est venu d'accorder aux programmes d'alimentation scolaire l'attention dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

Introduction



Contexte et principes de base

En 2009, la Banque mondiale (BM) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec Partnership for Child Development (PCD), ont publié une analyse intitulée «Repenser l'alimentation scolaire».¹ L'objectif de cette analyse est de mieux comprendre la demande croissante des pays concernant les programmes d'alimentation scolaire, engendrée par les crises alimentaire, énergétique et financière de 2008. Les gouvernements ont clairement compris que ces programmes présentent de nombreux avantages et sont des outils importants pour toucher les plus vulnérables. Ils apportent aux familles un complément de revenus en leur distribuant de la nourriture et favorisent l'apprentissage en améliorant l'accès des enfants à l'éducation, tout en préservant leur état nutritionnel et leur santé générale. Ces mesures sont par conséquent des investissements à long terme intéressants en matière de protection sociale, ainsi que des filets de protection à court terme pour les enfants et leurs familles.

Au PAM, les conclusions de «*Repenser l'alimentation scolaire*» se sont traduites par un changement d'approche concernant l'alimentation scolaire, une nouvelle politique du PAM dans ce domaine et une nouvelle manière de travailler avec les gouvernements et les partenaires. Cela s'est fait dans le contexte de l'évolution stratégique plus large du PAM qui, autrefois organisation d'aide alimentaire fournissant directement de la nourriture aux ménages vulnérables, s'est transformée en une organisation d'assistance alimentaire appliquant un ensemble de modalités pour soutenir les pays, les communautés et les ménages en améliorant leur accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En adoptant cette nouvelle politique, le PAM s'est engagé à remplacer son approche fondée sur des projets par une approche plus durable et à long terme de l'alimentation scolaire. Cela signifie notamment de mettre l'accent sur l'appropriation nationale et sur une meilleure rentabilisation des programmes. Le PAM priorise également l'approvisionnement local et le lien avec les petits agriculteurs, prenant la résolution de fournir des paniers alimentaires de meilleure qualité et plus nourrissants. Cette politique a positionné le PAM comme une organisation fournissant aux États une assistance limitée dans le temps, avec l'objectif à long terme de réduire progressivement son aide en mettant en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire durables, économiques et intégrés dans des politiques et des cadres nationaux plus larges.

Conformément à son rôle de chef de file mondial de l'alimentation scolaire, et à sa politique, le PAM est déterminé à collaborer avec des partenaires pour analyser et partager les connaissances afin de mieux appuyer les gouvernements dans la mise en place de programmes nationaux durables. La présente publication fait partie de cet effort.

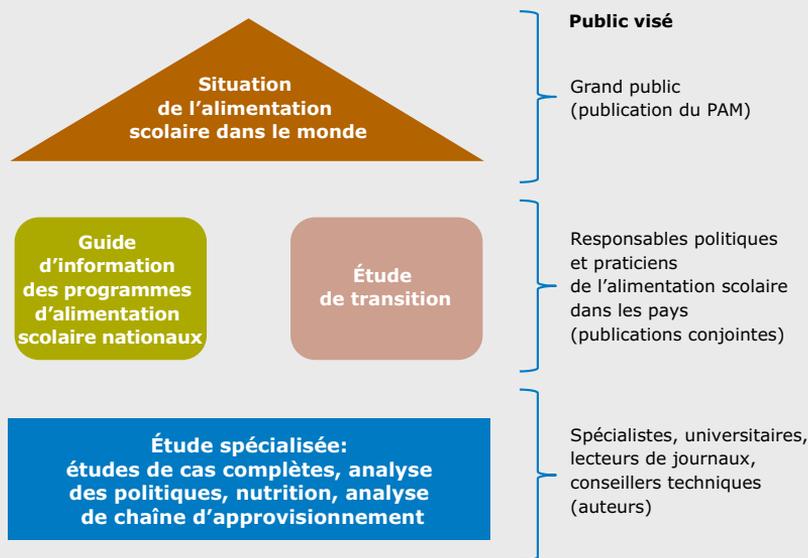
La situation de l'alimentation scolaire dans le monde vise à prolonger l'analyse de 2009 en lançant un processus systématique qui permettra de mieux comprendre les points forts et les difficultés des programmes d'alimentation scolaire dans le monde. Cette étude, qui se poursuit, présente la situation actuelle de l'alimentation scolaire telle que nous la concevons. Les informations utilisées proviennent d'une enquête mondiale effectuée par le PAM début 2012, ainsi que d'une série d'études de cas et de documents de travail techniques soumis à un examen collégial,

¹ Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. et Drake, L. (2011). Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

élaborés en collaboration avec divers partenaires. Cette analyse a abouti à l'identification de nouveaux domaines nécessitant une attention plus ciblée. Le présent rapport met ces domaines en exergue et expose la série de thèmes à étudier sur laquelle le PAM et ses partenaires collaborent actuellement.

Cette analyse est la première d'une série de trois publications connexes, et a été menée conjointement avec les gouvernements, la Banque mondiale, le PCD et d'autres partenaires du développement dotés d'une expertise technique dans le domaine de l'alimentation scolaire. Elle lance un processus d'élaboration d'une base de données plus fournie pour l'alimentation scolaire. La deuxième publication (guide d'information) regroupera un certain nombre d'études de cas analysant les expériences en matière d'alimentation scolaire dans différents pays. Enfin, la troisième présentera les enseignements tirés dans les pays qui sont passés d'une aide extérieure à une prise en charge nationale. Ces publications sont étayées par une série de documents de travail destinés aux spécialistes, aux universitaires, aux lecteurs de journaux et aux conseillers techniques, qui seront également publiés (voir Schéma 1 et Annexe I).

Schéma 1 Renforcement et partage des connaissances: publications sur l'alimentation scolaire



Le présent rapport est organisé comme suit. Le premier chapitre est une analyse de l'importance de l'alimentation scolaire dans la pratique et présente des estimations de l'ampleur, de la couverture et de l'investissement des programmes dans le monde. Le deuxième met en lumière les différences entre les programmes des pays à revenu élevé, intermédiaire et faible. Le troisième chapitre présente les trois principales dimensions de l'alimentation scolaire: sa contribution à la protection sociale, le développement de l'enfant et la possibilité de donner aux paysans un accès à un nouveau marché. Il est suivi d'un résumé de ce que nous savons sur les coûts de l'alimentation scolaire aujourd'hui. Le dernier chapitre décrit le rôle des partenaires pour soutenir l'alimentation scolaire et comment l'appui du PAM évolue. Enfin, la conclusion présente un programme de recherche plus détaillé.

Définitions et sources des données

Qu'est-ce que l'alimentation scolaire ?

L'alimentation scolaire consiste, en ce qui nous concerne, à donner à manger aux écoliers. Il existe autant de types de programmes que de pays, mais ils peuvent être classés en deux groupes principaux en fonction de leurs modalités: (1) distribution de repas à l'école, lorsque les enfants reçoivent des repas dans l'enceinte même de l'école et (2) rations à emporter, lorsque ce sont les familles qui reçoivent de la nourriture si leurs enfants vont à l'école. La distribution de repas à l'école peut elle aussi être divisée en deux grandes catégories: (1) programmes distribuant des repas et (2) programmes distribuant des biscuits ou des goûters à haute teneur énergétique.

Dans certains pays, les repas servis à l'école sont combinés avec des rations à emporter pour les écoliers les plus vulnérables comme les filles ou les enfants infectés par le VIH, afin qu'ils aient un plus grand impact sur les taux de scolarisation et de rétention des élèves, et réduisent les écarts liés au sexe et au niveau social. Même si le présent rapport donne des informations sur toutes les modalités, il met l'accent sur les repas à l'école car les gouvernements préfèrent les programmes de distribution de repas ou de goûters, à quelques exceptions près. Par conséquent, sauf indication contraire, le terme alimentation scolaire utilisé dans le présent rapport fait référence aux repas ou aux goûters distribués dans les écoles. En outre, l'alimentation scolaire peut couvrir l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire dans de nombreux pays. Les informations présentées dans ce rapport englobent ces trois catégories d'élèves, à l'exception de l'indicateur de couverture, qui n'est calculé que pour les écoliers du primaire.

Sources de données et terminologie

Le présent rapport s'appuie à la fois sur des sources d'informations primaires et secondaires sur les programmes d'alimentation scolaire dans le monde. L'ensemble de l'étude est fondée sur une perception mondiale et un cadre conceptuel de l'alimentation scolaire élaborés en partenariat par le PAM, la Banque mondiale et le PCD. Le cadre conceptuel repose sur cinq normes de qualité pour l'alimentation scolaire, initialement présentées dans «Repenser l'alimentation scolaire»: 1) un cadre politique national, (2) un financement stable, (3) des capacités institutionnelles suffisantes garantissant la mise en œuvre et la coordination, (4) une conception et une mise en place cohérentes, et (5) une participation de la communauté.

La principale source de données quantitatives est l'étude mondiale sur l'alimentation scolaire menée par le PAM sur le terrain entre janvier et mars 2012. Des informations supplémentaires sur les pays qui n'ont pas participé à l'étude ont été obtenues grâce à un examen complet des études de cas, des publications et des rapports existants. Un effort spécifique a été fait pour obtenir des informations des pays à revenu élevé grâce à des contacts directs avec les points focaux des gouvernements. Enfin, pour les pays pour lesquels les informations recueillies n'étaient pas suffisantes, les paramètres ont fait l'objet d'estimations basées sur les informations disponibles auprès de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Étant donné que l'enquête mondiale du PAM n'avait permis d'obtenir que des données limitées sur les coûts par tête (qui comme on le sait sont difficiles à calculer et à standardiser

d'un pays à l'autre), ces informations sont provenues d'une autre source. L'étude présentée au Chapitre 4 est la source la plus récente (2008) et complète de données sur les coûts de l'alimentation scolaire couvrant 74 pays, dont 12 à revenu élevé, 39 à revenu intermédiaire et 23 à faible revenu.²

Le premier chapitre du présent rapport donne des estimations pour les indicateurs clés suivants: nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire, type de ciblage utilisé par les pays, couverture des programmes et investissements. Étant donné que nous ne disposons pas des chiffres des dépenses des programmes par pays pour tous les pays, ce qui nous aurait permis de comparer, les investissements sont définis dans ce rapport comme étant le montant total budgétisé pour l'alimentation scolaire ou le budget estimatif. Les chapitres suivants présentent les informations de l'étude mondiale, et les informations complémentaires provenant d'autres sources sont citées. La taille des échantillons varie selon les indicateurs, étant donné qu'il n'y avait pas d'informations disponibles pour certains pays.

Les informations quantitatives présentées dans le présent rapport proviennent de plusieurs sources, la principale étant les études de cas effectuées par le PAM, la Banque mondiale et le PCD entre 2010 et 2012. Des informations supplémentaires ont été fournies par les gouvernements, le personnel des bureaux pays du PAM, les principaux partenaires tels que la Banque mondiale, le PCD, le School Food Trust (SFT) du Royaume-Uni et la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants (GCNF). Les informations qualitatives ont fait l'objet d'un examen interne. Les études de cas par pays ont été examinées par le personnel des bureaux pays du PAM.

L'encadré 1 présente les définitions des termes utilisés dans la présente publication et qui apparaissent fréquemment dans la documentation sur l'alimentation scolaire.

Encadré 1 Terminologie technique

Programme national d'alimentation scolaire: programme géré par le gouvernement tout seul ou avec l'appui du PAM ou d'autres partenaires du développement (voir ci-dessous) pour distribuer régulièrement de la nourriture aux écoliers. Partenaires du développement: terme générique désignant les organisations de parties prenantes et de donateurs qui appuient les stratégies nationales de développement.

Les partenaires du développement sont les organisations des Nations Unies (PAM, UNICEF, OMS...), les organisations internationales non gouvernementales

(Plan International, Save the Children International, World Vision International, Care International et Relief International...), d'autres organisations internationales (Banque mondiale, PCD, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Projet des villages du Millénaire, GCNF...) et la société civile au niveau local.

Bénéficiaires: qualifie ceux qui bénéficient d'un programme social spécifique. En l'occurrence, il s'agit des enfants qui reçoivent de la nourriture dans le cadre d'un programme national d'alimentation scolaire.

² Gelli, A. et Daryanani, R. (en prévision). Are school feeding programmes in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared to investments in primary education. Food and Nutrition Bulletin.

Ciblage: approche permettant de concentrer les ressources des programmes sur les personnes pauvres et vulnérables.^{3,4} Il existe plusieurs manières de cibler, mais celles utilisées dans le présent rapport, communes aux programmes d'alimentation scolaire, sont le ciblage individuel, géographique ou universel. Les programmes à ciblage individuel sont ceux où les enfants sont sélectionnés en fonction de facteurs démographiques tels que l'âge, le sexe ou la pauvreté. Si le ciblage est géographique, l'éligibilité des enfants est déterminée par leur localisation. Certains lieux peuvent être sélectionnés en fonction d'indicateurs tels que la pauvreté, la prévalence de la sécurité alimentaire ou les faibles résultats scolaires. On parle de ciblage universel lorsque tous les enfants, quel que soit leur âge, leur situation socio-économique ou leur sexe, peuvent bénéficier du programme.

Efficacité du ciblage: les programmes de protection sociale s'efforcent de concentrer leurs effets bénéfiques sur les plus démunis afin de leur apporter un maximum de ressources avec un budget limité. L'efficacité du ciblage indique dans quelle mesure les pauvres bénéficient véritablement d'un programme social.⁵

Modalités du programme: un programme d'alimentation scolaire peut distribuer des repas chauds, des collations ou des biscuits, des rations à emporter ou toute combinaison de ces trois modalités.

Couverture: proportion d'enfants scolarisés qui bénéficient du programme national d'alimentation scolaire.

Accroissement: augmentation du nombre de bénéficiaires touchés par le programme d'alimentation scolaire.

Investissement: budget total alloué à l'alimentation scolaire par le gouvernement ou le PAM, ou une estimation de ce budget. Dans la présente publication, ces estimations sont fondées sur des données

secondaires et pas sur les informations fournies dans les bilans nationaux.

Coûts: le coût par enfant de l'alimentation scolaire est estimé en divisant les dépenses totales des activités d'alimentation scolaire par le nombre de bénéficiaires. Ce chiffre englobe les coûts d'approvisionnement en produits de base, de transport, de stockage et de manutention, et de personnel. Il ne prend pas en compte les contributions communautaires.⁶ Un système de recouvrement des coûts est la compensation des coûts du programme par les contributions des bénéficiaires ou des communautés.

Enrichissement: pratique consistant à augmenter volontairement le contenu des aliments en micronutriments essentiels (tels que vitamine A, fer, iode ou zinc).⁷

Déparasitage: traitement visant à lutter contre les infections parasitaires intestinales causées notamment par des helminthes (ascarides, teignes et ankylostomes) et des schistosomiasis. L'Organisation mondiale de la santé recommande d'administrer de l'albendazole ou du mebendazole aux enfants pour traiter les helminthes et du praziquantel pour traiter les schistosomiasis. Ces traitements sont extrêmement efficaces et peu coûteux.^{8,9}

Surpoids/obésité: état d'un individu ayant un excès de poids qui peut être dû à un régime alimentaire déséquilibré. L'obésité est définie en fonction de l'indice de masse corporelle, qui est le poids en kilogrammes divisé par la hauteur en mètres carrés. Les seuils auxquels l'indice de masse corporelle classifie un enfant comme étant en surpoids ou obèse dépendent de l'âge et du sexe, et sont définis par l'International Obesity Task Force. Le seuil de l'obésité est plus élevé que celui du surpoids.¹⁰

Cadre politique: ensemble d'instruments législatifs et exécutifs qui peut comprendre des lois, des décrets, des ordonnances,

des politiques ou des directives relatifs à un programme social, en l'occurrence l'alimentation scolaire. L'ensemble de ces instruments définissent les « droits », fixent des objectifs et créent et réglementent les institutions et les processus permettant la mise en œuvre de ces droits par le biais de l'action gouvernementale.¹¹

Protection sociale: systèmes, programmes et politiques qui aident les individus et les sociétés à renforcer leur capacité de résilience aux risques, à parvenir à l'équité et à tirer parti des opportunités. Les instruments de protection sociale sont les filets de protection, les systèmes de retraite, les programmes et les politiques d'assurance et de valorisation de la main d'œuvre.¹²

Filets de protection: programmes de distribution de prestations en espèces ou en nature qui visent à réduire la pauvreté ou la vulnérabilité.¹³

Filets de protection fondés sur une aide alimentaire: fourniture d'une aide alimentaire directe, régulière et

prévisible, en espèces ou en nature, aux personnes les plus vulnérables pour: (1) empêcher que leur niveau de sécurité alimentaire passe en dessous d'un seuil minimum suite à un choc, (2) renforcer leur capacité de résistance aux chocs et(3), dans certains cas, améliorer leur sécurité alimentaire.¹⁴ La valeur au détail d'un transfert de denrées alimentaires sur le marché local est appelée *transfert de revenus*.

Transition: réduction progressive du soutien extérieur fourni par les partenaires au développement, à savoir le soutien opérationnel, le financement et l'assistance technique, au profit d'un programme national d'alimentation scolaire d'un pays.¹⁵

Petits producteurs locaux: petits agriculteurs de semi-subsistance qui cultivent moins de cinq hectares, la plupart ne cultivant pas plus de deux hectares. La définition précise peut varier selon les pays et les régions.¹⁶

³ Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. et Ouerghi, A. 2008. For protection and promotion: The design and implementation of effective safety nets. Washington DC, Banque mondiale.

⁴ Coady, D., Grosh, M., Hoddinott, J. 2004. Targeting of transfers in developing countries. Review of lessons and experiences. Washington DC, Banque mondiale.

⁵ Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. and Drake, L. 2011. Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

⁶ Gelli, A et Daryanani, R (en prévision).

⁷ FAO et OMS. 2006. Guidelines on food fortification with micronutrients. Genève.

⁸ OMS, Objectifs du Millénaire pour le développement, "The evidence is in: Deworming helps meet the Millennium Development Goals," 2005. http://whqlibdoc.who.int/hq/2005/WHO_CDS_CPE_PVC_2005.12.pdf

⁹ Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire. 2009. Policy Issues Agenda Item 4.

¹⁰ de Onis, M., Onyango, A.W., Borghi, E., Siyam, A., Nishida, C. et Siekmann, J. 2007. Development of a WHO growth reference for school-aged children and adolescents. Bulletin of the World Health Organization. 85: 660-7.

¹¹ Singh, S. 2012. School feeding programmes: A review of policy and legal frameworks. Rapport commandé par le Partenariat pour le développement de l'enfant et le Programme alimentaire mondial.

¹² Banque mondiale. 2012. Managing risk, promoting growth: Developing systems for social protection in Africa. La stratégie de protection sociale de la Banque mondiale en Afrique 2012-2022. Washington DC, Banque mondiale.

¹³ Update of WFP's safety nets policy: The role of food assistance in social protection, Policy Issues Agenda item 5, Rome: 2012. 2012.

¹⁴ Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. et Ouerghi, A. 2008. For protection and promotion: The design and implementation of effective safety nets. Washington DC, Banque mondiale.

¹⁵ Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. and Drake, L. 2011. Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

¹⁶ PAM. 2012. P4P Purchase for Progress – A Primer.



1

Quelle place occupe l'alimentation scolaire?

Chapitre 1



Ces dernières années, le PAM et les autres partenaires du développement ont constaté une augmentation de la demande et de l'intérêt des pays pour l'alimentation scolaire. Mais combien de pays mettent réellement des programmes en place ? Existe-t-il des programmes dans les pays de tous les groupes de revenus ou seulement dans quelques-uns ? S'agit-il de grands investissements nationaux ou de petits programmes pilotés par les donateurs ? Voici quelques-unes des questions auxquelles le PAM et ses partenaires ont essayé de répondre au cours des trois dernières années. Ce chapitre présente les premières estimations sur le nombre d'enfants qui reçoivent des repas à l'école dans le monde, le montant des investissements publics et la couverture des programmes, afin de mieux appréhender l'importance de l'alimentation scolaire dans la pratique.

Les résultats présentés dans le présent rapport confirment les conclusions initiales de l'analyse «Repenser l'alimentation scolaire». Premièrement, le simple montant et le niveau des investissements dans l'alimentation scolaire sont impressionnants. Quasiment tous les pays pour lesquels nous avons des informations s'efforcent de nourrir les écoliers. Ce programme bien établi est probablement le filet de protection le plus large au monde. Par conséquent, aussi bien pour les auteurs du présent rapport que pour les gouvernements et tous ceux qui analysent l'alimentation scolaire, la question essentielle n'est pas de savoir si les pays devraient développer des programmes d'alimentation scolaire, mais comment améliorer l'efficacité et l'utilité des programmes déjà mis en œuvre.

Deuxièmement, les programmes d'alimentation scolaire ayant la couverture la plus restreinte sont ceux des pays qui en ont le plus besoin. La couverture des programmes d'alimentation scolaire varie énormément entre les pays à revenu élevé, intermédiaire ou faible. Généralement, dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, tous les enfants reçoivent des repas à l'école, et les plus vulnérables ont le plus souvent droit à des repas subventionnés ou gratuits. À l'inverse, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou à faible revenu, les programmes ne sont généralement accessibles que par certains enfants dans certaines zones géographiques sélectionnées en fonction de facteurs liés à la vulnérabilité. Les estimations présentées dans ce chapitre indiquent que la couverture reste la plus faible dans les pays où les besoins sont les plus grands en termes de faim, de pauvreté et de mauvais indicateurs sociaux.

Et troisièmement, les gouvernements des pays à faible revenu donnent la priorité aux programmes d'alimentation scolaire dans l'aide au développement qu'ils reçoivent. À l'échelle mondiale, l'aide extérieure au développement contribue peu au financement global de l'alimentation scolaire et représente moins de 2 pour cent du total de ce financement. Dans les pays à faible revenu cependant, les investissements des donateurs représentent 83 pour cent des ressources allouées aux programmes d'alimentation scolaire. Ces chiffres montrent à la fois l'importance des besoins dans les pays pauvres et la priorité accordée à ces programmes par les gouvernements.

Encadré 2 Classification des pays par revenus

Le présent rapport suit la classification des pays par groupes de revenus de la Banque mondiale.¹⁷ Pour les pays de 30 000 habitants et plus, le revenu national brut par habitant en USD pour 2011 est calculé à l'aide de la méthode Atlas de la Banque mondiale. Les pays sont classifiés comme suit: faible revenu 1 025 USD ou moins, revenu intermédiaire de la tranche inférieure 1 026 à 4 035 USD, revenu intermédiaire de la tranche supérieure 4 036 à 12 475 USD et revenu élevé 12

476 USD ou plus. Cette classification a été définie en juillet 2012 et reste valable jusqu'en juillet 2013. Dans le présent rapport, les groupes de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé ont été combinés car les caractéristiques de leurs programmes d'alimentation scolaire sont similaires. Par conséquent, les deux autres groupes font référence aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et aux pays à faible revenu.

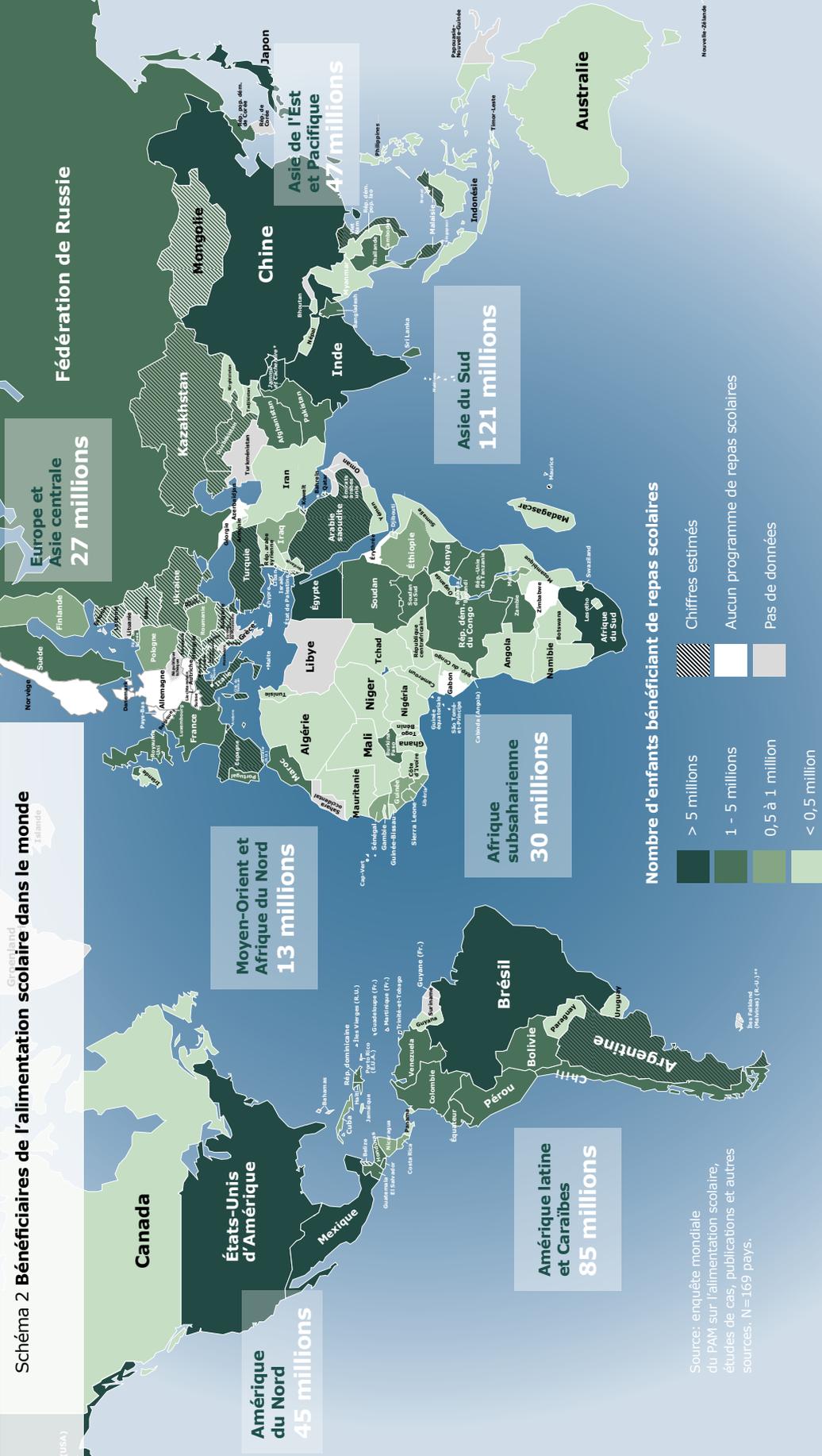
¹⁷ <http://data.worldbank.org/about/country-classifications>

1.1 Les chiffres de l'alimentation scolaire

Au moins 368 millions d'élèves des établissements préscolaires, primaires et secondaires bénéficient de l'alimentation scolaire dans le monde. Ces chiffres se basent sur un échantillon de 169 pays (voir Schéma 2).¹⁸ Les pays dont les programmes sont les plus importants sont l'Inde (114 millions), le Brésil (47 millions), les États-Unis (45 millions) et la Chine (26 millions). Au moins 43 pays ont des programmes qui touchent plus d'un million d'enfants. La région qui compte le plus grand nombre de bénéficiaires est l'Asie du Sud, suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes (pour plus d'informations sur les données d'un pays spécifique, voir l'Annexe II). Le nombre total d'enfants qui reçoivent des repas à l'école comprend ceux qui bénéficient des programmes soutenus par le PAM.

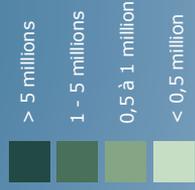
¹⁸ Les estimations du nombre de bénéficiaires concernent tous les écoliers qui bénéficient des programmes nationaux d'alimentation scolaire (y compris ceux soutenus par le PAM) dans 169 pays, à l'exception des estimations qui ne concernent que les élèves du primaire. Les calculs des estimations sont décrits plus en détail à l'Annexe III.

Schéma 2 Bénéficiaires de l'alimentation scolaire dans le monde



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources. N=169 pays.

Nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires



Alaska (USA)

Greenland

INIA (INIA) (E.U.)**

Norvège, Zlande

Les estimations mondiales du nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire proviennent de plusieurs sources (voir Tableau 1). L'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire comprend des informations émanant de 99 pays et a obtenu un taux de réponse de 92 pour cent. D'autres sources ont été consultées pour les autres pays, notamment des études de cas, des recherches sur le Web et des publications existantes, qui ont permis de trouver des informations pour 15 pays. Ensuite, nous avons consulté des correspondances avec des points de contact gouvernementaux dans les pays à revenu élevé. Sur 11 pays contactés, six ont donné des informations sur leurs programmes d'alimentation scolaire. Enfin, pour 49 pays, les estimations sur le nombre de bénéficiaires ont été calculées à l'aide des informations obtenues sur la couverture et la population d'âge scolaire. Pour plus d'informations sur les estimations concernant le nombre de bénéficiaires, reportez-vous à l'Annexe III.

Les informations de l'enquête et d'autres sources portent sur les enfants de tous âges (préscolaire, primaire et secondaire), mais les estimations concernant ces 49 pays ne concernent que les enfants du primaire à cause du manque de données sur la couverture des autres classes d'âge. Par conséquent, les totaux présentés dans ce rapport sont sous-estimés, mais très légèrement au final, car les enfants fréquentant l'école primaire représentent 92 pour cent de l'échantillon étudié (voir aussi le Tableau 4 pour la couverture par âge scolaire).

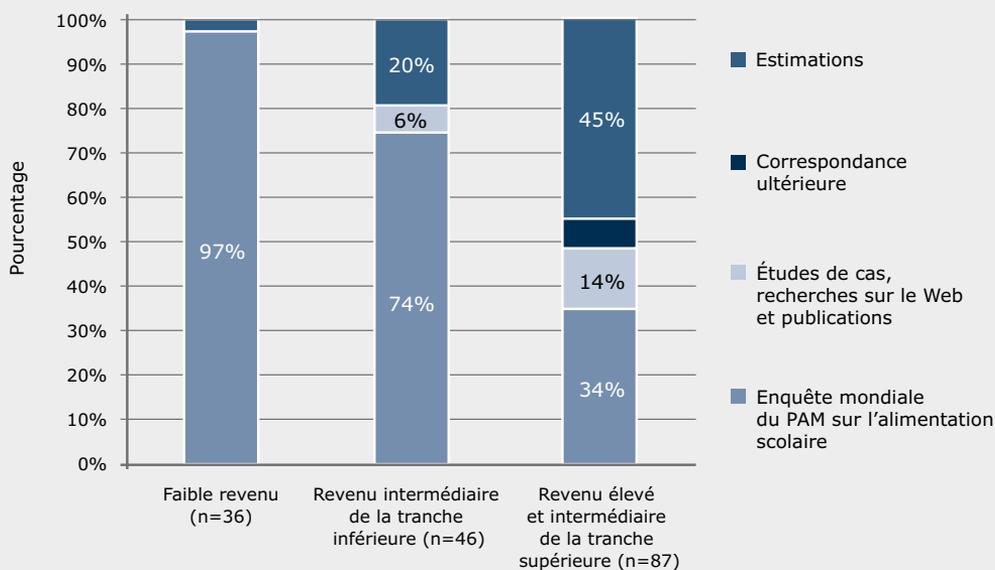
Tableau 1 Sources d'information, taille des échantillons et taux de réponse pour les estimations du nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire

	Échantillon cible	Échantillon final	Taux de réponse
Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire	108	99	92%
Autres sources:			
Études de cas, recherches sur internet et publications	Non applicable	15	Non applicable
Correspondance ultérieure avec les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure	11	6	55%
Estimations	Non applicable	49	Non applicable
Total	Non applicable	169	Non applicable

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources.

Ces recherches ont permis de constater, entre autres, que dans les pays à revenu élevé, la disponibilité des données nationales sur l'alimentation scolaire est limitée et très souvent moins exhaustive que les données comparables disponibles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (voir Encadré 3). Le taux de réponse à la correspondance avec les pays à revenu élevé a été particulièrement faible. Par conséquent, les données ont été estimées pour 45 pour cent des pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure (voir la Schéma 3 pour les pays faisant partie de l'échantillon par groupes de revenus).

Schéma 3 Répartition de l'échantillon par source et niveau de revenu



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources.

Encadré 3 Pourquoi les informations sur l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé sont limitées ?¹⁹

Alors que la difficulté à obtenir des informations sur l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé est surprenante, il existe plusieurs explications possibles. Premièrement, dans un grand nombre de pays, la complexité des programmes d'alimentation scolaire (par ex. plusieurs salles à manger, systèmes de bons et autres lieux de distribution tels que des distributeurs automatiques) rend difficile l'estimation exhaustive de la disponibilité et des coûts de l'alimentation.

Deuxièmement, la gestion et le financement des programmes sont souvent pris en charge par chaque école et par un organisme public. Les données sur les coûts ne sont collectées que lorsque le gouvernement central distribue des repas gratuits ou subventionnés. Généralement, dans les pays à revenu élevé, les programmes ont plusieurs sources de

financement (par ex. repas payés par les parents ou subventionnement partiel ou total par les autorités centrales et locales, ou par les établissements scolaires), ce qui peut rendre l'identification et la ventilation des données difficiles. À cause de la complexité même du service, les informations fiables peuvent ne pas être collectées au niveau national.

Dans certains pays où les programmes d'alimentation scolaire sont réévalués (par ex. au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis), la qualité de la collecte de données nationales s'est améliorée de manière à permettre d'évaluer l'impact et l'efficacité des changements effectués dans la politique du gouvernement. Toutefois, ce regain d'intérêt n'est pas identique dans tous les pays, ni dans tous les gouvernements, et la collecte d'informations reste inégale.

¹⁹ Contribution du Dr Michael Nelson, Director of Research and Nutrition au School Food Trust, Royaume-Uni

1.2 Montant investi dans l'alimentation scolaire chaque année

Sur la base des informations disponibles sur le nombre d'enfants recevant des repas à l'école et du coût par tête de l'alimentation scolaire, l'investissement mondial annuel peut être estimé entre 47 et 75 milliards USD, provenant essentiellement de fonds publics.

Nous ne disposons pas d'informations sur les dépenses réelles de la plupart des pays en matière d'alimentation scolaire. Les estimations du présent rapport reposent sur des données secondaires et pas sur les bilans des pays. Dans cette section, nous présentons les investissements estimatifs définis comme étant le montant budgétisé par un gouvernement pour l'alimentation scolaire (et indiqué par le pays correspondant dans l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire) et/ou l'estimation du budget national fondée sur les coûts par tête et le nombre de bénéficiaires.

Pour l'estimation du total des investissements mondiaux, nous avons utilisé deux séries différentes de valeurs des investissements à partir de deux échantillons de bénéficiaires différents. Les quatre estimations obtenues donnent une fourchette de valeurs possibles.

Le tableau 2 présente les résultats des deux échantillons de bénéficiaires. L'échantillon de bénéficiaires 1 commence par le nombre total de pays ayant répondu à l'enquête, et se limite aux pays qui ont indiqué le nombre de bénéficiaires et les fonds publics consacrés à l'alimentation scolaire. L'échantillon de bénéficiaires 2 commence par l'échantillon complet des 169 pays (comprenant des informations d'autres sources et des estimations), puis est réduit de manière similaire à 154 pays.

Tableau 2 **Calculs des échantillons de bénéficiaires**

			Échantillon final:		
	Échantillon initial	Chiffres indiqués pour les bénéficiaires du programme d'alimentation scolaire	Budget national alloué à l'alimentation scolaire ou coût par bénéficiaire indiqué ou connu	Nombre de pays	Nombre de bénéficiaires
1er échantillon de bénéficiaires:	99 pays ont répondu à l'enquête	7 pays n'ont pas indiqué le nombre de bénéficiaires	3 pays ont indiqué le nombre de bénéficiaires mais n'ont fourni aucune donnée sur les investissements	89 pays	325 millions
2e échantillon de bénéficiaires:	169 pays ayant répondu à l'enquête, autres sources et communications avec les pays	14 pays n'ont pas indiqué le nombre de bénéficiaires	1 pays a indiqué le nombre de bénéficiaires mais n'a fourni aucun coût moyen, ni données d'investissement	154 pays	368 millions

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources. N=169 pays.

Les deux ensembles de valeurs d'investissement correspondent au budget national alloué à l'alimentation scolaire (indiqué par chaque pays lors de l'enquête mondiale) et au coût moyen

par tête de l'alimentation scolaire par groupe de revenus. L'estimation du coût moyen se base sur les valeurs fournies par d'autres sources.²⁰ Ces estimations ne sont pas calculées au niveau des pays, mais en fonction des groupes de revenus.²¹ Les valeurs du budget national sont en USD 2011 et les valeurs du coût moyen en USD 2008. Pour plus d'informations sur les estimations des investissements, reportez-vous à l'Annexe III.

Le tableau 3 indique les quatre méthodes utilisées pour faire une estimation de l'investissement mondial annuel dans l'alimentation scolaire. L'estimation la plus faible est 30 milliards USD et la plus élevée 75 milliards USD, sur la base des données de 2008 sur les coûts et des données de 2011 sur les bénéficiaires. Sur les deux échantillons, le plus exhaustif est le second, qui est donc considéré comme l'évaluation la plus exacte de l'investissement. Par conséquent, la fourchette obtenue se situe entre 47 milliards USD et 75 milliards USD.

Tableau 3 Quatre méthodes d'estimation de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Échantillon	Número de países	Nombre de bénéficiaires	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (USD)
1er échantillon de bénéficiaires	89	325 millions	Budget alloué	30 milliards
	89	325 millions	Coût moyen par groupe de revenu	58 milliards
2e échantillon de bénéficiaires	154	368 millions	Budget alloué aux 89 pays ayant fourni des données ; coût moyen par groupe de revenus pour les 64 pays restants	47 milliards
	154	368 millions	Coût moyen par groupe de revenus	75 milliards

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications, Banque mondiale, UNESCO et Gelli A. and Daryanani R. (en prévision)

Note: Les calculs de l'investissement sont décrits plus en détail à l'Annexe III.

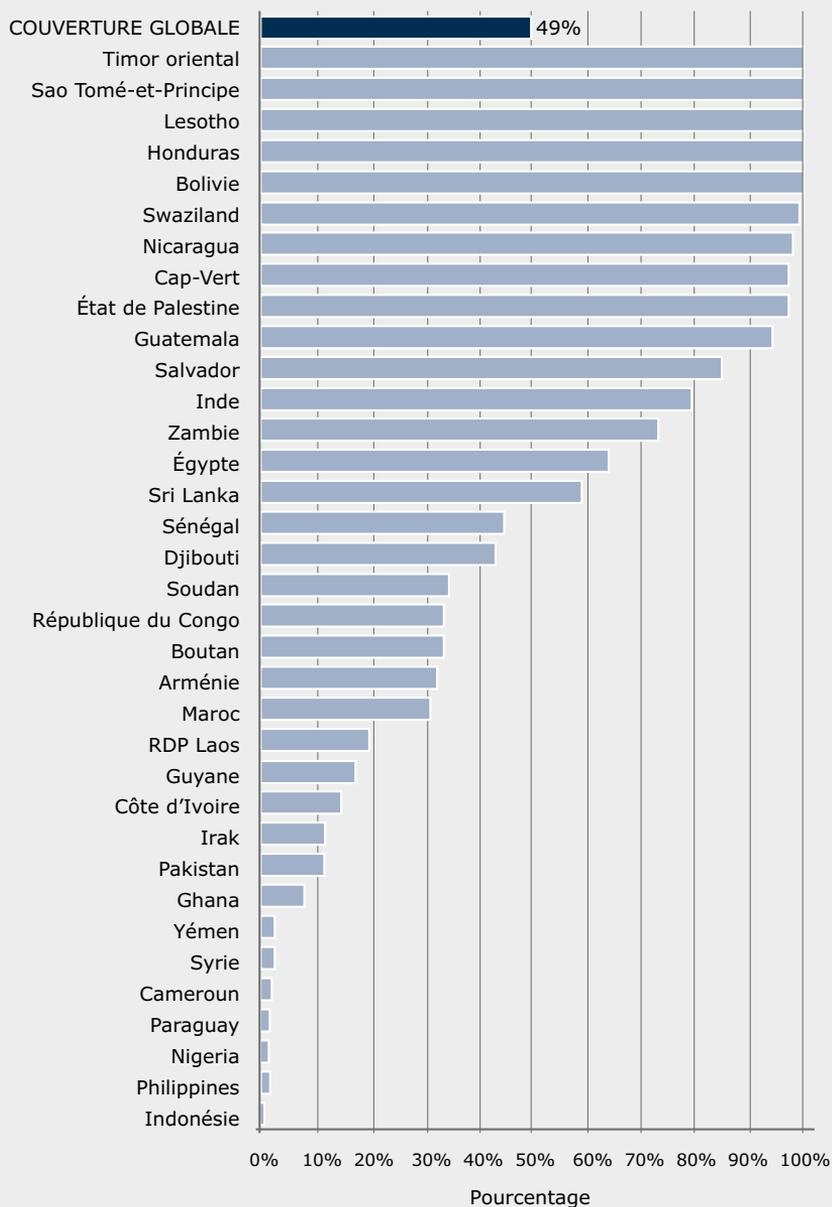
1.3 Couverture des programmes d'alimentation scolaire

La couverture est définie comme étant la proportion d'enfants scolarisés qui bénéficient du programme national d'alimentation scolaire. Bien que la présente publication présente les données recueillies pour toutes les classes d'âge, l'analyse de la couverture est limitée aux enfants du primaire, simplement à cause du manque d'informations sur la répartition des bénéficiaires de l'alimentation scolaire par classe d'âges. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 49 pour cent des enfants du primaire ont accès à l'alimentation scolaire, tandis que dans les pays à faible revenu, ce chiffre n'est que de 18 pour cent (voir figures 4 et 5).

20 Gelli, A. et Daryanani, R. (en prévision). Are school feeding programmes in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared to investments in primary education. Food and Nutrition Bulletin.

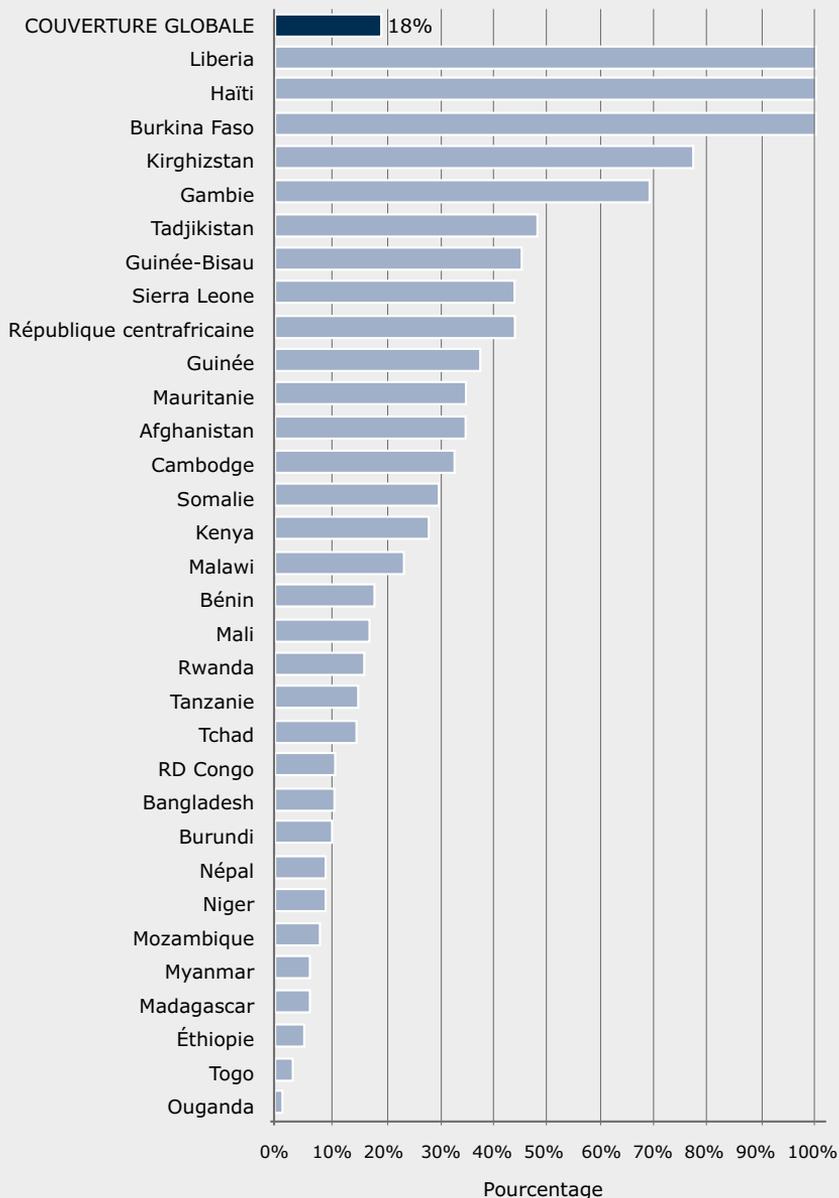
21 Les groupes de revenus ont été définis comme suit: faible revenu 1.025 USD ou moins, revenu intermédiaire de la tranche inférieure 1.026 à 4.035 USD, revenu intermédiaire de la tranche supérieure 4.036 à 12.475 USD et revenu élevé 12.476 USD ou plus.

Schéma 4 Couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications, Banque mondiale et UNESCO. N=35 pays. Vous trouverez plus d'informations sur ces calculs à l'Annexe III.

Schéma 5 Couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications, Banque mondiale et UNESCO. N=32 pays. Vous trouverez plus d'informations sur ces calculs à l'Annexe III.

Malgré le fait que ces chiffres soient peu élevés pour les pays à faible revenu, trois pays couvrent la quasi-totalité des élèves du primaire, le Burkina Faso, Haïti et le Liberia. La couverture de l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure n'est pas présentée dans cette section car le nombre de pays faisant partie de ce groupe pour lesquels nous disposons de données est limité.

La couverture dans chaque pays a été estimée comme étant le nombre de bénéficiaires indiqué dans l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire divisé par le nombre d'élèves de l'école primaire publié par la Banque mondiale (2010).²² Dans plusieurs cas où la Banque mondiale ne donnait pas d'informations, nous avons évalué le nombre d'élèves de l'école primaire en multipliant le taux de scolarisation par la population d'âge scolaire. Ces deux variables étaient fournies par l'UNESCO (2011).²³ Étant donné que le numérateur comprend tous les écoliers (préscolaire, primaire et secondaire) et que le dénominateur ne représente que les élèves du primaire, les estimations de couverture sont tirées vers le haut. Notre enquête semble indiquer que 92 pour cent des bénéficiaires de l'alimentation scolaire sont au primaire, ce qui implique que cette distorsion n'est pas très importante.

La couverture a été calculée pour chaque pays et par groupe de revenus, ce dernier étant pondéré par le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui sont scolarisés. Vous trouverez plus d'informations sur ces calculs à l'Annexe III. Le ciblage dans les pays est décrit au chapitre suivant.

Les informations tirées de l'enquête nous ont permis de connaître le niveau scolaire des enfants ciblés par les programmes. Sur les 108 pays qui ont reçu une enquête sur l'alimentation scolaire, 105 ont indiqué le niveau scolaire. Comme le montre le tableau 4, tous les pays indiquent qu'ils ciblent les enfants du primaire. Près de la moitié ne couvrent que les enfants du primaire, tandis que 40 pour cent couvrent une combinaison d'enfants du préscolaire et du primaire ou du primaire et du secondaire. Les 11 pour cent restants des pays couvrent tous les enfants des trois niveaux scolaires.

Tableau 4 **Pays distribuant des repas dans les écoles par niveau scolaire**

Niveau scolaire			Pays	
Maternelle	Primaire	Secondaire	Nombre	Pourcentage
	✓		51	49%
✓	✓		30	29%
	✓	✓	12	11%
✓	✓	✓	12	11%

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources. N=105 pays.

²² Indicateurs de développement de la Banque mondiale (2010).

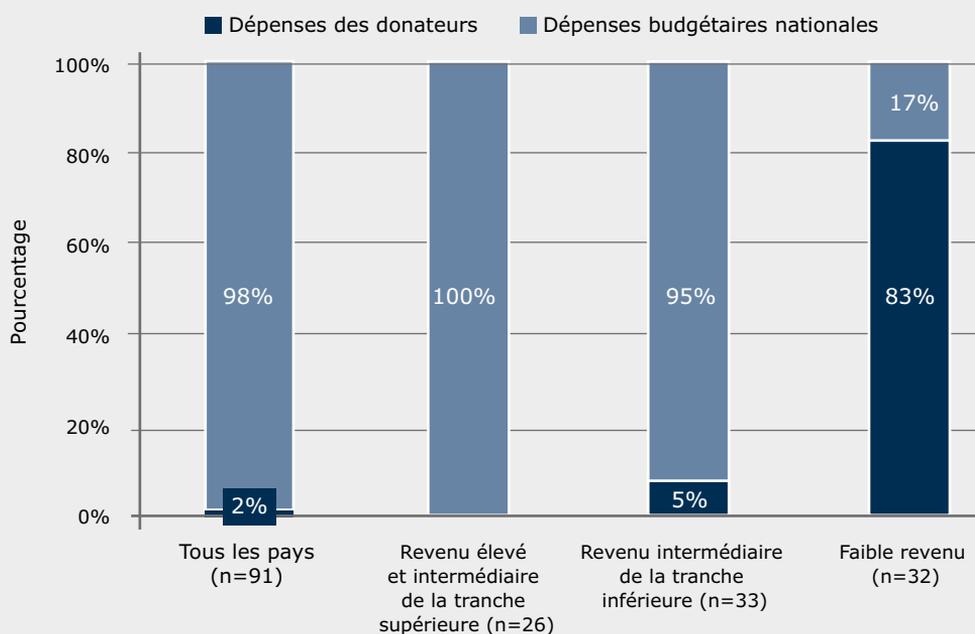
²³ Institut de statistique de l'UNESCO (2011).

1.4 Sources de financement des programmes

À l'échelle mondiale, l'aide extérieure au développement contribue peu au financement global de l'alimentation scolaire et représente moins de 2 % du total de ce financement. Toutefois, alors que dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire les programmes sont presque exclusivement financés par les recettes internes (taxes et autres sources), dans les pays à faible revenu ils dépendent de l'aide des donateurs (voir figure 6). Dans ces derniers, les sources de financement externes couvrent environ 83 pour cent des besoins des programmes.

Les informations sur le financement ont été calculées à partir des résultats de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. Les pays qui ont répondu à l'enquête ont indiqué le montant des fonds publics consacrés à l'alimentation scolaire et les sources de ces fonds. Les estimations concernant les pays à faible revenu comprennent les fonds des donateurs transitant par le PAM. Les fonds des donateurs qui transitent par des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations communautaires ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Par conséquent, la proportion des financements des donateurs par rapport aux financements internes est sous-estimée.

Schéma 6 **Décomposition des dépenses publiques cumulées par sources de financement**



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources. N=91 pays.

1.5 Perspectives

Le calcul du nombre de bénéficiaires, de la couverture de l'alimentation scolaire, et des montants qui lui sont consacrés, n'est pas facile. Dans le présent rapport nous présentons nos meilleures estimations actuelles et nous suivrons l'évolution de ces chiffres au cours des prochaines années. Sur la base de cette première expérience, les deux principaux défis qu'il faudra relever à l'avenir sont les suivants:

- 1. Poursuivre l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire.** L'enquête, qui a été lancée début 2012 et a obtenu un taux de réponse de 92 pour cent, s'est avérée être un excellent moyen de collecter des informations car elle tirait parti de la large présence du PAM sur le terrain (les bureaux pays du PAM ont joué un rôle important dans la collecte d'informations auprès des organismes publics). Désormais, le PAM collectera systématiquement des informations par le biais d'une enquête mondiale qui nous permettra de mesurer les tendances et d'améliorer la précision de nos estimations.
- 2. Améliorer les efforts de collecte de données pour les pays à revenu élevé.** Les efforts visant à obtenir des informations d'autres sources (études de cas, recherches sur le Web et correspondances avec des points de contact gouvernementaux) ont eu des résultats mitigés. Le taux de réponse des pays à revenu élevé a été extrêmement faible, raison pour laquelle les chiffres indiqués pour ces pays sont des estimations. Le PAM unira ses forces à celles de ses partenaires pour accroître la qualité des données communiquées par ces pays. L'objectif visé sera d'effectuer une enquête équivalente et comparable dans les pays à revenu élevé.



2

Est-ce que le niveau de revenu d'un pays compte ?

Chapitre 2



Les estimations présentées au chapitre précédent sur l'importance et la couverture de l'alimentation scolaire, ainsi que sur les montants investis, indiquent qu'il existe des différences importantes entre les programmes en fonction du niveau de revenus, notamment en ce qui concerne la couverture et les sources de financement. Le présent chapitre analyse ces différences plus en détail, afin de mieux comprendre les implications pratiques de ces relations. Dans ce chapitre, comme dans le reste du rapport, les niveaux de revenus sont définis selon les critères de la Banque mondiale. Les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, dans lesquels le revenu par habitant est d'au moins 4 036 USD, sont regroupés parce que les caractéristiques des programmes d'alimentation scolaire de ces deux groupes sont similaires. Les pays dont le revenu par habitant est de 1 025 USD ou moins sont classés dans le groupe des pays à faible revenu. Ceux dont le revenu par habitant se situe entre 1 026 et 4 035 USD forment le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (voir encadré 2).

L'analyse a permis de faire deux constats importants. Premièrement, les différences marquées entre les programmes des pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire et à faible revenu indiquent que le niveau de revenus d'un pays est associé à la fois à l'importance et au niveau de regroupement de ces programmes au sein d'une seule politique nationale. Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes sont généralement plus établis, ce qui signifie qu'ils ont des cadres réglementaires globaux et sont plus institutionnalisés. Par exemple, ces pays ont souvent des mécanismes de réallocation des dépenses, réutilisant les dépenses des familles les plus aisées au profit de l'alimentation de ménages vulnérables. Dans les pays à faible revenu par contre, les programmes sont moins intégrés dans les cadres stratégiques nationaux et ne comportent généralement pas de systèmes de réallocation des dépenses. Cela implique pour les partenaires du développement qu'ils doivent s'attacher à aider les pays à faible revenu à effectuer une transition vers des cadres de programme plus efficaces et durables.

Deuxièmement, les programmes d'alimentation scolaire font de plus en plus l'objet d'un soutien politique et d'une demande d'orientations fondées sur des données concrètes. Initialement, le rapport «Repenser l'alimentation scolaire» était conçu pour fournir des orientations aux pays à faible revenu, mais suite à sa publication en 2009, de plus en plus de pays émergents, notamment la Chine et la Fédération de Russie, visant à fournir un soutien social à leurs citoyens, ont exprimé de manière persistante le besoin d'être conseillés et soutenus dans leurs efforts. Autre indication de la demande de connaissances dans ce domaine: le rapport initial a été traduit en arabe, en français et en espagnol par les éditeurs commerciaux. La recherche d'informations sur l'alimentation scolaire est également indiquée par le nombre croissant de participants au Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, qui est devenu le plus grand rendez-vous annuel des praticiens de l'alimentation scolaire dans les organismes publics et la société civile, avec de plus en plus de représentants aux plus hauts niveaux politiques. Cela montre clairement que les pays non seulement renforcent les programmes existants, mais améliorent leur qualité et leur efficacité. Malgré les contraintes financières auxquelles ils sont confrontés, au moins huit pays à faible revenu ont lancé des programmes nationaux d'alimentation scolaire depuis 2000. Il est vraiment nécessaire que les donateurs et les partenaires appuient les pays à faible revenu pour la conception et la mise en œuvre de programmes plus rationnels, efficaces et durables.

Compte tenu de cette analyse, la question est de savoir s'il existe un niveau minimum de revenus qu'un pays doit atteindre pour passer à un programme national. Il semble que le seuil, permettant d'indiquer qu'un pays est prêt à gérer un financement national d'alimentation scolaire, se situe entre un niveau de revenu faible et celui du revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et au moment du passage à un groupe de pays aux revenus plus élevés. Cette question nécessite, cependant, une analyse plus approfondie.

2.1 Alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure

Nous disposons de très peu d'informations actuelles sur l'alimentation scolaire dans cette catégorie de revenus. Les données présentées dans cette section proviennent de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et sont complétées par des études de cas et des observations de nos partenaires.

Dans les pays à revenu élevé, l'alimentation scolaire existe depuis longtemps et remonte souvent au milieu du vingtième siècle (voir figure 9). Les informations obtenues grâce à l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire montrent que les programmes des pays de cette catégorie de revenus existent depuis 38 ans en moyenne. Ces chiffres et d'autres indicateurs clé sont résumés dans le Tableau 5.

Selon le SFT, beaucoup de pays à revenu élevé manifestent un regain d'intérêt pour l'alimentation scolaire, en partie à cause de la nécessité de s'attaquer aux problèmes du surpoids et de l'obésité, et en partie à cause de la prise de conscience croissante du rôle plus important que l'alimentation peut jouer dans la santé, les résultats scolaires et les inégalités en matière de santé.²⁴ Dans de nombreux pays, de nouvelles normes ont été appliquées afin de limiter l'apport énergétique total des repas et d'améliorer l'équilibre nutritionnel des aliments servis, par exemple en augmentant la consommation de fruits et de légumes (voir les études de cas 1 et 2).

Étude de cas 1 S'attaquer au surpoids et à l'obésité des enfants – l'expérience du Japon et du Mexique^{25,26}

Le Japon et le Mexique ont récemment réformé leurs programmes d'alimentation scolaire pour répondre au problème de plus en plus répandu de surpoids des enfants. Au Japon, le programme d'alimentation scolaire existe depuis plus de 120 ans, tandis qu'au Mexique la tradition des petits déjeuners à l'école remonte à 1929. Le programme japonais couvre aujourd'hui la quasi-totalité des enfants du primaire et du secondaire, tandis que le programme mexicain touche environ un quart des enfants scolarisés.

Au Japon, l'application de la nouvelle loi sur l'éducation diététique de base en 2005 a fait évoluer les objectifs du programme d'alimentation scolaire visant désormais à renforcer l'éducation nutritionnelle et les habitudes alimentaires saines plutôt qu'à lutter contre la sous-alimentation. La loi sur le déjeuner à l'école a officialisé cette nouvelle orientation dans laquelle le régime alimentaire et les enseignants en nutrition sont essentiels. Enfants et parents participent à des activités d'apprentissage et culinaires fondées sur le savoir, ainsi qu'à des sessions de conseils

diététiques. Des investissements importants ont été consacrés au recrutement d'enseignants spécialisés en nutrition, dont le nombre dépassait 4.000 en 2012. Dans le but de favoriser la création de liens avec la communauté, des ingrédients produits localement ont été introduits dans les repas servis à l'école. Aujourd'hui, les repas – composés généralement de lait, de légumes accompagnés de pain ou de riz – et les activités de sensibilisation à la nutrition touchent plus de 5 millions d'enfants.

Au Mexique, le programme de petits déjeuners à l'école a été transformé en 2007 pour répondre au double problème du surpoids et de la sous-alimentation, et mieux prendre en compte la diversité des besoins locaux. Le constat ayant été fait que le programme géré de manière centralisée ne correspondait pas aux préférences et aux cultures alimentaires locales, il a été décentralisé en 1997.

En outre, à mesure que le pays a pris conscience de la forte augmentation de la population en surpoids, la forte densité calorique des repas, conçus initialement pour

²⁴ Harper, C., Wood, L. et Mitchell, C. 2008. The provision of school food in 18 countries. London: The School Food Trust.

lutter contre la sous-alimentation, est devenue une préoccupation.

Les objectifs du programme ont été revus. De nouvelles normes nutritionnelles ont été définies concernant la composition des repas, des limitations strictes ayant été appliquées à la teneur en sucre et en matières grasses. L'utilisation de lait écrémé, de céréales complètes et de fruits et légumes frais est

devenue une priorité, et l'accent a été mis sur la distribution d'aliments traditionnels du régime alimentaire mexicain, connu pour être riche en micronutriments. L'éducation nutritionnelle accompagne les repas ciblant à la fois les enfants et leurs parents (qui préparent bénévolement les repas). Plus de cinq millions d'enfants reçoivent aujourd'hui un petit-déjeuner équilibré dans tous les états de la fédération.

²⁵ Oji, M. Promoting dietary education through school lunch programmes in Japanese schools, Director of School Health Education Division, Workshop on School Feeding System in APEC Economies, 28-29 juin 2012.

²⁶ Gouvernement du Mexique et PAM. 2012. Sistema nacional para el desarrollo integral de la familia (DIF), Estudio de Caso: Programa Desayunos Escolares de Mexico.

Étude de cas 2 Gestion du changement au Royaume-Uni – évolution des normes nutritionnelles²⁷

Le Royaume-Uni (RU) comprend l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, qui ont tous des programmes d'alimentation scolaire bien établis. Leur couverture varie, mais généralement elle se situe entre 35 et 50 pour cent. La plupart des enfants paient leurs repas, mais il existe aussi des systèmes de distribution de repas aux enfants de familles à faible revenu qui reçoivent des prestations de la sécurité sociale.

Depuis 2000, tous les membres du Royaume-Uni ont lancé des initiatives pour améliorer la qualité de l'alimentation scolaire: Hungry for Success (Écosse), Appetite for Life (Pays de Galles); School Food: Top Marks (Irlande du Nord) et SFT (Angleterre). Ces programmes ont été lancés en réponse à la forte croissance de l'obésité qui touche les enfants scolarisés, mais également pour que les enfants des familles pauvres bénéficient d'un filet de protection nutritionnel. Les sociétés de restauration ont reçu des directives facultatives pour améliorer la qualité des aliments distribués aux enfants, mais ces recommandations ont été inefficaces. Par la suite, des normes obligatoires ont été mises en place, et à partir de 2013, les repas servis dans les écoles d'Angleterre, d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord devront respecter ces normes.

En Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, les organismes publics ont fait

des efforts pour améliorer la qualité des programmes. En Angleterre, en réaction à une série de programmes télévisés diffusés en 2005 où le célèbre chef Jamie Oliver critiquait la mauvaise qualité de l'alimentation scolaire, les pouvoirs publics ont créé le SFT en 2006 avec un budget de 38 millions de livres sterling (61 millions USD) pour six ans. L'État a également alloué un financement réservé de 480 millions de livres sterling (771 millions USD) sur six ans (0,18 à 0,22 par repas) à la transition vers une alimentation plus saine, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation au niveau local.

Le SFT, créé en tant qu'organisation nationale de gestion des changements, était une nouveauté au Royaume-Uni. Cette organisation collaborait avec les pouvoirs publics pour élaborer des normes et des projets de lois. Elle aidait les sociétés de restauration, les élèves et les parents à comprendre la nécessité d'un changement et apportait un soutien pratique par le biais de recommandations, de conférences, de campagnes marketing et de bulletins d'informations. En outre, elle effectuait une enquête annuelle auprès des sociétés de restauration pour contrôler le respect des normes et évaluer les changements dans les coûts des déjeuners servis à l'école, les obstacles aux changements et l'engagement du personnel.

D'après une évaluation du SFT, une organisation nationale de ce type coûte relativement peu en termes de budget

global de l'alimentation scolaire et des effets bénéfiques probables en termes de santé des enfants. Par exemple, en 2010-2011, environ 270 000 élèves de plus qu'en 2007-2008 prenaient le déjeuner à l'école. En ce qui concerne le financement direct du SFT pendant toute sa période de fonctionnement, et en prenant en compte la baisse initiale au lancement, il coûtait donc environ 141 livres sterling (227 USD) par nouvel élève prenant le déjeuner à l'école (38 millions de livres sterling divisé par 270 000). Même si nous ne connaissons pas l'impact à long terme du déjeuner servi à l'école, il est établi que les habitudes alimentaires laissent des traces entre l'enfance et l'âge adulte. Par conséquent, 141 livres sterling (227 USD) représentent un coût par personne relativement modique comparé aux avantages potentiels d'une alimentation scolaire plus saine pour la santé, l'éducation, l'emploi et les revenus pendant une vie entière.

D'autres calculs sont possibles. Par exemple, en Angleterre, environ trois millions d'enfants reçoivent chaque jour des repas à l'école. Le coût par enfant et par an pour avoir

accès à un déjeuner plus sain à l'école (en rapport avec les coûts de création et de fonctionnement du SFT pendant six ans) est de 38 millions de livres sterling (61 millions USD) divisé par trois millions d'enfants et six ans, ce qui donne 2,11 livres sterling (3,39 USD). Enfin, les coûts de gestion du SFT peuvent être exprimés en termes du nombre de repas servis sur la période pendant laquelle le SFT fonctionnait. Si le coût annuel par enfant est d'environ 2,11 livres sterling (3,39 USD), en comptant environ 190 jours d'école par an, alors le SFT dépense 1,1 penny (0,018 USD) par déjeuner servi à l'école (2,11 livres sterling divisées par 190 jours). Un penny par repas semble être un montant dérisoire pour financer une organisation nationale comme le SFT qui a eu un impact démontrable sur le rythme et l'étendue des changements dans les services d'alimentation scolaire pendant six ans. Des améliorations ont été apportées en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, mais elles sont généralement moins bien documentées, et les coûts n'ont pas été aussi clairement définis.

²⁷ Contribution du Dr Michael Nelson, Director of Research and Nutrition au School Food Trust.

Certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont mis en place des innovations dans la chaîne d'approvisionnement et les procédures d'achat et de passation des marchés. Le Chili, par exemple, a réformé son système de passation des marchés publics pour l'alimentation scolaire afin d'améliorer la transparence et d'obtenir une meilleure qualité pour le coût des services fournis par les sociétés privées de restauration. Le Brésil a créé avec succès des liens entre l'alimentation scolaire et les petits producteurs agricoles, ce qui a été bénéfique d'une part pour les enfants et d'autre part pour le secteur de l'agriculture familiale et les économies locales (voir l'étude de cas 8).

Dans les pays à revenu élevé, les services d'alimentation scolaire sont généralement accessibles à tous les enfants. Toutefois, certains enfants paient pour leur déjeuner, tandis que d'autres le reçoivent gratuitement ou bénéficient d'une réduction. Très peu de pays offrent à tous les enfants scolarisés des repas gratuits (c'est-à-dire une alimentation scolaire universelle), à l'exception notable de la Finlande et de la Suède²⁸. Les enfants considérés comme pouvant bénéficier de repas gratuits à l'école sont ceux qui vivent dans des ménages pauvres ou vulnérables, sur la base de certains critères (par ex. ménages dont les revenus sont inférieurs à un certain montant ou enfants vivant dans des foyers recevant des transferts publics tels qu'un complément de revenu ou des allocations familiales). Étant donné qu'ils ciblent des enfants spécifiques auxquels ils distribuent des repas gratuits, ces programmes sont considérés comme étant à ciblage individuel. Trente pour cent des pays de cette catégorie de revenus utilisent des méthodologies de ciblage individuel (voir figure 7 et tableau 5).

²⁸ Harper, C., Wood, L. & Mitchell, C. 2008. The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.

L'expérience avec d'autres filets de protection et instruments de protection sociale en général montre que les programmes à ciblage individuel ont tendance à être extrêmement efficaces ; ils augmentent la probabilité que la proportion la plus importante des ressources bénéficie aux enfants les plus pauvres. Dans le cas de l'alimentation scolaire, qui s'adresse à tous les enfants à des prix différents, les programmes ont un système de réallocation des dépenses ; les enfants des familles les plus riches prennent indirectement en charge une partie des coûts d'alimentation des enfants des familles les plus vulnérables.

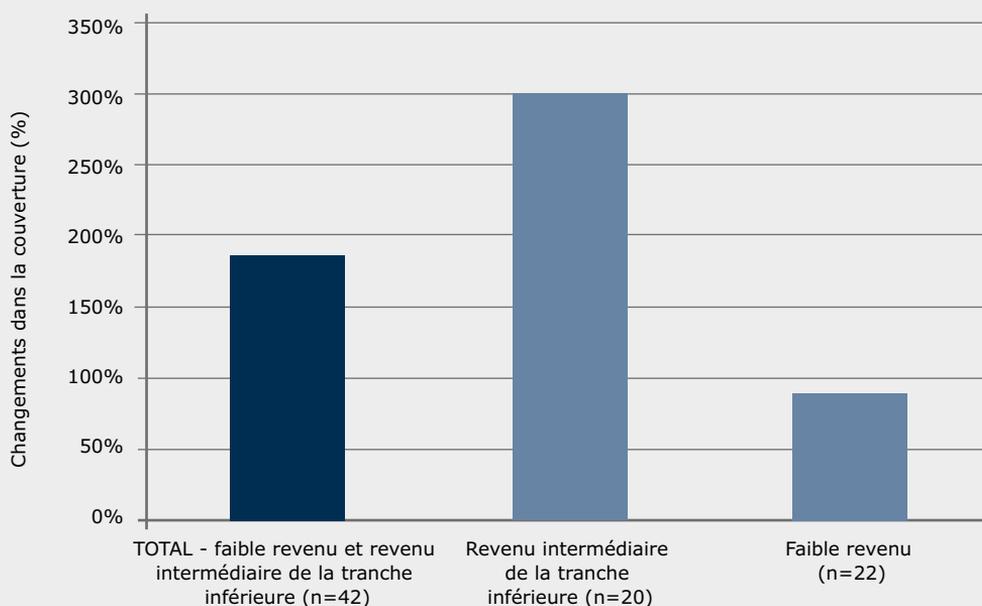
Mais décider quels sont les enfants qui répondent aux critères, les faire bénéficier du programme et empêcher que certains enfants soient stigmatisés à l'école parce qu'ils reçoivent des repas gratuits sont des tâches plus complexes. Premièrement, des systèmes poussés sont nécessaires pour analyser les niveaux de pauvreté et de vulnérabilité des enfants et de leurs familles. Et deuxièmement, un système efficace doit être mis en place pour sélectionner, enregistrer et suivre les bénéficiaires afin de déterminer s'ils bénéficient ou non du programme. Ce sont les raisons pour lesquelles ces types de programmes, qui sélectionnent les enfants de manière individuelle, existent le plus souvent dans les pays à revenu élevé.

Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes coûtent, en moyenne, 371 USD par enfant et par an (plus d'informations sur les coûts au chapitre 4).

2.2 Alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

En moyenne, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les programmes d'alimentation scolaire existent depuis 21 ans. Depuis 2008, plusieurs pays ont renforcé leurs programmes d'alimentation scolaire, indiquant une demande accrue pour ces filets de protection. Une analyse des 20 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des 22 pays à faible revenu utilisant les données de l'enquête mondiale de 2012 et une base de données antérieure de 2008 montre qu'en moyenne, les programmes de ces pays ont doublé en importance pendant cette période. Ce résultat est dû principalement au renforcement des programmes dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (voir figure 8).

Schéma 8 Changements dans la couverture de l'alimentation scolaire entre 2008 et 2012



Remarque: pourcentage de changement dans le nombre d'enfants bénéficiant du programme national d'alimentation scolaire entre 2008 et 2012. *Source:* enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et Gelli et al. (2011), n=42 pays.

Soixante-quatorze pour cent des programmes de ce groupe de revenus sont géographiquement ciblés, ce qui signifie que certaines zones sont ciblées pour la distribution de repas à l'école en fonction d'une série de critères, tels que les niveaux de pauvreté les plus élevés ou les plus mauvais résultats scolaires. Toutes les écoles d'une zone ciblée, et tous les enfants de ces écoles, reçoivent des repas gratuits. Cependant dans le reste du pays, les enfants ne bénéficient généralement pas de repas servis à l'école, même s'ils peuvent payer. Cela signifie que les programmes géographiquement ciblés ne comportent généralement pas de systèmes de réallocation des dépenses.

L'expérience opérationnelle montre que le ciblage géographique est un moyen relativement facile de sélectionner les bénéficiaires car il ne nécessite pas de processus de sélection compliqués, ni d'enregistrement. Cependant, selon la documentation sur la protection sociale, l'inconvénient de cette méthode de sélection est qu'elle n'est pas aussi efficace ; plus précisément, les enfants non pauvres vivant dans les zones ciblées bénéficient des mêmes repas gratuits que les enfants plus pauvres. Ce problème n'est pas très grave dans les pays où les niveaux de pauvreté sont élevés et où les programmes ciblent uniquement les zones les plus pauvres, car dans ces cas-là ce seront de toutes manières les pauvres qui en bénéficieront. Mais à mesure que les programmes s'étendent à d'autres zones dans un pays, le risque augmente que les repas gratuits soient distribués à des enfants dont les ménages ont les moyens de payer.²⁹

²⁹ Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. et Ouerghi, A. 2008. For protection & promotion: The design and implementation of effective safety nets. Washington DC, Banque mondiale.

La capacité d'un programme à toucher les enfants les plus pauvres peut également être affectée par la volonté d'un gouvernement de s'assurer que toutes les régions du pays sont couvertes par l'alimentation scolaire. Cela augmente l'intérêt politique du programme, mais affaiblit l'efficacité du ciblage. Dans certains cas, on peut également observer une tendance à couvrir de préférence les zones urbaines au détriment des zones rurales, ou les écoles qui ont déjà l'infrastructure ou sont plus faciles à atteindre que celles qui nécessiteraient un investissement supplémentaire en infrastructure ou en logistique mais compteraient probablement un plus grand nombre d'enfants plus pauvres. Par conséquent, lors de la conception d'un programme, il est important de s'assurer qu'il cible et touche en priorité les pauvres. Ce problème concerne tous les niveaux de revenus, mais il est particulièrement important dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu où les contraintes financières sont plus grandes.

En moyenne, les programmes des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure touchent environ 49 pour cent des élèves du primaire et coûtent environ 56 USD par enfant et par an. Selon une étude sur l'efficacité du ciblage en Amérique latine, les programmes d'alimentation scolaire de quatre pays touchent réellement les enfants les plus pauvres.³⁰ Elle montre qu'environ 60 pour cent des prestations de ces programmes bénéficient aux deux quintiles les plus pauvres de la population. Malheureusement, il n'existe pas d'études comparables sur la manière dont les effets bénéfiques de ces programmes sont répartis dans la population dans les pays à faible revenu. Ce type d'analyse permet d'augmenter la qualité des programmes, comme ce fût récemment le cas au Ghana (voir étude de cas 13), et devrait être fait régulièrement afin d'évaluer l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire dans différents pays.

L'approche ciblée comporte des exceptions, à savoir le Guatemala et l'Inde, qui mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire universelle (voir étude de cas 3). Ces pays ont adopté des approches fondées sur les droits dans lesquelles une loi ou un décret stipule que tous les enfants du pays ont le droit de recevoir des repas à l'école. Ces approches sont liées à la sécurité alimentaire plus large et aux droits en matière d'éducation. Cependant, un programme universel de par la loi n'est pas forcément universel dans la pratique. Certains pays sont encore confrontés à la difficulté de renforcer leurs capacités à fournir le même service à tous les enfants.

³⁰ Lindert, K., Skoufias, E. et Shapiro, J. 2006. How effectively do public transfers redistribute income in LAC? In *Redistributing income to the poor and to the rich: Public transfers in Latin America and the Caribbean*, Washington DC, World Bank.

Étude de cas 3 Le programme du repas de midi en Inde³¹

Le programme d'alimentation scolaire en Inde est le plus important au monde ; en 2011, il a touché 113,6 millions d'enfants scolarisés. Le Mid Day Meal Scheme (MDMS), qui est le programme national lancé en 1995, vise à s'assurer que tous les enfants reçoivent un enseignement primaire et à stimuler la nutrition des élèves du primaire. Un arrêt décisif rendu par la Cour suprême en 2001, résultat d'une action civile, stipule que l'alimentation scolaire est un droit pour tous les enfants du primaire et rend obligatoire la distribution de repas de midi cuisinés dans les écoles primaires. Par conséquent, la couverture a augmenté dans tout le pays (de plus de dix pour cent entre 2001 et 2011), bien que de grandes disparités régionales persistent, principalement à cause de contraintes financières au niveau des États. Les directives nutritionnelles et la qualité de l'assortiment alimentaire se sont également progressivement améliorées.

Le programme MDMS est un bon exemple d'une mise en place mixte comprenant deux processus d'approvisionnement séparés : un pour les céréales alimentaires, qui sont subventionnées au niveau central par la société publique Food Corporation of India, et un pour les autres produits alimentaires tels que les fruits et les légumes frais, pour lesquels des procédures ont été mises en place au niveau de chaque État.

Le Department of School Education and Literacy a la responsabilité globale du programme, qui est suivi par un comité directeur et de suivi national. Des comités similaires existent également aux niveaux des États, des districts et locaux.

Les gouvernements des États et les territoires de l'Union sont chargés de la

mise en œuvre. Au niveau des écoles, le programme est administré par le comité villageois pour l'éducation, le comité de gestion et de développement de l'école, l'association parents-enseignants ou, dans certains cas, des ONG.

En 2010-2011, le montant des dépenses combinées du gouvernement central et des gouvernements des États/territoires de l'Union pour le programme d'alimentation scolaire atteignait environ 3 850 millions USD. Les nombreuses évaluations effectuées depuis 2001 ont montré que le programme avait des impacts positifs sur le taux de scolarisation, l'élimination de la faim en classe et la promotion de l'égalité des sexes et sociale.

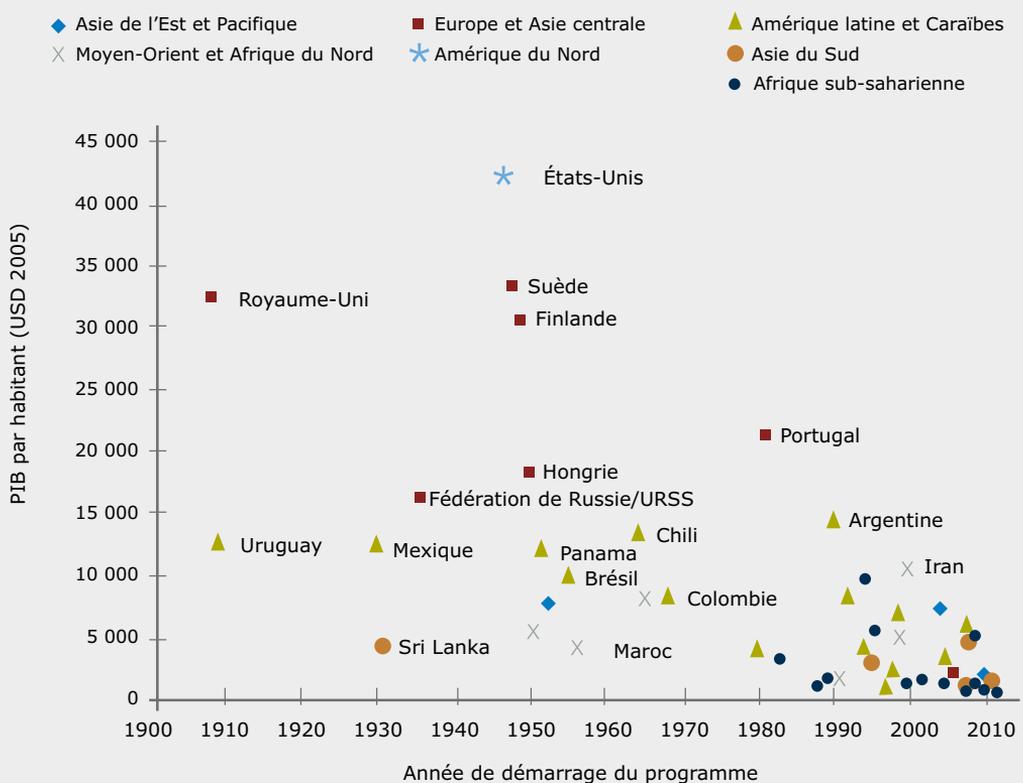
Une augmentation du taux de scolarisation a été constatée, en particulier celui des enfants des castes et des tribus répertoriées (autrefois appelées «intouchables»). Les taux bruts de scolarisation de 2001-2002 et de 2007-2008 confirment une augmentation importante pour les castes répertoriées (de 103,1 à 132,3 pour cent pour les garçons, et 82,3 à 116,7 pour cent pour les filles) et les tribus répertoriées (106,9 à 134,4 pour cent pour les garçons et 85,1 à 124 pour cent pour les filles). Toutefois, l'impact nutritionnel n'a pas encore été évalué et les liens avec la santé et la nutrition pourraient être considérablement renforcés par l'amélioration de la coordination entre les secteurs. Il reste encore des points faibles, tels que l'allocation d'un budget insuffisant au transport des produits alimentaires et aux infrastructures. Les données montrent que le décaissement tardif des fonds publics alloués aux agences d'exécution a un impact négatif dans de nombreux domaines.

³¹ MS Swaminathan Research Foundation of India. 2011. The school feeding programme in India: a country profile case study. London, Partnership for child development.

2.3 Alimentation scolaire dans les pays à faible revenu

Un certain nombre de pays à faible revenu sont en cours de transition d'une aide extérieure à un financement et une gestion nationaux de leurs programmes. La figure 9 illustre, par PIB par habitant en 2005 (USD), l'année où 55 pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé ont lancé leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire. Elle montre clairement une relation inverse selon laquelle les pays d'Europe et d'Asie centrale, ayant un PIB plus important, ont lancé leurs programmes nationaux avant les pays à plus faible revenu de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud. Sur les dix pays à faible revenu de l'échantillon, huit ont commencé leur programme depuis l'année 2000, dont cinq sont en Afrique subsaharienne.

Schéma 9 Année de démarrage du programme d'alimentation scolaire par niveau de revenus

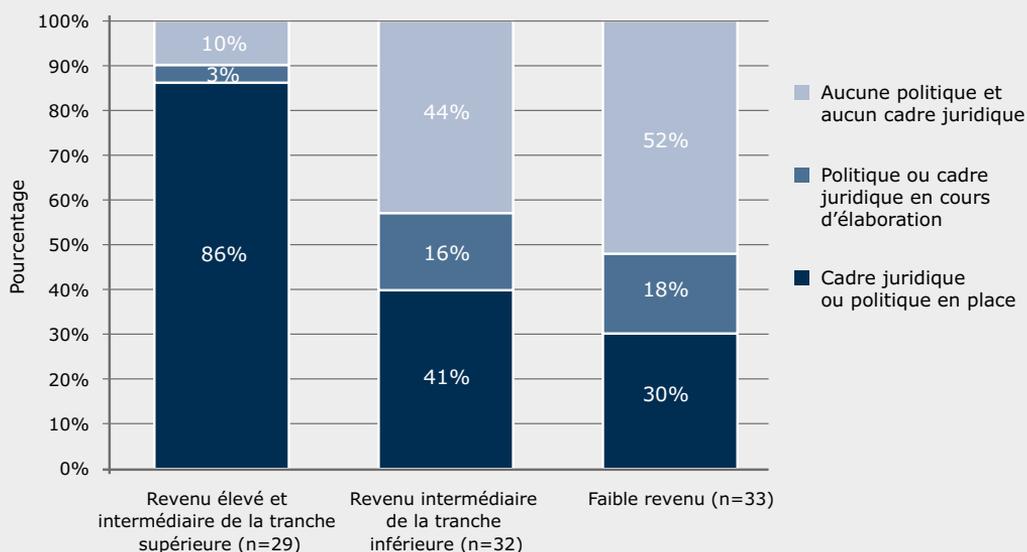


Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, études de cas, publications et autres sources. N=56 pays.

Dans un tel contexte, la plus grande difficulté consiste à planifier une transition réussie vers une gestion et un financement nationaux. Les informations données par les études de cas mettent l'accent sur le fait que l'élaboration d'une politique nationale et d'un cadre juridique pour l'alimentation scolaire est un élément important du processus d'institutionnalisation. Les informations obtenues grâce à l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire indiquent

s'il existe ou non une politique spécifique ou un document juridique qui réglemente le programme d'alimentation scolaire. Sur un échantillon de 94 pays, 86 pour cent des pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure appliquent soit une politique, soit un document juridique qui réglemente le programme national d'alimentation scolaire, tandis que dans les pays à faible revenu, 52 pour cent n'ont ni politique, ni cadre juridique. Une part importante des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu (respectivement 16 pour cent et 18 pour cent) ont indiqué qu'une politique était en cours d'élaboration (voir figure 10).

Figure 10 Situation de l'élaboration d'une politique et d'un cadre juridique par niveau de revenus du pays



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. N=94 pays.

Les informations obtenues grâce à un examen approfondi des cadres réglementaires de l'alimentation scolaire confirment les conclusions de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire.³² L'étude a analysé 18 pays (huit à revenu élevé, trois à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et sept à faible revenu) et leur a attribué une note qualitative basée sur l'ampleur et la précision des réglementations nationales (par ex. politiques et lois nationales, politiques d'approvisionnement, politiques de ciblage et normes nutritionnelles) concernant l'alimentation scolaire. Sur une échelle de zéro à dix, où zéro indique aucun cadre d'orientation pour l'alimentation scolaire et dix indique l'existence d'un cadre d'orientation bien établi et très complet, les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont obtenu la note de huit, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure la note de 4,6 et les pays à faible revenu la note de 1,7. Globalement, les données indiquent que les pays à faible revenu ont moins de cadres d'orientation bien établis pour l'alimentation scolaire.

³² Singh, S. 2012. School feeding programmes: A review of policy and legal frameworks. Rapport commandé par le Partenariat pour le développement de l'enfant et le Programme alimentaire mondial.

Enfin, les pays à faible revenu et les pays émergents semblent être de plus en plus demandeurs d'orientations fondées sur des données concrètes pour l'alimentation scolaire. C'est ce qu'indique, par exemple, la diffusion du rapport «Repenser l'alimentation scolaire» après sa publication en 2009 (voir encadré 4). Il existe un autre indicateur qui est le nombre et le niveau des participants au Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, qui est la plus grande réunion de praticiens de l'alimentation scolaire, au cours des dernières années (voir étude de cas 12). Les gouvernements, représentés au plus haut niveau ministériel, intensifient leur participation aux débats d'orientation sur l'alimentation scolaire. Cela montre clairement que les pays non seulement renforcent les programmes, mais améliorent leur qualité et leur efficacité.

Les programmes d'alimentation scolaire des pays à faible revenu touchent en moyenne 18 pour cent des élèves du primaire et coûtent 56 USD par enfant et par an.

Encadré 4 «Repenser l'alimentation scolaire» – Illustration de la demande croissante des pays pour une analyse quantitative des approches d'alimentation scolaire

L'accueil global qu'a reçu le rapport «Repenser l'alimentation scolaire» donne la mesure de la demande croissante d'une approche de l'alimentation scolaire fondée sur des données dans les pays, à tous les niveaux de développement. Depuis sa publication en anglais en 2009, faisant partie de la série Directions en développement de la Banque mondiale, ce rapport a été traduit et republié par la China People's Publishing House, la Fédération de Russie et les Émirats arabes unis pour les États du Golfe, ainsi que par des éditeurs commerciaux en français et en espagnol.

L'accueil qu'il a reçu en Chine est un bon exemple. En 2009, la Fondation chinoise pour la recherche et le développement, qui est une organisation à but non lucratif influente intervenant dans tout le pays, a publié un rapport marquant intitulé «Éliminer la pauvreté par le développement en Chine». ³³ Selon cette analyse, les stratégies de réduction de la pauvreté devraient non seulement se focaliser sur les pauvres existants, mais aussi prendre spécifiquement en compte les besoins des enfants des pauvres dans le but d'empêcher la pauvreté de se perpétuer d'une génération à l'autre. Ce rapport souligne la

nécessité d'aider les enfants à réaliser tout leur potentiel et à grandir en renforçant leurs capacités à se développer pleinement grâce à un meilleur accès à l'éducation, aux soins de santé, à la culture et à la protection sociale.

En 2010, la Fondation chinoise pour la recherche et le développement a organisé un colloque de haut niveau à Beijing pour étudier la manière de rendre opérationnelles ces politiques de développement de l'enfant. Lors de ce colloque, auquel a participé la Banque mondiale, il a été question principalement de donner des possibilités d'éducation plus équitables aux enfants pauvres grâce, notamment, à des programmes d'éveil de la petite enfance et d'alimentation scolaire. Pour apporter une rigueur quantitative au débat, la Fondation a traduit et publié le rapport «Repenser l'alimentation scolaire», qui a été largement diffusé dans les provinces cherchant à réduire la pauvreté intergénérationnelle. En 2010, les provinces appuyées par le gouvernement central ont mis en œuvre un programme pilote d'alimentation scolaire touchant 12 millions d'enfants, qui a été renforcé en 2011 et couvre aujourd'hui environ 38 millions d'enfants.

³³ China Development Research Foundation. 2009. Eliminating poverty through development in China. Number 30, Routledge Studies on the Chinese Economy; Series Editor Peter Nolan; Oxford et New York, Taylor et Francis. 250 pp.

Tableau 5 Tableau récapitulatif des caractéristiques des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenus

	Pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Pays à faible revenu
Principales caractéristiques			
Années d'existence^a			
Moyen	38	21	7
Minimum	5	2	1
Maximum	104	82	24
Approche de ciblage^b			
Universelle	38%	26%	9%
Géographique	33%	74%	91%
Individuelle	30%	0%	0%
Couverture^c			
	----	49%	18%
Coût moyen par enfant et par an (USD, 2008)^d			
Moyen	371	56	56
Minimum	24	21	20
Maximum	1,586	136	117
Attitude envers la politique			
Existence d'un cadre juridique ou politique^e			
Cadre juridique ou politique existant	86%	41%	30%
Cadre juridique ou politique en cours d'élaboration	3%	16%	18%
Aucun cadre juridique ou politique	10%	44%	52%
Niveau d'engagement sur le plan réglementaire^f			
	8.0	4.6	1.7
Raison d'être du programme^g			
Éducation	48%	83%	67%
Protection sociale	20%	17%	33%
Nutrition	32%	0%	0%

^a Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. N=56 : 10 pays à faible revenu, 20 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 26 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

^b Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. Ciblage universel: tous les enfants du pays bénéficient de l'alimentation scolaire. Ciblage géographique: seules certaines zones sont couvertes par le programme d'alimentation scolaire. Ciblage individuel: seuls certains enfants reçoivent des repas gratuits à l'école. N=108 : 40 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, 33 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 33 pays à faible revenu.

^c L'estimation de la couverture des bénéficiaires de l'alimentation scolaire provient de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, des études de cas et de diverses publications. L'estimation du nombre d'enfants scolarisés est fournie par l'UNESCO. N=67 : 32 pays à faible revenu et 35 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Couverture non indiquée pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

^d Les estimations du coût moyen de l'alimentation scolaire sont fournis par Gelli, A et Daryanani, R (en prévision). N=74 : 23 pays à faible revenu, 24 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 27 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

^e Enquête du PAM sur l'alimentation scolaire. Politique ou cadre légal en rapport avec une politique nationale spécifique d'alimentation scolaire, selon les données de l'enquête. N=94 : 33 pays à faible revenu, 32 pays à revenu intermédiaire et 29 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

^f Singh (2012). Notes qualitatives sur une échelle de 1 à 10 évaluant l'ampleur et la précision des réglementations relatives à l'alimentation scolaire. N=18 : 7 pays à faible revenu, 3 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 8 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

^g Enquête du PAM sur l'alimentation scolaire. Comment l'alimentation scolaire est organisée dans le pays selon les données de l'enquête. N=55 : 12 pays à faible revenu, 18 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 25 pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure.

2.4 Perspectives

Ce chapitre a souligné les différences importantes entre les pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire et à faible revenu en termes d'alimentation scolaire. En général, les pays à faible revenu ont des programmes qui sont moins bien établis dans les cadres d'orientation et ont une moins bonne couverture que dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure. Ils sont également plus susceptibles de dépendre de l'aide extérieure.

Cependant, ces dernières années, un certain nombre de pays à faible revenu ont lancé leurs propres programmes, financés et gérés par le gouvernement et non pas par un partenaire extérieur. Dans le rapport «Repenser l'alimentation scolaire», ce processus de transition d'un programme recevant une aide extérieure vers un programme sous contrôle national est appelé «transition vers des programmes nationaux durables». C'est différent du concept de «stratégie de sortie» qui prévalait jusque-là dans la documentation sur l'alimentation scolaire. Les données semblaient indiquer que les pays à faible revenu ne cherchaient pas, apparemment, à sortir des programmes ou à arrêter leur mise en œuvre, mais essayaient plutôt de les institutionnaliser et d'en faire un élément durable des cadres d'orientation nationaux. Les nouvelles informations présentées dans ce chapitre confirment ce constat.

Cette analyse ne résout pas la question de savoir si les pays ont besoin ou non d'atteindre un certain niveau de revenus pour se départir du financement et de la gestion externes des programmes d'alimentation scolaire. Les études de cas portant sur les pays qui sont passés d'un programme soutenu par une aide extérieure (dans la plupart des cas avec l'appui initial du PAM) à un programme contrôlé par l'État montrent qu'un désengagement progressif de l'aide extérieure a plus de chances d'être efficace si le pays concerné fait partie de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que de la catégorie des pays à faible revenu (voir étude de cas 4).

Les analyses portant sur le coût relatif de l'alimentation scolaire (voir chapitre 4) montrent qu'en réalité, il existerait un seuil de revenus à partir duquel les pays seraient plus aptes à prendre ces programmes en charge. Ce seuil se situerait entre 1.026 et 4.025 USD par habitant, ce qui correspond à la classification des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la Banque mondiale. Si cela est le cas, cela justifierait l'aide des donateurs dans les pays qui n'ont pas encore atteint ce seuil mais étudient les moyens d'élaborer des programmes efficaces. Donateurs et partenaires ont l'opportunité de collaborer avec les gouvernements des pays à faible revenu pour planifier cette transition d'une manière systématique et assortie de délais.

Étude de cas 4 Enseignements tirés de l'expérience de transition au Cap-Vert³⁴

Le gouvernement du Cap-Vert a lancé son programme national d'alimentation scolaire en août 2010, après 31 ans d'aide du PAM. En 2011, les 86.000 enfants des écoles maternelles et primaires publiques recevaient des repas quotidiens. Cependant, le processus de transition a connu des hauts et des bas, ce qui permet d'en tirer de précieux enseignements sur les risques d'une transition trop rapide et la manière de planifier une transition réussie.

En 1995, le PAM et le gouvernement ont signé un contrat pour entamer une transition graduelle sur quatre ans. L'année suivante, le gouvernement a commencé à mettre en place son propre programme d'alimentation scolaire et prévoyait un développement progressif à mesure que le PAM réduisait son aide. Mais la transition a été un échec à cause d'un manque de moyens financiers et de capacités, et le processus a été interrompu après seulement un an. Le gouvernement a demandé au PAM de faire marche arrière et de poursuivre son aide.

En 2007, la deuxième tentative de transition a été une réussite. Les facteurs qui pourraient avoir été déterminants sont les suivants: (1) Les revenus du Cap-Vert ont augmenté, le faisant passer du statut de faible revenu à celui de revenu intermédiaire et (2) toutes les parties avaient tiré les leçons de la précédente tentative de transition. Une récente étude de la transition vers une prise en charge nationale tire les enseignements suivants des deux expériences:

Pourquoi la transition a été un échec en 1996

Le ministère de l'Éducation n'avait pas créé de ligne budgétaire spécifique pour l'alimentation scolaire. Dès que le budget est devenu insuffisant, il n'y a plus eu de fonds pour l'alimentation scolaire.

Il n'y a pas eu suffisamment d'informations extérieures et d'expériences partagées sur la conception et la gestion du nouveau programme. Par exemple, la stratégie spécifiait le nombre d'enfants concernés par le programme du gouvernement, mais sans présenter la stratégie de ciblage, ni les rations à distribuer. Le programme a donc été mis en développement différemment selon les districts.

En outre, rien n'était prévu dans le budget pour aider le nombre croissant d'enfants qui commençaient à aller à l'école à cause du programme, donc les ressources se sont avérées rapidement insuffisantes.

Pourquoi la transition a été une réussite en 2007

Pour que le plan soit clair, un document spécifiant les activités et les responsabilités des deux parties a été élaboré. Cette feuille de route a orienté le processus de transition de 2007 à 2010.

Une commission multisectorielle a été créée et chargée de s'assurer que les activités de la feuille de route restent sur la bonne voie. Cette approche a suscité l'adhésion de tous les secteurs de l'administration et permis au PAM de transférer ses connaissances et ses directives dans de bonnes conditions aux acteurs concernés.

Une ligne budgétaire consacrée au programme a été ajoutée au budget du ministère de l'Éducation. Cette ligne budgétaire protège le programme contre les réductions de financement.

Actuellement, le gouvernement collabore avec l'équipe conjointe des Nations Unies au Cap-Vert pour améliorer encore le programme:

- Une politique consacrée au programme d'alimentation scolaire a été élaborée pour approbation par le Conseil ministériel.
- Les objectifs et la conception du programme sont examinés pour s'assurer qu'ils peuvent répondre aux problèmes actuels. Par exemple, l'éducation nutritionnelle devient un objectif clé pour lutter contre les problèmes d'obésité et les prévenir.
- Des programmes pilotes sont lancés pour évaluer la faisabilité de l'approvisionnement local destiné à aider les communautés locales.
- Des analyses de coûts sont effectuées pour identifier les possibilités de maîtrise des coûts.

³⁴ Mirabile, M. 2012. Cape Verde: The transition to a national school feeding programme. Étude de cas commandée par le Gouvernement du Cap-Vert, programme conjoint Unité d'action des Nations Unies réalisé au Cap-Vert et Programme alimentaire mondial.



3

Pourquoi l'alimentation scolaire est-elle importante?

Chapitre 3



Ces dernières années, un nombre croissant de données nous ont aidé à mieux appréhender les principaux avantages de l'alimentation scolaire. En 2009, le rapport «Repenser l'alimentation scolaire» concluait que les pays pouvaient décider de mettre en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire pour deux raisons principales: (1) répondre aux besoins sociaux et fournir un filet de protection sociale pendant les crises (2) favoriser le développement de l'enfant grâce à l'amélioration de l'apprentissage et au renforcement de la nutrition. Les programmes d'alimentation scolaire comportent une troisième dimension, potentiellement très importante mais pour laquelle les données empiriques sont beaucoup moins nombreuses, à savoir le lien entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale, ainsi que ses avantages potentiels connexes pour l'économie locale et les revenus des agriculteurs.

Depuis, de nouvelles analyses et évaluations ont largement confirmé ces conclusions et montré à quel point il était important de combler les lacunes de la base de données.³⁵ Le présent chapitre examine l'expérience pratique de mise en oeuvre de l'alimentation scolaire en relation avec les trois catégories d'avantages présentées ci-dessus. Il décrit également les dispositifs institutionnels mis en place pour ces programmes et les problèmes que pose leur gestion.

La plupart des informations disponibles proviennent des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu, mais un grand nombre des problèmes soulevés peuvent concerner tous les groupes de revenus. Les études de cas effectuées depuis 2009 montrent que le nombre d'évaluations de l'incidence de l'alimentation scolaire dans tous les groupes de revenus est étonnamment faible, ce qui est dommage parce qu'elles pourraient permettre d'améliorer l'efficacité des programmes. À l'avenir, il sera absolument nécessaire de renforcer les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation.

Malgré ces difficultés, nous disposons de données fiables pour documenter l'incidence de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'éducation (c'est-à-dire scolarisation, fréquentation), bien que nous en ayons moins sur l'acquisition des connaissances et les résultats scolaires.³⁶ Lorsqu'elle est combinée avec le déparasitage et l'enrichissement (c'est-à-dire l'ajout de micronutriments tels que du fer ou des vitamines A dans les aliments au moment de leur transformation pour améliorer leur valeur nutritive), l'alimentation scolaire peut améliorer l'état de santé général des enfants et réduire les carences en micronutriments.³⁷ Nous disposons de données particulièrement fiables sur sa contribution aux résultats de la protection sociale et des filets de protection sociale, notamment l'importance des transferts potentiels de revenus aux familles vulnérables, l'efficacité du ciblage des enfants les plus pauvres et la facilité à renforcer le programme en période de crise.³⁸ Para reforzar la base de conocimientos, especialmente en las áreas de nutrición y producción agrícola local, actualmente se adelantan tres evaluaciones de impacto en Ghana, Kenya y Malí bajo el liderazgo del PCD, en tanto que el Gobierno de Perú, con la colaboración del BM y el PMA, está realizando una cuarta evaluación.

³⁵ Alderman, H. et Bundy, D. 2012. School feeding programmes and development: Are we framing the question correctly? World Bank Research Observer 27(2): 204-221; Gordon, A., Ross, D. & Lister, S. 2011. Évaluation de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire. Annexe I Vol 1: Synthesis of school feeding evaluations. Rome, Programme alimentaire mondial; Bundy, D., Drake, L. et Burbano, C. (sous presse). School food, politics and child health. Public Health and Nutrition Journal; Drake, L., McMahon, B., Burbano, C., Singh, S., Gelli, A., Cirri, G. et Bundy, D. 2012. School feeding: Linking education, health and agriculture development. Présenté lors de la Conférence internationale sur le développement de l'enfant en 2012. Ces revues résumant une série d'études universitaires.

³⁶ Adelman, S., Gilligan, D. et Lehrer, K. 2008. How effective are food for education programmes? A critical assessment of the evidence from developing countries. Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

³⁷ Idem.

³⁸ Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. et Ouerghi, A. 2008. For protection & promotion: The design and implementation of effective safety nets. Washington, DC, Banque mondiale; Banque mondiale. 2012. 2012-2022 Social protection and labor strategy report. Banque mondiale.

En base a la evidencia actual, las más recientes evaluaciones – siendo la última la evaluación del PMA sobre la política de alimentación escolar de 2011 – concluyen que lo prudente es considerar la alimentación escolar como una inversión en protección social que apoya significativamente a las familias y aporta beneficios adicionales en temas de educación, salud y, potencialmente, agricultura local. No obstante, lo que sobresale en la mayor parte de las evaluaciones es que, aunque tales beneficios pueden haber sido corroborados en ciertos estudios, no necesariamente son resultados automáticos. Los eventuales resultados dependerán de las características del diseño del programa y puede que cierto programa no genere beneficios iguales a los de otros programas. De allí la importancia de fijar los objetivos específicos y asegurarse de que el diseño de cada programa (en términos de la modalidad que se seleccione, el tipo de alimentos que se brinde a los niños y los criterios de focalización) concuerde con tales objetivos.

3.1 Intégration de l'alimentation scolaire dans les systèmes de protection sociale

Les pauvres sont davantage menacés de perdre leurs maisons, leurs moyens de subsistance et leurs actifs à cause du chômage ou de la maladie d'un membre de la famille. Les personnes qui vivent déjà dans la pauvreté sont moins aptes à se relever ou à se remettre des effets d'une crise financière, des flambées des prix des produits alimentaires et du carburant, d'un conflit, d'une catastrophe, de la sécheresse ou d'une inondation. Après avoir subi plusieurs fois ces événements, elles deviennent de moins en moins résistantes. Elles ont également recours à des stratégies de survie négatives, par exemple en retirant leurs enfants de l'école, souvent pour les faire travailler. Tous les progrès réalisés jusque-là disparaissent rapidement dans une spirale descendante de pauvreté chronique et de vulnérabilité.

Les systèmes de protection sociale sont conçus pour aider les ménages à gérer les risques face à ces difficultés. Prestations de chômage, assurance santé, accès aux services sociaux et filets de protection sociale font tous partie des mesures prises pour les préserver de la misère et les aider à investir dans leur avenir.³⁹

Le rapport «Repenser l'alimentation scolaire» a analysé la manière dont les pays ont utilisé l'alimentation scolaire pour atténuer les effets des chocs sur les personnes les plus vulnérables pendant les crises financière et énergétique de 2008 (voir encadré 5). Ses auteurs constatent qu'«Il n'est pas rare que les programmes d'alimentation scolaire soient autant, voire davantage, utilisés à des fins de protection sociale qu'à des fins éducatives. Ces programmes fournissent aux familles un transfert implicite ou explicite de la valeur de la nourriture distribuée.»⁴⁰

Encadré 5 Effets des chocs sur l'éducation des enfants

En Indonésie, la crise économique de 1997 a eu pour effet de doubler le nombre d'enfants déscolarisés, alors que la sécheresse en Afrique subsaharienne a entraîné à la fois la déscolarisation et la malnutrition des enfants. Pour faire face à l'augmentation des prix

des denrées alimentaires qui a résulté de la crise de 2008, près de la moitié des ménages interrogés au Bangladesh ont réduit leurs dépenses relatives à l'éducation, les premières victimes étant généralement les filles.

Source: Bundy, et al. «Repenser l'alimentation scolaire»

39 PAM, Point de la situation sur la politique en matière de filets de sécurité, Le rôle de l'aide alimentaire dans la protection sociale(PAM/EB.A/2012/5-A).

40 Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. et Drake, L. 2011. Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

Le filet de protection sociale a été examiné plus en détail dans un document publié par la Banque mondiale en 2011, qui concluait que l'alimentation scolaire était un bon choix pour les investissements en matière de protection sociale.⁴¹ Selon ce document, l'alimentation scolaire a deux fonctions très importantes. Dans le cadre d'un système de protection sociale, elle favorise le développement du capital humain à long terme en aidant les familles à assurer une éducation à leurs enfants, et apporte un soutien direct aux ménages pauvres à court terme grâce au transfert de revenus aux familles. En outre, les programmes sont relativement faciles à renforcer en temps de crise, en particulier dans les contextes fragiles ou à faibles capacités (voir encadré 6).

Comme les transferts en espèces ou tout autre type de transfert conditionnel, l'alimentation scolaire constitue un transfert de revenus aux ménages. Si nous prenons en compte la valeur économique des repas, ils représentent, en moyenne, plus de 10 à 15 pour cent des dépenses des ménages, soit un montant important pour un ménage pauvre.⁴² Dans le contexte d'une crise, l'élément transferts du programme est particulièrement utile. L'apport d'un revenu à des ménages vulnérables grâce à l'alimentation scolaire renforce leur capacité à résister à un choc.

Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire, l'alimentation scolaire est souvent intégrée dans les systèmes plus larges de sécurité sociale. Le programme des États-Unis est l'une des pierres angulaires du système de filet de protection sociale (comportant des bons d'alimentation et des programmes nutritionnels). La difficulté dans les pays à faible revenu est d'assurer une institutionnalisation similaire, compte tenu de leurs ressources et capacités limitées. Voici quelques-uns des problèmes couramment soulevés par les pays mettant en oeuvre un programme d'alimentation scolaire dans le contexte de la protection sociale:

1. **Sélectionner avec soin les bénéficiaires du programme.** Pour utiliser au mieux des ressources limitées, il est nécessaire de s'assurer, entre autres, que ce sont les enfants les plus pauvres qui en sont les principaux bénéficiaires. Cela permet de s'assurer également que les programmes contribuent à l'équité, en donnant les mêmes chances aux plus défavorisés. Le Ghana et le Mozambique ont récemment pris ces objectifs en compte et revu le ciblage de leurs programmes, en les concentrant sur les districts les plus pauvres. Les pays peuvent également orienter ces programmes vers un groupe spécifique de la population qui est plus vulnérable ou qui est en danger. L'Égypte a ciblé les enfants plus difficiles à atteindre, ceux qui sont victimes de pratiques préjudiciables en matière de travail (voir étude de cas 5).
2. **Comparer et suivre les coûts.** Récemment, beaucoup d'efforts ont été faits pour documenter les coûts des programmes d'alimentation scolaire dans différents pays par groupe de revenus, ce qui a permis de disposer de données globales de référence plus fiables (voir le Chapitre 4 pour un récapitulatif des connaissances actuelles sur les coûts). Certains pays ont commencé à suivre leurs coûts, en les comparant avec les données de référence internationales disponibles. Grâce à des analyses des coûts, les pays peuvent déterminer comment mieux rationaliser les opérations, faire des économies d'échelle et réduire les coûts administratifs.

41 Alderman, H. et Bundy, D. 2012. School feeding programmes and development: Are we framing the question correctly? *World Bank Research Observer* 27(2): 204-221.

42 Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. et Drake, L. 2011. Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

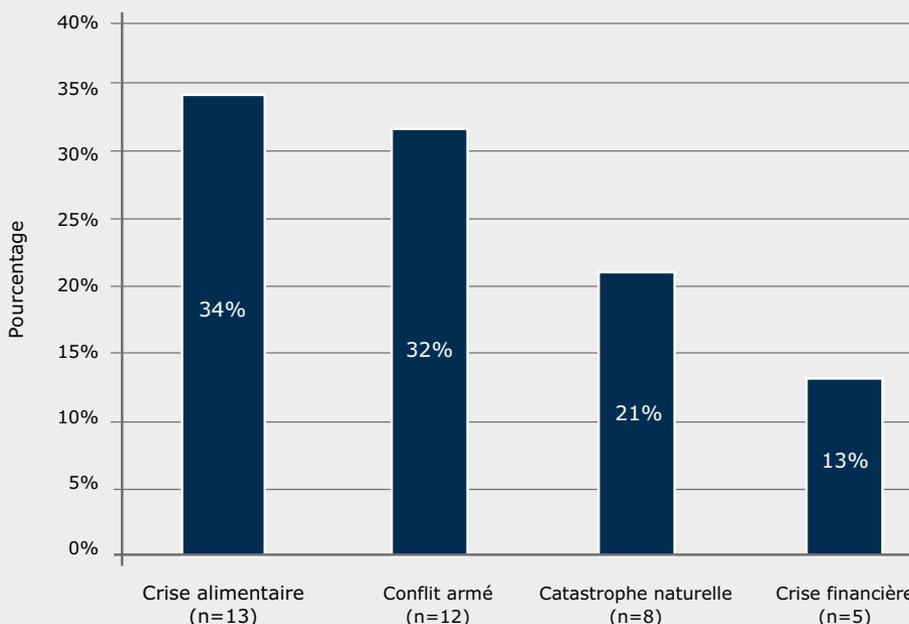
3. **Garder une vue d'ensemble.** L'alimentation scolaire n'est qu'une partie de l'ensemble du réseau des programmes qui aident les familles vulnérables. Les pays s'efforcent de faire en sorte que l'alimentation scolaire soit complémentaire et ne fasse pas double emploi avec d'autres programmes. Ils associent également le programme avec d'autres interventions qui aident les enfants aux différents stades de leur développement, par exemple celles qui s'adressent aux jeunes enfants en leur apportant un soutien nutritionnel ou aux adolescents (en particulier les filles) avec des messages sur la nutrition, des apports complémentaires ou d'autres types d'aide telles que la fourniture de manuels, d'uniformes ou de bourses.

Encadré 6 L'alimentation scolaire en période de crise

L'alimentation scolaire a un rôle important à jouer en cas d'urgence, de choc social ou de conflit. Dans l'enquête mondiale du PAM, 38 sur 77 pays ont répondu que l'alimentation scolaire était associée à une intervention en cas de crise (par exemple une crise alimentaire, un conflit

armé, une catastrophe naturelle ou une crise financière). Depuis 2008, au moins 38 pays ont renforcé l'alimentation scolaire en réponse à une crise, ce qui indique qu'elle a un rôle important à jouer en situation d'urgence, de choc social ou de conflit.

38 pays ont renforcé leur programme en réponse à une crise



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. N=77 pays.

En outre, deux articles récents, présentés lors du Forum d'experts de haut niveau sur les situations de crise prolongée en septembre 2012, analysent le rôle que jouent les filets de protection et l'aide alimentaire dans la protection des populations vulnérables et la restauration

de l'accès aux services essentiels en période de crise. Le premier article examine les projets appuyés par le PAM dans le contexte de la crise des prix alimentaires de 2007-2008⁴³ et les enseignements concernant l'alimentation scolaire tirés de projets au Burundi et au

Liberia. Le deuxième, commandé par le PAM, se concentre sur le rôle joué par l'aide alimentaire dans les situations de conflit au Pakistan, au Soudan du Sud et au Timor oriental.⁴⁴ Selon les conclusions de ces deux articles, les programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre dans le cadre d'une série d'interventions en situation de crise permettent d'améliorer l'accès à la nourriture, de réduire la faim et de préserver l'accès des enfants à l'éducation. En période de crise, il est particulièrement important d'assurer le maintien des enfants à l'école.

Les études de cas présentées dans ces articles montrent également que les avantages potentiels de l'alimentation scolaire ne peuvent être optimisés que par des investissements complémentaires dans la qualité de l'éducation (par ex. enseignants, manuels, salles de classe). Or ces investissements sont souvent insuffisants dans les pays qui subissent des crises prolongées.

Voici quelques-uns des enseignements tirés de ces articles :

1. **Les programmes doivent avoir des objectifs clairs et des conceptions simples pour être efficaces.** Souvent, les interventions complexes ne fonctionnent pas en période de crise parce que les capacités des structures locales et les infrastructures sur le terrain peuvent être affaiblies. Les programmes simples et ciblés permettent d'atteindre à temps les bénéficiaires qui en ont le plus besoin.
2. **Dans certains cas, le manque d'infrastructures dans les écoles peut entraver le déploiement ou le renforcement du programme.** En cas de catastrophe ou même de crise prolongée, les zones les plus durement touchées sont souvent les plus vulnérables et dans lesquelles les écoles sont les moins équipées. Cela peut affecter les critères de sélection des écoles, le type de repas ou de collation choisi et la rapidité de déploiement du programme.
3. **La réduction ou le retrait à la fin du programme doit être planifié en même temps que le renforcement du programme.** Les questions telles que le type d'aide que les enfants recevront après le programme doivent être prises en compte. Si la gestion du programme doit être transférée au gouvernement, des dispositions appropriées (par ex. financement, capacités de mise en œuvre) doivent être prises.
4. **Tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre doivent avoir une idée claire de leurs rôles, responsabilités et obligations.** Si trois ou plus de trois parties participent au programme (par ex. le gouvernement, le donateur et le partenaire d'exécution), il est recommandé d'avoir un accord tripartite. Cela peut retarder l'intervention, mais être payant en évitant la confusion et les malentendus lors de la mise en place de l'activité.
5. **Les programmes peuvent surcharger la communauté.** Il est nécessaire d'évaluer soigneusement dans quelle mesure le programme peut aider la communauté à se prendre en charge, par exemple en encourageant les parents et les enseignants à participer à la mise en œuvre ou au suivi du programme, ou risquer de faire peser une charge excessive sur des populations déjà vulnérables. Dans ce dernier cas, des ressources seront peut-être nécessaires pour financer un renforcement des capacités, des formations et du personnel supplémentaires.
6. **L'appui des donateurs permet au gouvernement de mieux répondre aux crises en renforçant ses capacités financières.** L'aide extérieure (qu'elle provienne de la Banque mondiale, d'autres donateurs multilatéraux ou du PAM) peut créer ce qu'on appelle une «marge de manœuvre budgétaire» pendant les crises, donnant aux gouvernements un peu de souplesse dans leurs budgets afin qu'ils puissent prendre en charge ces programmes et d'autres en réponse à la crise. En finançant les programmes d'alimentation scolaire et les services sanitaires de base, les organismes d'aide alimentaire peuvent également créer un environnement propice dans lequel le gouvernement pourra établir des stratégies de protection sociale plus larges.

7. Parfois, l'alimentation scolaire peut ne pas être la meilleure mesure à inclure dans la série d'interventions. La réponse doit être conçue en fonction de la nature de la crise et de la manière dont elle affecte

la population. Si d'autres outils sont plus appropriés et disponibles, alors l'alimentation scolaire peut être utilisée plus tard comme l'un des éléments d'un programme de développement à plus long terme.

⁴³ Ambrosio, M., Mizener, J. et Delgado, C. 2012. From emergency response to high food prices to long-run strategic support to rural livelihoods in poor countries subject to protracted crises: Insights from selected World Bank projects, ARD Rural Policy Team, CFS High-level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crisis and Food Security.

⁴⁴ Frankenberger, T., Spangler, T., Nelson, S. et Langworthy, M. 2012. Enhancing resilience to food insecurity amid protracted crisis, TANGO International Inc., CFS High-level Expert Forum on Food Insecurity in Protracted Crises, Rome http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Enhancing_Resilience_FoodInsecurity-TANGO.pdf

Étude cas 5 Protéger les enfants contre le travail des enfants – l'expérience égyptienne⁴⁵

Un projet développé en Égypte illustre bien la manière dont l'alimentation scolaire peut être intégrée dans des programmes d'aide afin de lutter simultanément contre d'autres problèmes concernant les enfants vulnérables.

En 2006, trois ministères (Education, Main d'œuvre et migrations et Solidarité sociale) se sont joints au Conseil national pour l'enfance et la maternité pour lancer un projet de lutte contre l'exploitation du travail des enfants par le biais de l'éducation. L'objectif était d'améliorer l'accès des enfants vulnérables à une éducation de qualité dans le but de lutter contre les pires formes de travail des enfants. En partenariat avec le PAM, l'UNICEF et l'Organisation internationale du travail, et avec l'appui d'ONG et de la société civile au niveau local, ce projet cherchait également à promouvoir des moyens de subsistance durables pour les ménages de ces enfants vulnérables et à améliorer l'accès aux programmes nationaux de protection sociale.

Avec un financement de 5,5 millions USD du ministère du Travail des États-Unis, ce programme couvrait environ 12.000 enfants dans trois des gouvernorats les plus vulnérables d'Égypte – Sohag, Assiut et Beni Suef. Le PAM a fourni des collations et des rations à emporter à tous les enfants bénéficiant du programme, ce qui les a motivés pour participer au projet.

En six ans, le projet a obtenu un certain nombre de résultats:

- Environ 7.000 enfants ont été inscrits

dans 104 écoles officielles. Vingt écoles communautaires et 77 écoles de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles ont été ouvertes, servant des repas à environ 2.000 élèves, ainsi que 44 classes de maternelle accueillant 700 enfants.

- Environ 2.000 contrats d'apprentissage ont été signés et les enseignants et les facilitateurs ont bénéficié de programmes de formation professionnelle.
- Des cours de soutien ont été mis en place dans trois gouvernorats cibles pour soutenir les enfants risquant d'abandonner l'école, et des événements de sensibilisation ont été organisés pour tous les bénéficiaires.
- Un système de suivi des enfants a été créé et le personnel des ONG a été formé sur son utilisation pour l'aiguillage et le suivi. Pour remplacer les revenus des enfants, des microentreprises et des activités génératrices de revenus ont été créées parmi les familles des enfants en danger.

En 2010, le gouvernement a lancé un nouveau projet pour tirer parti des réussites du premier projet. Il était centré sur la lutte contre le travail des enfants dans le secteur agricole et soutenu par les mêmes partenaires. Selon les prévisions, il devrait fournir des services éducatifs directs à 16.000 enfants dans cinq gouvernorats: Sohag, Assiut, Menya, Fayoum et Sharkeya. Le financement alloué à ce projet par le ministère du Travail des États-Unis est de 9,5 millions USD.

⁴⁵ Combating Exploitative Child Labour through Education Project (CCLP), Présentation du bureau pays en Égypte, 2012.

3.2 Alimentation scolaire et développement de l'enfant

Le lien entre l'alimentation scolaire et les secteurs de l'éducation et de la nutrition est presque direct. En termes simples, l'alimentation scolaire est une intervention qui prend soin des enfants. Elle améliore nettement l'état nutritionnel et la capacité à apprendre des enfants, ainsi que leur accès à l'éducation dans des régions où cela pose encore un problème.

Un grand nombre de données montrent de quelle manière l'alimentation scolaire peut inciter les enfants à aller à l'école et les y maintenir, augmentant le taux d'inscriptions et réduisant l'absentéisme. Ses effets bénéfiques sont particulièrement importants pour les filles dans les pays où les disparités entre les sexes restent un problème. Et une fois que les enfants sont à l'école, les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à leur éducation, en améliorant leur état nutritionnel et en améliorant leurs capacités cognitives. Toutefois, ces résultats dépendent de la qualité de l'assortiment alimentaire et de sa capacité à apporter ou non les micronutriments les plus importants dont un enfant a besoin pour se développer et apprendre (voir étude de cas 6).

Investir dans l'alimentation pendant les 1000 premiers jours de la vie d'un enfant, à savoir de sa conception à ses deux ans, est une priorité. Prendre en charge les besoins alimentaires des enfants en âge scolaire peut permettre de s'assurer que les bons résultats obtenus les premières années ne soient pas mis en péril par les défaillances ultérieures. L'état nutritionnel des enfants en âge de fréquenter l'école maternelle ou primaire a un impact sur leur développement physique, leur santé, leurs capacités d'apprentissage et cognitives, et par conséquent sur leur fréquentation et leurs acquis scolaires (voir étude de cas 7).⁴⁶ Cela signifie que pour être efficaces, les programmes d'alimentation scolaire doivent également être conçus pour s'attaquer aux problèmes nutritionnels. L'enrichissement en micronutriments et la biofortification des aliments, par exemple, peuvent aider à compenser des carences importantes qui sont courantes chez les enfants du primaire, telles que les carences en vitamines A ou en fer, qui affectent également leur capacité à apprendre. Le déparasitage peut permettre de s'assurer que les repas servis à l'école nourrissent les enfants et pas les vers.

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent également apporter aux filles adolescentes des quantités suffisantes de fer et de folate, réduisant ainsi leur vulnérabilité immédiate et les aidant à être mieux préparées lorsqu'elles atteignent l'âge de la puberté. La première phase de développement cruciale correspondant aux 1000 premiers jours des débuts du développement d'un enfant est la période de neuf mois qu'il passe dans l'utérus de sa mère. L'un des objectifs potentiellement cruciaux de l'alimentation scolaire est de s'assurer que les filles soient bien préparées à devenir des mères.

Les repas enrichis ou assez diversifiés peuvent assurer des apports suffisants en micronutriments. Cependant, les programmes n'ont pas tous des aliments enrichis dans leur assortiment alimentaire, en partie parce que dans certains cas le pays n'a pas les capacités d'enrichissement nécessaires, mais également parce que si les aliments sont achetés à proximité des écoles, il y a peu de chances qu'ils soient enrichis. Ce problème et l'arbitrage qui en résulte entre la nutrition et l'approvisionnement local sont des facteurs importants à prendre en compte au moment de l'élaboration des programmes.

L'alimentation scolaire doit être mise en œuvre en parallèle avec d'autres interventions (par ex. eau potable et assainissement, éducation sanitaire et nutritionnelle, et déparasitages réguliers) qui

⁴⁶ Programme alimentaire mondial et Partenariat pour le développement de l'enfant. (en prévision) Document de position commune: alimentation scolaire et nutrition.

contribuent à créer un environnement sain, propice à l'apprentissage et protégeant la santé des enfants.

Dans le cadre d'un système éducatif plus large, l'alimentation scolaire ne peut jouer son rôle que si les autres éléments majeurs qui ont un impact sur l'apprentissage (par ex. la présence et la qualité des enseignants, des manuels adaptés, un programme scolaire approprié et un environnement général propice à l'apprentissage) sont en place. Si ces éléments manquent, les effets bénéfiques de l'alimentation scolaire sur l'apprentissage seront limités, voire inexistants. De plus, il convient d'éviter d'utiliser les enseignants ou le personnel éducatif pour la préparation des repas, car cela met tout simplement à rude épreuve le système que l'on cherche à améliorer.

Etude de cas 6 **Résultats d'une évaluation d'incidence randomisée – le cas de la Guyane**⁴⁷

Le programme d'alimentation scolaire communautaire de la Guyane a démarré en 2006. Son principal objectif est de fournir un repas équilibré sur le plan nutritif et d'origine locale aux enfants du primaire dans les communautés rurales enclavées. L'effet escompté est d'accroître la participation communautaire dans les écoles, d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité, et de renforcer l'état nutritionnel et les capacités d'apprentissage des élèves.

Ce programme est mis en développement dans le cadre de l'Initiative Éducation pour tous - Mise en œuvre Accélérée en Guyane, financée par le Partenariat mondial pour l'éducation et administrée par la Banque mondiale. Le budget du programme d'alimentation scolaire est de 12,7 millions USD par an. Environ 16 600 enfants, dans 93 des 138 écoles primaires de l'arrière-pays, reçoivent un déjeuner renforcé en éléments nutritifs.

La responsabilité globale du programme est confiée au ministère de l'Éducation, tandis que sa mise en œuvre est décentralisée. Pour participer, les écoles et les communautés associées doivent envoyer une proposition et suivre une formation sur les notions de base de la tenue des livres comptables, l'hygiène alimentaire et la préparation de repas nourrissants utilisant autant que possible des aliments produits localement. Participent à ces formations des représentants d'autres ministères tels que celui de la Santé, de l'Agriculture, des Collectivités locales et des affaires amérindiennes, afin que l'aide apportée soit complète. Les communautés doivent également s'assurer que les cuisiniers ont les qualifications requises en préparation des repas et que les cuisines des écoles répondent

aux normes, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en eau potable.

Une évaluation d'incidence a été effectuée par le gouvernement, la Banque mondiale et Social Development Inc. Trois enquêtes ont eu lieu en 2007, 2008 et 2009 dans deux des régions les plus pauvres du pays. Les résultats ont montré une incidence positive réelle sur la fréquentation scolaire, les résultats des élèves, leur comportement en classe, leur état nutritionnel et la participation des parents et des communautés, en particulier pour les plus pauvres.

Les taux d'inscription et d'assiduité ont augmenté respectivement de 16 et 4,3 pour cent dans les écoles bénéficiant du programme entre 2007 et 2009. Dans la même période, les enfants bénéficiaires du programme ont grandi de 0,8 centimètres de plus que ceux fréquentant des écoles non bénéficiaires. Le programme a contribué à préserver la fréquence de consommation de nourriture et la diversité du régime alimentaire, en particulier en période d'instabilité des prix alimentaires. Avant les flambées des prix des denrées alimentaires, les zones non bénéficiaires du groupe de comparaison avaient 150 d'enfants en plus qui étaient en danger de se retrouver en situation de pauvreté et de mauvaise alimentation par rapport à celles qui bénéficiaient de l'alimentation scolaire. Pendant et après les flambées des prix alimentaires, 510 enfants en plus étaient en danger de se retrouver dans une situation de plus grande pauvreté dans ces zones.

Concernant le comportement des élèves à l'école, deux tiers des enseignants ont observé qu'il avait changé de manière positive grâce

au programme. Ce constat est confirmé par les notes obtenues par les élèves aux tests de mathématiques et d'anglais. En maths, les élèves bénéficiant du programme

d'alimentation scolaire ont eu des notes qui étaient, en moyenne, 8,1 points au-dessus des élèves non bénéficiaires et en anglais, 4,2 points au-dessus.

⁴⁷ Suraya, I., Borja, C., Jarvis, E. et Demas, A. 2012. Guyana's hinterland community-based school feeding programme 2007- 2009: Impact evaluation. Banque mondiale

Étude de cas 7 Prendre les enfants en charge le plus tôt possible – l'expérience de Djibouti⁴⁸

Djibouti a un taux élevé d'analphabétisme des adultes et, pendant la dernière décennie, s'est efforcé de faire remonter les bas niveaux de fréquentation scolaire. L'accès à l'éducation a été amélioré: le taux de fréquentation du primaire est passé de 33 pour cent en 1999⁴⁹, à 46 pour cent en 2008, et en 2012 le ratio filles-garçons était de 0,88 (contre 0,71 en 1999). La construction de nouvelles écoles et salles de classe, l'approvisionnement en fournitures scolaires et la mise en développement d'un programme d'alimentation scolaire ont contribué à ces avancées.⁵⁰ Cependant, encore plus de la moitié des enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés, et chaque année un grand nombre d'élèves redoublent ou abandonnent l'école.

Pour les enfants plus jeunes le constat est encore plus accablant. Selon les estimations, environ 8 pour cent des enfants abandonnent l'école dès la première année, ce qui montre que les enfants arrivant dans le système éducatif formel sont mal préparés. Ce n'est pas surprenant si l'on considère que seulement 3 pour cent des enfants de 4 et 5 ans vont à l'école maternelle, et qu'il s'agit essentiellement d'enfants de ménages aisés. En 2007, le pays ne comptait que 35 écoles maternelles, dont 83 pour cent appartenaient à des particuliers et étaient situées dans la capitale.⁵¹ Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'augmenter le taux de fréquentation en préscolaire de 20 pour cent d'ici 2015 en ouvrant de nouvelles écoles maternelles dans les zones défavorisées et rurales.

En 2008, un projet pilote a été lancé par le gouvernement avec l'appui de l'UNICEF (et du PAM en 2010) pour la création

de 15 écoles maternelles expérimentales accueillant 300 enfants en zone rurale. Ces enfants bénéficiaient systématiquement d'un traitement de déparasitage, d'apports complémentaires en vitamine A, d'une éducation à l'hygiène et la santé, d'un approvisionnement en eau potable et d'installations sanitaires, ainsi que de repas nourrissants servis à l'école. Le soutien du PAM a consisté à fournir un petit-déjeuner et un déjeuner enrichis pour encourager la fréquentation scolaire quotidienne et améliorer les apports en micronutriments.

Les résultats d'une évaluation effectuée en 2012 ont confirmé que les enfants qui fréquentaient l'école maternelle avaient de meilleurs résultats que les autres à l'école primaire. Le projet a été étendu pour soutenir 700 élèves de maternelle et le gouvernement et ses partenaires prévoient de créer 25 nouvelles écoles maternelles chaque année, en se focalisant sur les enfants qui ont le plus besoin d'opportunités d'apprentissage préscolaire.

Mais il reste des problèmes à résoudre. Une loi devrait être votée pour réglementer la manière dont les écoles maternelles et primaires privées fonctionnent. Les enseignants doivent être mieux formés. L'évaluation recommande que les programmes des écoles maternelles gérées par le ministère de l'Éducation donnent la priorité aux enfants de 5 ans pour que les ressources disponibles soient centrées sur les enfants qui sont les plus proches de l'âge du primaire. Les enfants plus jeunes (3-4 ans) peuvent être scolarisés dans les écoles maternelles gérées par le ministère de la Protection sociale. En outre, l'évaluation recommande qu'une petite contribution pour couvrir les coûts du service soit demandée aux parents qui en ont les moyens.

⁴⁸ Djibouti Education Sector Work Plan 2011 – 2016, ministère de l'Éducation et de la formation, Djibouti; rapport d'évaluation 2012 de l'UNICEF – Experimental facility for early childhood development in Djibouti (juillet 2010 - mai 2011); Note de publication sur l'éveil de la petite enfance, Bureau pays du PAM à Djibouti, août 2008.

⁴⁹ UNESCO. 2011. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. The hidden crisis: Armed conflict and education. UNESCO, Paris.

⁵⁰ Schéma directeur 2010-2019 & CAP sur la qualité, publié par le ministère de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur de Djibouti, octobre 2010.

⁵¹ UNESCO. 2011. Global monitoring report, Regional overview: Arab States.

3.3 Alimentation scolaire et production agricole locale

L'idée que les programmes d'alimentation scolaire qui utilisent des aliments produits et achetés localement, ou au moins dans le pays, peuvent s'avérer encore plus bénéfiques pour les enfants concernés, mais également pour les agriculteurs, les communautés et les économies locales suscite une excitation croissante.

La création de liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale est considérée comme un moyen d'assurer la viabilité des programmes et d'exploiter toute une série d'avantages potentiels. Les pays étudient les moyens de s'approvisionner localement, en particulier auprès des petits exploitants pour garantir à leurs produits un marché stable et leur donner la possibilité d'accroître leurs revenus. Ils donnent également les moyens aux comités scolaires locaux d'acheter de la nourriture plus près des écoles, afin que la communauté participe à la prise de décisions et à la gestion des ressources. L'approvisionnement local peut également donner la possibilité d'offrir une plus grande diversité d'aliments, y compris des produits frais et non traités. Il s'agit notamment de fournir des produits locaux, tels que le quinoa, qui est une céréale andine, ou plusieurs types de bananes en Asie, plus proches de ce que les enfants consomment chez eux. Ce système permet d'améliorer la qualité de l'assortiment alimentaire. L'autre nouveauté consiste à intégrer des produits tels que des haricots et du riz enrichis, c'est-à-dire contenant plus que la teneur normale en micronutriments, ce qui les rend plus nourrissants.

Les pays à revenu élevé ont déjà appliqué cette approche. Dans un ouvrage récent intitulé *The School Food Revolution*, les auteurs analysent la manière dont les gouvernements des pays développés revoient les procédures de passation des marchés publics d'une manière plus pertinente et durable. Ces programmes bénéficient à divers secteurs, et pas seulement à ceux qui produisent et consomment les repas servis à l'école.⁵²

Plusieurs pays à revenu faible et intermédiaire essaient de réformer les programmes d'alimentation scolaire existants en prenant en compte les aspects ci-dessus. Le Brésil est peut-être l'exemple de programme le mieux connu et le plus réussi, offrant un marché stable aux petits exploitants (voir étude de cas 8). L'Equateur, le Honduras, la Namibie et le Pérou créent également des liens entre leurs programmes et la production locale. En 2003, les pays africains ont inclus les programmes d'alimentation scolaire approvisionnés localement dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Depuis, ils ont commencé à mettre en œuvre des programmes nationaux approvisionnés par la production locale. C'est le cas en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya et au Mozambique (voir étude de cas 9).

Ces initiatives ont attiré l'attention des ministres de l'agriculture qui sont activement impliqués dans la planification et la mise en place de l'alimentation scolaire (voir tableau 6 et figure 11). Les alliances régionales telles que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la CEDEAO en Afrique, et le Latin American School Feeding Network (LA-RAE) appuient de plus en plus les pays dans ces efforts. Des partenaires tels que le PAM, la FAO, le PCD, la SNV (organisation de développement néerlandaise) et la Fondation Bill et Melinda Gates

⁵² Morgan, K. et Sonnino, R. 2008. *The school food revolution – public food and the challenge of sustainable development*. Londres, Earthscan

apportent également une assistance et un appui techniques aux gouvernements. Le Chapitre 5 donne des détails sur la manière dont les partenaires collaborent.

Dans les pays qui expérimentent ces innovations, l'expérience pratique a mis en exergue plusieurs problèmes clé:

- 1. L'éducation, l'agriculture et les autres secteurs qui aident les petits exploitants doivent mieux travailler ensemble.** Le lien entre l'alimentation scolaire et l'agriculture locale est inopérant s'il n'y a pas d'investissements dans la production et la gestion post-récolte des produits alimentaires. C'est à ce niveau que le soutien du secteur agricole est nécessaire. Les agriculteurs doivent avoir accès à des semences améliorées, des engrais et d'autres intrants, au crédit et à une assistance technique pour améliorer leurs processus de stockage et de contrôle qualité. Les expériences réussies, comme celle du Brésil, ont mis en correspondance les agriculteurs assistés par le secteur agricole avec les achats effectués par le secteur de l'éducation. Ce type de coordination est nécessaire, mais pas toujours facile à réaliser.
- 2. Les lois sur l'approvisionnement local doivent permettre les achats à petite échelle.** Les programmes qui veulent s'approvisionner sur le marché local sont souvent confrontés à des obstacles juridiques. Dans un grand nombre de pays, la législation sur la passation des marchés publics impose des règles qui sont trop difficiles à respecter pour les petits exploitants et les entreprises. À Haïti, par exemple, la loi oblige le programme national d'alimentation scolaire à acheter les produits alimentaires en grandes quantités, ce qui empêche les associations de petits exploitants de faire des offres. Pour y remédier, certains pays ont adopté des politiques pour changer les critères lorsque les achats sont effectués auprès de petits exploitants agricoles. Au Royaume-Uni, par exemple, les réglementations qui s'appliquent à l'achat de produits alimentaires pour les écoles ont été modifiées pour permettre aux agriculteurs et aux entreprises locales de faire des offres à plus petite échelle.
- 3. Les principaux problèmes de conception et de mise en œuvre doivent être pris en compte.** Il existe différentes manières de développer une alimentation scolaire qui intègre la production agricole locale dans l'assortiment alimentaire. Dans certains pays, les écoles reçoivent de l'argent en espèces pour pouvoir acheter des produits alimentaires sur les marchés locaux, comme c'est le cas au Kenya. Dans d'autres, les fonds transitent par les districts ou les régions qui sont responsables des achats locaux, par exemple au Brésil. D'autres encore, comme le Ghana, passent par des entreprises de restauration à différents niveaux pour approvisionner les écoles en produits alimentaires. Tous ces modèles ont des inconvénients qui doivent être pris en compte. Les principaux inconvénients sont les suivants: assurer aux écoles un approvisionnement régulier de produits alimentaires toute l'année, particulièrement dans les zones arides où ces produits peuvent ne pas être disponibles sur le marché local ; améliorer la qualité nutritionnelle des produits alimentaires (par ex. grâce à l'enrichissement), mais en prenant aussi en considération le fait que les capacités locales pour transformer ou enrichir les produits peuvent être limitées ; garantir la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires ; maintenir les coûts globaux du programme à des niveaux raisonnables mais en faisant en sorte que les agriculteurs locaux y trouvent également leur compte ; prévoir un plan de secours pour les cas où les produits alimentaires ne sont pas disponibles dans le pays à cause d'une sécheresse, d'une inondation ou de toute autre catastrophe naturelle.

Étude de cas 8 La loi du pays – l’expérience brésilienne avec les petits agriculteurs^{53, 54}

Le programme d’alimentation scolaire brésilien (PNAE – Programa Nacional de Alimentação Escolar) couvre toutes les écoles publiques et communautaires du système éducatif de base (englobant les crèches, les jardins d’enfant, les écoles primaires, les établissements secondaires et les centres de formation pour jeunes adultes), soit 47 millions d’élèves chaque année. Il a été lancé en 1955 et se classe au deuxième rang des programmes d’alimentation scolaire dans le monde. Il a pour objectifs de contribuer à la croissance, au développement et aux capacités d’apprentissage des élèves, de favoriser l’acquisition d’habitudes saines grâce à une éducation alimentaire et nutritionnelle, et de promouvoir l’agriculture familiale grâce à l’achat de produits alimentaires.

En 2011, le gouvernement a alloué 2 milliards USD au PNAE, soit environ 5 pour cent du budget total de l’éducation. Ces fonds ont transité par le Fonds brésilien pour le développement de l’éducation (FNDE – Fundo Nacional de Desenvolvimento da Educação) qui les a distribués au district fédéral, aux états ou aux municipalités, en fonction de l’approche de mise en œuvre adoptée. Les fonds du FNDE couvrent exclusivement les coûts alimentaires, les états et les municipalités étant chargés de prendre en charge les autres coûts associés (par ex. personnel, infrastructures, logistique).

L’exemple brésilien montre qu’il est possible de lier la production agricole, l’alimentation scolaire, l’éducation nutritionnelle et la participation communautaire. Depuis 2009, la loi stipule qu’au moins 30 pour cent des ressources transférées par le FNDE doivent être utilisées pour acheter des produits alimentaires aux petits exploitants agricoles. La bataille menée par le Brésil contre la faim et la pauvreté repose notamment sur le Programme d’achat de

nourriture (Programa de Aquisição de Alimentos – PAA), qui est un programme agricole mis en place pour promouvoir les achats de produits alimentaires effectués directement auprès des petits exploitants pour les différents programmes publics fondés sur l’alimentation. L’expérience passée du PAA a permis de créer des liens entre les petits agriculteurs et l’alimentation scolaire au Brésil. Les achats locaux aux petites exploitations agricoles ont entraîné une baisse du coût des repas servis dans les écoles et une augmentation de la disponibilité et de la consommation de fruits et de légumes.

Le PNAE encourage également la société civile à participer à la supervision des rations alimentaires, de la gestion financière et de la chaîne d’approvisionnement. Cette supervision incombe au Conseil de l’alimentation scolaire, qui est obligatoire dans les états et les municipalités qui reçoivent des fonds du FNDE. En outre, au Brésil, l’alimentation scolaire se caractérise par une solide coordination interinstitutionnelle et une collaboration avec les principales parties prenantes, notamment avec les autres ministères.

L’augmentation brutale du nombre d’enfants en surpoids au Brésil a été associée à de mauvaises habitudes alimentaires, notamment la consommation accrue d’aliments transformés et la réduction de la consommation de fruits et de légumes. Prenant en compte ce problème, l’un des objectifs du PNAE est de promouvoir des habitudes alimentaires saines: les menus sont conçus en fonction des goûts et de la production locaux, avec des valeurs maximum fixées pour le sucre et les matières grasses, et l’ajout obligatoire de fruits et de légumes. À cette fin, chaque agence d’exécution doit employer un nutritionniste chargé de l’élaboration des menus conformément aux normes nutritionnelles.

⁵³ Santos, L.M.P. et al. 2007. Evaluation of food security and anti-hunger public policies in Brazil, 1995-2002, Rio de Janeiro, Cad. Saúde Pública.

⁵⁴ Sidaner, E., Balaban, D. et Burlandy, L. (sous presse). The Brazilian school feeding programme: An example of an integrated programme in support of food and nutrition security. Public Health Nutrition Journal.

Étude de cas 9 Le modèle d'alimentation scolaire approvisionnée par les petits agriculteurs en Côte d'Ivoire⁵⁵

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a lancé son programme «Une école, une cantine» en 1999. Ce programme est dirigé par la Direction nationale des cantines scolaires, qui dépend du ministère de l'Éducation, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture. Il distribue des repas dans les écoles et a une composante d'aide technique et financière destinée aux petits agriculteurs, qui sont essentiellement des femmes, afin de relier les cantines scolaires à la production de ces petits exploitants. Il aide et encourage les communautés locales à gérer le programme au bout de cinq ans en produisant les aliments consommés dans les cantines de leurs écoles.

Le gouvernement s'attache à aider les petits agriculteurs à s'organiser autour des écoles. Le programme fournit une assistance aux petits agriculteurs pour leur permettre d'accroître leur productivité et de satisfaire progressivement les critères de l'alimentation scolaire. Dans le cadre de cette assistance, ils reçoivent des semences et des outils, des conseils sur la création de coopératives (par ex. soutien juridique, création de règlements internes et gestion financière) et des formations sur les techniques d'agriculture et d'élevage, la protection de la santé du cheptel (y compris les vaccinations),

l'assainissement, la conservation et la transformation des aliments, et les techniques de commercialisation. Des services de vulgarisation agricole sont fournis par un organisme lié au ministère de l'Agriculture, en étroite collaboration avec le service de l'alimentation scolaire.

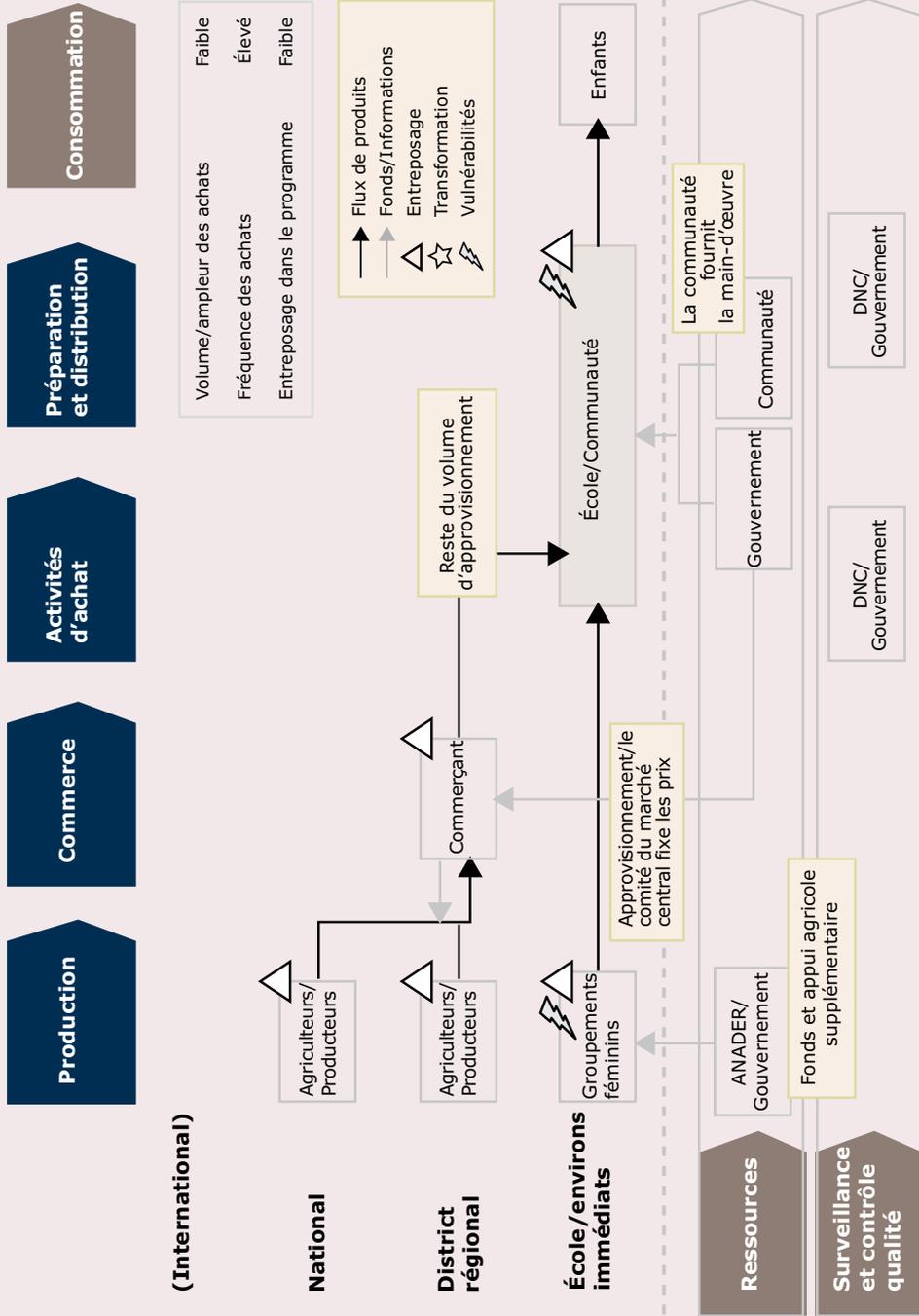
Le gouvernement achète également des produits alimentaires destinés au programme à de gros fournisseurs lorsque les petits agriculteurs ne peuvent pas satisfaire la demande. Pour toutes les transactions, les prix des denrées de base sont fixés par un office central de commercialisation. Les transports sont organisés soit par des prestataires de services avec lesquels l'État signe un contrat à l'échelle nationale pour les produits provenant de gros fournisseurs, soit par les groupements féminins locaux. Les repas sont préparés à l'école. Des agents des ministères de l'Éducation et de l'Agriculture suivent et supervisent le programme au niveau des écoles et des organisations d'agriculteurs.

Pendant l'année scolaire 2008-2009, 265 000 élèves ont bénéficié de ce programme dans 2 027 écoles en Côte d'Ivoire. De plus, 961 centres de production ont participé et vendu 1 270 tonnes de nourriture.

(à suivre page suivante)

⁵⁵ DNC, PAM & PCD. 2010. Étude de cas du programme HGSF en Côte d'Ivoire. Londres, PCD.

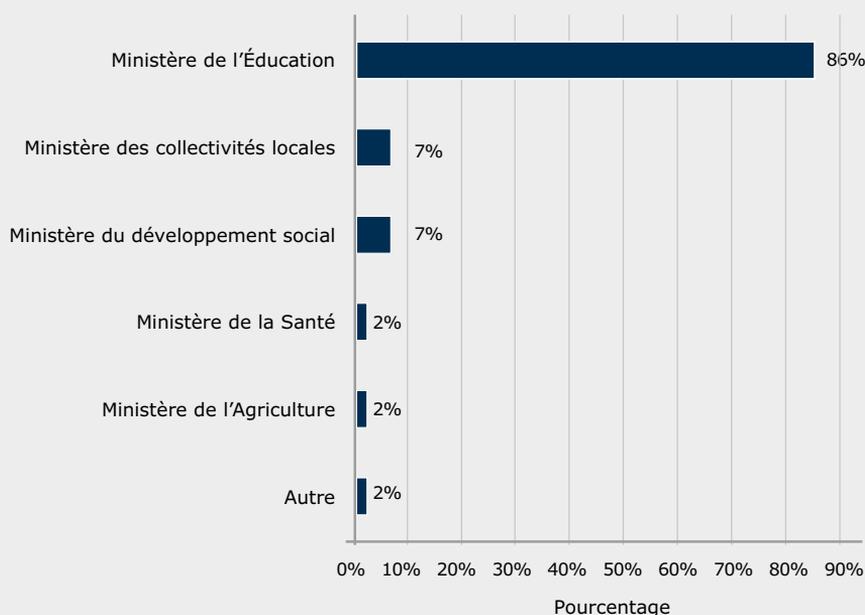
Modèle intégré d'alimentation scolaire approvisionnée par les petits agriculteurs - Côte d'Ivoire



3.4 Difficultés pratiques de la mise en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire

Les résultats de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire montrent que dans 86 pour cent des 59 pays interrogés, le ministère de l'Éducation est le principal responsable du programme d'alimentation scolaire (voir figure 11).

Schéma 11 **Principal ministère chargé du programme d'alimentation scolaire**



Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. N=59 pays.

Cependant, les programmes d'alimentation scolaire sont multisectoriels par nature. Même si le ministère de l'Éducation est responsable de l'alimentation scolaire dans la plupart des pays, les données montrent également une collaboration importante entre les secteurs. Dans les pays où le ministère de l'Éducation est responsable de l'alimentation scolaire, nous avons constaté qu'un autre ministère jouait un rôle dans presque (93 pour cent) tous les cas. En particulier le ministère de la Santé était impliqué dans 63 pour cent de ces pays, ce qui indique un niveau élevé de collaboration entre ces deux secteurs. Le ministère de l'Agriculture était impliqué dans 44 pour cent des pays, et le ministère des Collectivités locales jouait un rôle actif dans 18 pour cent des cas (voir tableau 6). L'étude de cas 10 décrit un exemple du rôle des secteurs de l'éducation et de l'agriculture dans l'alimentation scolaire au Kenya.

Tableau 6 Autres ministères participant activement au programme d'alimentation scolaire dans les pays où le ministère de l'Éducation est la principale institution responsable de ce programme

Ministère				Pays	
Santé	Agriculture	Autorités locales	Autres	Nombre	Pourcentage
✓	—	—	—	8	19%
✓	✓	—	—	12	28%
✓	✓	✓	—	3	7%
✓	—	✓	—	4	9%
—	✓	—	—	4	9%
—	—	✓	—	1	2%
—	—	—	✓	8	19%
—	—	—	—	3	7%

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. N=43 pays.

Les études de cas montrent que les principaux ministères responsables de l'alimentation scolaire sont confrontés à quatre grands problèmes:

1. **La planification de capacités institutionnelles suffisantes:** les programmes d'alimentation scolaire sont complexes. Leur mise en oeuvre nécessite d'importantes capacités institutionnelles et souvent le ministère impliqué n'a pas les capacités requises. Les gouvernements ont tendance à sous-estimer les ressources, le savoir-faire, les systèmes, le personnel et les infrastructures nécessaires pour faire fonctionner un programme d'alimentation scolaire. Dans de nombreux cas, ils lancent un programme sans disposer des capacités suffisantes pour la gestion et la supervision quotidienne. Des plans doivent être élaborés dès le départ pour savoir comment accroître les ressources existantes des ministères impliqués, qu'elles soient humaines, physiques ou financières. Plusieurs pays s'attaquent actuellement à ce problème en effectuant des évaluations.
2. **La définition de niveaux nutritionnel et qualitatif nationaux:** pour s'assurer que les enfants consomment des aliments sains et nourrissants, il est impératif d'établir des niveaux de qualité, de sécurité et de nutrition nationaux, et d'harmoniser la fourniture des repas dans toutes les écoles du pays. Ce problème est particulièrement complexe dans les programmes décentralisés. Lorsque les écoles achètent elles-mêmes les produits alimentaires, les comités chargés de l'approvisionnement doivent se conformer à des normes minimum.
3. **La responsabilisation, le suivi et la prévention de la corruption:** comme dans tout autre programme public, il est essentiel de s'assurer que les ressources sont employées à bon escient. Mais les programmes d'alimentation scolaire sont particulièrement difficiles parce qu'ils impliquent l'achat de grandes quantités et ces transactions sont généralement une cible privilégiée de la corruption et de traitements de faveur accordés à des intérêts particuliers. Il est important de définir des mesures de responsabilisation dans les programmes, par exemple en informant les

bénéficiaires de leurs droits, en établissant des systèmes pour recevoir les plaintes des bénéficiaires et en créant des mécanismes pour suivre le flux de ressources depuis le ministère jusqu'aux écoles.

4. **La coordination avec d'autres secteurs:** les ministères de la santé et de l'agriculture sont deux acteurs importants de l'alimentation scolaire. Les autres sont les ministères des collectivités locales ou des femmes et des enfants. Pour coordonner les actions de tous ces secteurs, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de mise en commun des informations, de planification et de prise de décisions. À cette fin, des groupes de pilotage ou des comités techniques ont été créés dans plusieurs pays. Toutefois, s'assurer que tous les acteurs participent et travaillent de manière coordonnée est un problème permanent.

Étude de cas 10 Deux manières différentes de mettre en œuvre l'alimentation scolaire – le cas du Kenya^{56,57}

Le programme kenyan d'alimentation scolaire est en voie de devenir l'un des programmes pris en charge par l'État les plus importants en Afrique de l'Est. Il se caractérise en particulier par la mise en place de plusieurs modèles d'alimentation scolaire visant à stimuler le développement de l'agriculture locale et à promouvoir la sécurité alimentaire.

L'alimentation scolaire a été lancée en 1979 avec le programme national de distribution de lait, suivi par un partenariat avec le PAM en 1980. En 2009, le PAM, qui jusque-là distribuait des repas à l'école à 1,2 millions d'enfants, a commencé à réduire son programme. Ce changement a coïncidé avec le lancement dans le pays de deux programmes fournissant des repas chauds à la mi-journée: le programme Home-Grown School Meals (HGSM), parrainé par le ministère de l'Éducation, et le Njaa Marufuku Kenya (Éradiquer la faim au Kenya – NMK), parrainé par le ministère de l'Agriculture. Ces deux programmes ciblent les enfants défavorisés et

victimes de l'insécurité alimentaire dans les écoles maternelles et primaires.

Le renforcement des programmes d'alimentation scolaire du Kenya est soutenu par un cadre institutionnel qui se développe. En 2009, le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé publique et de l'assainissement ont élaboré une politique et des directives nationales de santé scolaire. Elles ont été suivies par l'élaboration de la stratégie nationale Santé, nutrition et alimentation scolaires qui définit les objectifs et les actions stratégiques à réaliser d'ici 2015.

Le tableau ci-après présente les principales informations concernant ces deux programmes de l'État. Même si le PAM continue de distribuer des repas dans les écoles, le gouvernement a accepté, dans le cadre du plan de transition, d'augmenter sa prise en charge de 50 000 bénéficiaires par dans le primaire. Ainsi, à terme, le programme du PAM devrait être réduit à mesure que ceux du gouvernement s'étendent.

Programmes d'alimentation scolaire au Kenya

	Année de lancement	Bénéficiaires (2012)	Budget
Programme Home-Grown School Meals (HGSM)	2009	729,000	4,6 millions USD par an
Programme Njaa Marufuku Kenya (NMK)	2005	44,000	1,3 millions USD pour les cinq premières années

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le programme HGSM est le principal programme d'alimentation scolaire du gouvernement au Kenya. Le ministère de l'Éducation effectue des transferts directs en espèces aux écoles des zones semi-arides, qui lancent des appels d'offres auprès des agriculteurs et des fournisseurs locaux. Des études récentes montrent que la plupart des écoles s'approvisionnent en produits alimentaires auprès de commerçants locaux ou de centres commerciaux distants, plutôt qu'auprès des producteurs locaux qui n'ont pas d'excédents commercialisables à vendre aux écoles du programme HGSM.

Le programme NMK finance également l'achat de produits alimentaires, mais

il diffère du programme HGSM de deux manières essentielles. Premièrement, il finance des activités de vulgarisation agricole pour aider les petits agriculteurs à répondre à la nouvelle demande, ainsi que les écoles à créer des jardins potagers. Deuxièmement, cette aide est fournie seulement pour une période de trois ans et de manière décroissante. Soit les communautés réussissent à prendre le relais pour gérer le programme, soit elles demandent l'aide du programme HGSM au bout des trois ans.

En plus des programmes HGSM et NMK, le gouvernement cherche à élaborer un modèle approprié aux zones arides où l'approvisionnement local est moins faisable.

⁵⁶ Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis, Kenya Medical Research Institute, Njaa Marufuku Kenya & PCD (soumis au gouvernement pour examen final). The case study of Njaa Marufuku Kenya. Londres, PCD.

⁵⁷ Partenariat pour le développement de l'enfant. 2013. Home-grown school feeding in Kenya: a country profile case study. Londres, Partenariat pour le développement de l'enfant.



4

Quels sont les coûts de l'alimentation scolaire?

Chapitre 4



Alors que les données probantes qui démontrent les effets bénéfiques des programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus nombreuses, obtenir des informations sur les coûts de ces programmes reste difficile. Les pays rencontrent deux difficultés principales, quel que soit leur niveau de revenus. Premièrement, les coûts d'un programme d'alimentation scolaire ont diverses sources, et la contribution de chacune dépend de la conception du programme. Les coûts les plus importants sont généralement les denrées de base des rations alimentaires, suivis des transports, des activités et des frais généraux. Deuxièmement, les coûts sont fonction du contexte dans le pays. Par exemple, dans un pays enclavé, les coûts opérationnels des activités seront plus élevés que dans les pays ayant un accès facile à un port maritime. La diversité et la complexité des différentes activités de l'alimentation scolaire rendent difficiles l'utilisation d'une méthodologie standardisée dans différents pays avec différents niveaux de revenus.⁵⁸ La plupart des données sont fournies par les pays à revenu faible et intermédiaire, celles des pays à revenu élevé restant plus difficiles à obtenir, comme nous l'avons vu plus haut (voir encadré 3).

L'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire a obtenu des réponses de cinq pays à revenu élevé et huit pays à faible revenu. Le fait que l'échantillon soit si petit et ne comprenne pas de données des pays à revenu intermédiaire rend les informations sur les coûts inadéquates. Toutefois, il existe une autre analyse, que nous présentons ici, qui constitue la source la plus récente et complète de données sur les coûts de l'alimentation scolaire. Il s'agit d'une étude effectuée par le PCD, couvrant 74 pays – 12 à revenu élevé, 39 à revenu intermédiaire et 23 à faible revenu – et utilisant des données de 2008.⁵⁹ Cette analyse fait plusieurs conclusions importantes.

Globalement, les pays sont remarquablement cohérents dans leurs investissements relatifs en matière d'alimentation scolaire. Bien qu'il existe des variations importantes d'un pays à l'autre concernant les coûts de l'alimentation scolaire, qui vont de moins 20 USD à plus de 1 500 USD par enfant par an, on constate une cohérence lorsqu'ils sont comparés avec d'autres investissements publics pour cette classe d'âge. Dans le présent rapport, les coûts de l'alimentation scolaire par enfant sont exprimés en tant que proportion du montant que les pays choisissent d'investir dans l'éducation de ces mêmes enfants. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, mais également dans un grand nombre de pays à faible revenu, cette proportion se situe entre 15 et 20 pour cent.

Les coûts de l'alimentation scolaire ont tendance à représenter une part beaucoup moins importante des coûts de l'éducation lorsque les niveaux de revenu augmentent. Ces analyses indiquent que cela s'explique en grande partie parce que l'investissement par enfant dans l'enseignement primaire augmente lorsque le PIB croît, alors que l'investissement dans l'alimentation reste assez stable. Autrement dit, à mesure qu'un pays se développe, il augmente son budget et ses dépenses d'éducation, ce qui rend le coût de l'alimentation scolaire comparativement plus bas, ou plus abordable.

Selon la tendance globale, l'alimentation scolaire représente en moyenne 11 pour cent des coûts de l'éducation dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, 24 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 68 pour cent dans les pays à faible revenu. Ce qui nous amène à penser que les

⁵⁸ Gelli A, Cavallero A, Minervini L, Mirabile M, Molinas L et Regnault de la Mothe, M. 2011. New benchmarks for costs and cost-efficiency for food provision in schools in food insecure areas. Food and Nutrition Bulletin.

⁵⁹ Idem.

donateurs et les partenaires du développement ont un rôle important à jouer en aidant les pays à faible revenu à maintenir leur investissement dans l'alimentation scolaire.

Enfin, de sont les pays à faible revenu qui ont le plus d'opportunités de maîtrise des coûts. Ils se caractérisent par un très large éventail de coûts; dans certains pays, les coûts de l'alimentation scolaire par enfant sont supérieurs aux coûts d'éducation par enfant. Cette asymétrie regrettable est particulièrement courante dans les pays qui ne maintiennent pas la surveillance et dépendent d'une aide extérieure pour financer et gérer le programme d'alimentation scolaire. L'aide apportée à ces pays pour la mise en œuvre de mesures permettant d'aligner leurs coûts sur ceux de leurs voisins plus avisés constitue une bonne opportunité de réaliser des gains d'efficacité.

4.1 Coûts de l'alimentation scolaire

L'analyse menée par le PCD a collecté des données des projets du PAM, de la documentation grise, des rapports des ministères et des revues publiées. Comme nous l'avons vu au Chapitre 1, les informations ont été plus difficiles à obtenir dans les pays à revenu élevé. Pour permettre les comparaisons entre les pays, les coûts ont été standardisés en fonction de la composition et de la quantité de la ration alimentaire, du nombre de jours de l'année scolaire et des valeurs de 2008 en USD.

Les relations entre les coûts standardisés de l'alimentation scolaire, les coûts de l'éducation et le PIB par tête ont été analysés. L'analyse a montré des variations importantes dans les coûts par enfant de l'alimentation scolaire, allant d'un minimum de moins de 20 USD à un maximum de plus de 1 500 USD par enfant par an (voir tableau 7). Dans une large proportion, ces variations proviennent des écarts entre les pays à faible revenu. Alors que dans certains pays à faible revenu, les coûts de l'alimentation scolaire ne représentent que 9 pour cent des coûts d'éducation de base (soit le même pourcentage que la valeur médiane pour les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure), dans d'autres ce pourcentage est de 230 pour cent.

Tableau 7 Indicateurs du coût de l'alimentation scolaire par niveau de revenus

Groupe de revenus		Coût de l'alimentation scolaire par enfant (USD, 2008)	Coût de l'alimentation scolaire inclus dans le coût de l'éducation de base	Coût de l'alimentation scolaire inclus dans le PIB par habitant
Faible revenu (n=23)	Moyenne	56	0.68	0.07
	Médiane	50	0.48	0.06
	Minimum	20	0.09	0.01
	Maximum	117	2.30	0.25
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure (n=23)	Moyenne	56	0.24	0.02
	Médiane	46	0.15	0.02
	Minimum	21	0.03	0.00
	Maximum	136	0.89	0.10
Revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure (n=28)	Media	371	0.11	0.02
	Médiane	225	0.08	0.01
	Minimum	24	0.02	0.00
	Maximum	1,586	0.29	0.05
Tous les pays (n=74)	Moyenne	173	0.33	0.03
	Médiane	57	0.15	0.02
	Minimum	15	0.02	0.003
	Maximum	1,586	2.30	0.26

Source: Gelli A et Daryanani R (en prévision).

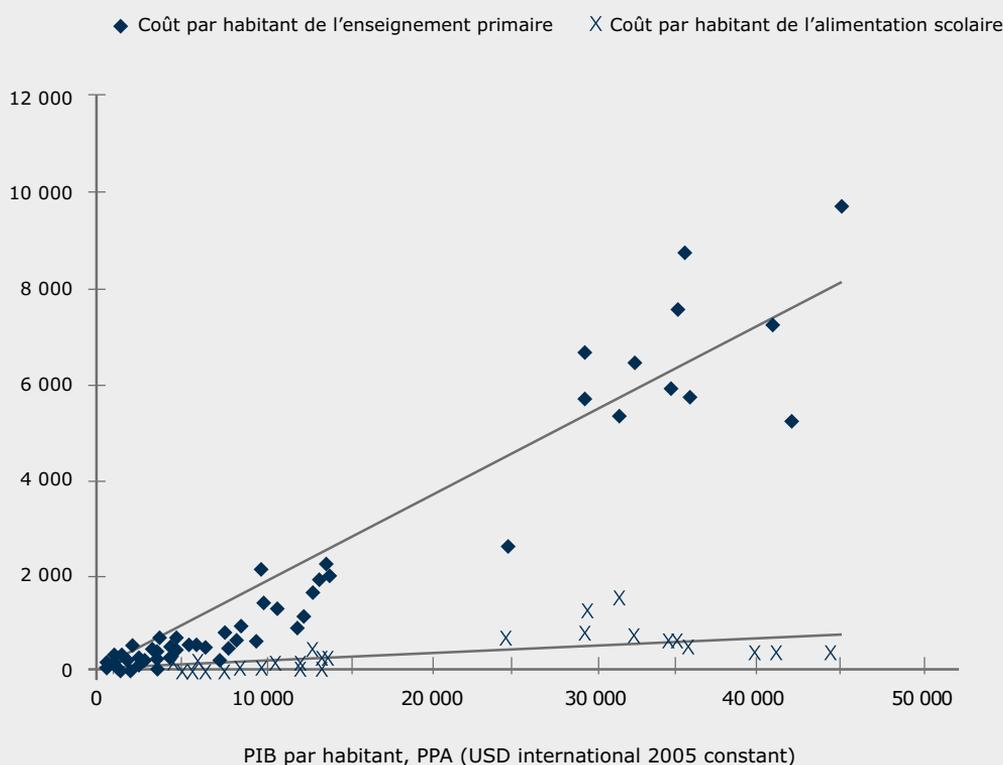
4.2 Examen des coûts relatifs de l'alimentation scolaire

Des études récentes mettent en évidence le rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire comme filets de protection pour les ménages à faible revenu, mais également leur rôle complémentaire dans l'éducation.⁶⁰ En l'absence de comparaisons avec des données sur le coût des filets de protection dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les dépenses d'éducation peuvent constituer un bon comparateur pour une intervention ciblant la même classe d'âge. La Schéma 12, qui affine les analyses présentées dans le rapport «Repenser l'alimentation scolaire», montre que même si à la fois les coûts par enfant de l'alimentation scolaire et ceux de l'enseignement primaire augmentent avec le PIB, ils le font à des rythmes différents: les dépenses d'éducation par tête augmentent beaucoup plus rapidement avec le PIB par habitant que les coûts de l'alimentation scolaire par enfant. Par conséquent, le ratio par tête des coûts de l'alimentation

⁶⁰ Alderman, H. et Bundy, D. 2012. School feeding programmes and development: Are we framing the question correctly? World Bank Research Observer 27(2): 204-221.

scolaire sur les coûts d'éducation diminue lorsque le PIB par habitant augmente. Comme le montre le graphique suivant, cette baisse est bien plus importante que prédites par ces moyennes, expliquée en partie par des variations considérables du coût de l'alimentation scolaire par enfant, en particulier dans les pays à faible revenu.

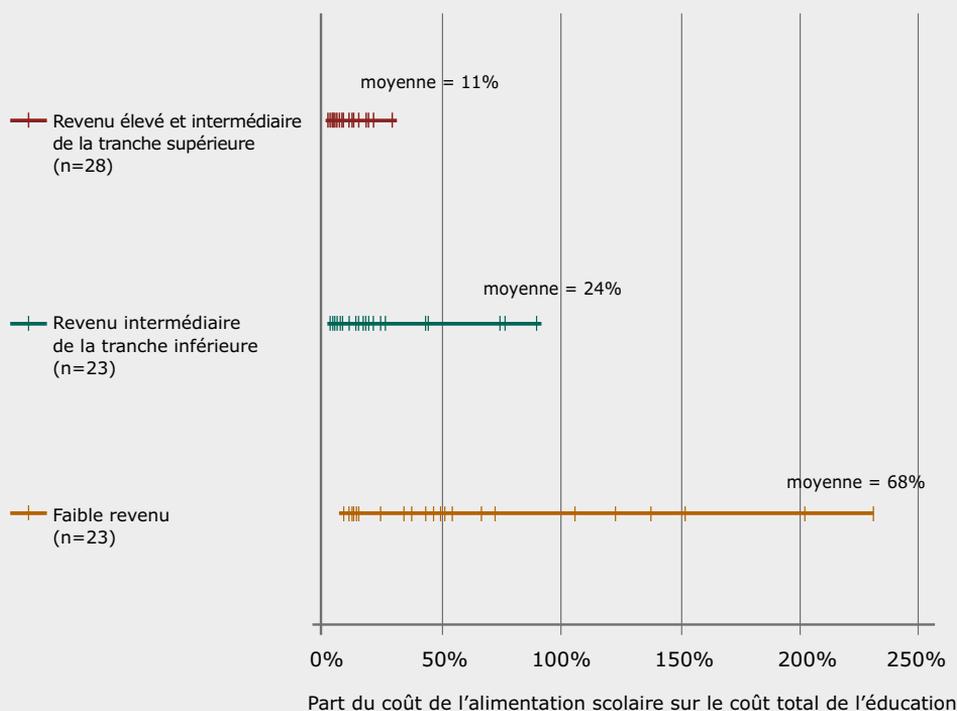
Schéma 12 **Coûts par enfant de l'alimentation scolaire et de l'enseignement primaire par niveau de revenus**



Source: Gelli A et Daryanani R (en prévision). N=74 pays.

Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure, les coûts par tête de l'alimentation scolaire étaient, en moyenne, équivalents à 11 pour cent des investissements par tête dans l'enseignement primaire, comparés aux 24 pour cent des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et aux 68 pour cent des pays à faible revenu (voir tableau 7). En ce qui concerne les pays à faible revenu, il existait aussi des variations très importantes du ratio du coût par tête de l'alimentation scolaire sur le coût par tête de l'éducation, qui s'étend de 9 à 230 pour cent (voir figure 13). Dans les autres pays, la fourchette était beaucoup plus réduite: de 2 à 29 pour cent dans les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure et de 3 à 89 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Schéma 13 Coût par enfant de l'alimentation scolaire proportionnellement au coût de l'éducation de base



Source: Gelli A et Daryanani R (en prévision). N=74 pays.

4.3 Composition du coût dans les pays à faible revenu

Nous disposons de données très limitées sur les composition du coût des programmes d'alimentation scolaire. La plupart des données présentées dans la documentation publiée proviennent des pays à faible revenu et concerne principalement des analyses des programmes du PAM. Ces analyses peuvent permettre d'expliquer pourquoi les coûts sont si variables. Ces études montrent que les coûts des denrées de base sont généralement les principaux éléments de coûts, l'assortiment alimentaire et le contenu nutritionnel des rations variant considérablement d'un pays à l'autre.⁶¹ Par exemple, au Honduras, les denrées de base représentaient 79 pour cent des coûts de l'alimentation scolaire, suivi du soutien opérationnel qui représentait 11 pour cent des coûts. Au Malawi également, les denrées de base représentaient la principale catégorie de coûts, suivies de l'assistance directe (17 pour cent).⁶²

⁶¹ Gelli, A. et Daryanani, R. (en prévision). Are school feeding programmes in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared to investments in primary education. Food and Nutrition Bulletin; Gelli, A., Cavallero, A., Minervini, L., Mirabile, M., Molinas, L. et Regnault de la Mothe, M. 2011. New benchmarks for costs and cost-efficiency for food provision in schools in food-insecure areas. Food and Nutrition Bulletin.

⁶² Idem.

L'approche historique de l'aide alimentaire concernant l'appui apporté aux programmes des pays était fondée sur des dons en nature, et dans certains pays, l'assortiment alimentaire comprenait des denrées de base qui auraient pu, si elles avaient dû être mises en concurrence sur le marché ouvert, être remplacées par des produits alimentaires achetés sur le marché local à des prix inférieurs. Ce constat s'applique plus particulièrement aux pays enclavés ou dont le réseau routier est déficient et dans lesquels les coûts de transport sont élevés. Cela peut expliquer en particulier la conception historique des programmes du PAM, dans lesquels la plus grande partie des produits alimentaires étaient des dons, provenant généralement de sources extérieures au pays destinataire.

L'implication encourageante de cette analyse est que ce sont probablement les pays dans lesquels les coûts sont actuellement les plus élevés qui présentent le plus de possibilités de maîtrise des coûts. Dans cette optique, les achats de produits alimentaires à proximité des écoles peuvent être utilisés pour compenser les coûts de transport associés aux programmes classiques d'aide alimentaire. Bien évidemment, il est également vrai que les coûts les plus élevés sont associés à l'insécurité alimentaire locale, lorsqu'il s'avère nécessaire de transporter des produits alimentaires provenant de zones potentiellement éloignées qui bénéficient d'une plus grande sécurité alimentaire. Dans ce cas, les coûts élevés peuvent être générés par des besoins plus importants.

L'un des sujets importants que les futures études devront approfondir sera la détermination des éléments de coûts des différents modèles d'alimentation scolaire. Autre sujet tout aussi important: mieux comprendre comment les pays peuvent effectuer une transition vers des modèles plus économiques (voir l'étude de cas 10 qui décrit les expériences du Kenya).

4.4 Calcul de la rentabilité de l'alimentation scolaire

Compte tenu des effets bénéfiques de l'alimentation scolaire mis en évidence au Chapitre 3, et des coûts absolus et relatifs des programmes présentés ci-dessus, comment pouvons-nous calculer la rentabilité économique nette de l'alimentation scolaire ? La réponse à cette question est complexe. Comme le montre le Chapitre 3, les programmes d'alimentation scolaire ont des effets bénéfiques multiples, et la somme des effets de ces bienfaits n'est pas simple. Ce problème n'est pas spécifique à l'alimentation scolaire; d'autres interventions couvrant plusieurs secteurs (par ex. transferts en espèces ou bons d'alimentation) sont confrontées aux mêmes difficultés.

Pour remédier à ce problème dans les limitations qui existent encore dans la base de données, le PAM et le Boston Consulting Group (BCG) ont mis au point le modèle d'étude d'investissement dans l'alimentation scolaire pour les pays dans lesquels le PAM est présent.⁶³ Il s'agit d'un outil de modélisation qui quantifie la valeur créée pour chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire, en s'appuyant sur les données disponibles pour trois ensembles distincts d'effets bénéfiques: nutrition/santé, éducation et transfert de revenus, qui est la valeur de la ration de l'alimentation scolaire aux prix du marché local.⁶⁴ Certains effets bénéfiques sont difficiles à quantifier et

⁶³ Programme alimentaire mondial et Boston Consulting Group. (en prévision) School feeding: An investment case. Cet article résume les résultats de l'étude d'investissement dans neuf pays mettant en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire.

⁶⁴ La valeur économique du transfert n'est pas la même que le transfert lui-même. Théoriquement, la valeur économique prend en compte la manière dont la société évalue la consommation des pauvres par comparaison avec la consommation d'une personne moyenne. En pratique, elle n'est ni observable, ni mesurable. Par conséquent, toute estimation de la valeur de transfert qui n'est pas la valeur économique peut être considérée comme une limite inférieure

n'ont pas été pris en compte. Par exemple, les effets bénéfiques de l'alimentation scolaire sur la production agricole locale (y compris les augmentations des revenus des petits agriculteurs) n'ont pas encore été comptabilisés dans le modèle.

Pour le calcul du retour sur investissement, les coûts de l'alimentation scolaire doivent également être pris en compte. Les éléments de coûts du modèle sont ceux présentés plus haut: denrées de base, transport, coûts opérationnels et frais généraux. Là encore, les chiffres utilisés dans le modèle sont spécifiques à chaque pays et proviennent des programmes du PAM. Si le gouvernement a apporté un soutien financier au programme, ses contributions sont également incluses dans le modèle. Les coûts supplémentaires pour la communauté (par ex. pour les infrastructures et la formation, ou pour l'intégration d'un nombre croissant d'enfants inscrits à cause de l'alimentation scolaire) sont négligés dans le modèle.

Le modèle d'étude d'investissement (voir étude de cas 11) indique que le potentiel d'amélioration de la santé, de l'éducation et de la productivité pris globalement tout au long de la vie d'un enfant compense largement les coûts du programme. Sur un échantillon de neuf pays qui ont chacun mis en oeuvre une ou plusieurs des trois options d'alimentation scolaire différentes (à savoir repas, rations à emporter et biscuits), le calcul du ratio coûts/avantages a montré qu'il se situe entre 1:3 et 1:8. Ainsi, pour chaque dollar qu'un gouvernement dépense pour l'alimentation scolaire, il peut potentiellement recevoir en retour trois dollars sous la forme de divers retours économiques.

Étude de cas 11 Étude d'investissement pour l'alimentation scolaire⁶⁵

L'étude d'investissement est un outil de modélisation qui quantifie la valeur créée pour chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire, en s'appuyant sur les données disponibles pour trois ensembles distincts d'effets bénéfiques: éducation, nutrition/santé et transfert de revenus. Les effets bénéfiques de l'alimentation scolaire sur la production agricole locale (y compris les augmentations des revenus des petits agriculteurs) n'ont pas encore été comptabilisés dans le modèle.

L'étude d'investissement se base sur le principe qu'un taux d'assiduité plus élevé à l'école augmente le niveau de compétences d'un enfant, ce qui par la suite devrait augmenter ses revenus dans la vie. Plus précisément, le modèle présuppose que les retours positifs en termes d'éducation sont tels qu'une année supplémentaire de scolarisation se traduit par des revenus 5 pour cent supérieurs dans l'avenir.⁶⁶

Les estimations des effets de l'alimentation scolaire sur les taux de fréquentation, d'assiduité et d'abandon dans le modèle sont spécifiques à chaque pays et tirées des rapports sur les projets standard du PAM sur trois ans, utilisant les moyennes nationales et un groupe de régions de contrôle qui ne bénéficient pas de l'alimentation scolaire. Les retours de la chaîne de causalité entre l'alimentation scolaire, le niveau d'instruction et des revenus futurs plus élevés sont l'effet le plus important déterminé par le modèle, et représentent presque la moitié du retour total.

Cependant, les trois effets du transfert de revenus, des améliorations de la santé et des résultats scolaires n'existent pas séparément. Par exemple, ils sont liés par l'hypothèse selon laquelle l'alimentation scolaire améliore les résultats scolaires, qui à leur tour augmentent l'espérance de vie. L'analyse de l'étude d'investissement

met en lumière les effets de renforcement mutuel et de multiplication des différents résultats qui font de l'alimentation scolaire une intervention irremplaçable. Dans le même temps, ces interactions signifient que le modèle doit être soigneusement vérifié et actualisé pour éviter la multiplication des hypothèses déraisonnables.

L'étude d'investissement a été conçue sur la base d'estimations prudentes à chaque étape, et des contrôles de sensibilité ont été effectués pour chaque paramètre afin d'identifier les principaux leviers. Elle a montré que le principal mécanisme qui crée des effets monétaires bénéfiques est l'augmentation de la productivité et par conséquent les salaires plus élevés que recevra le bénéficiaire pendant toute sa vie d'adulte ; l'alimentation scolaire établit les bases de ce résultat pendant l'enfance et représente environ 74 pour cent de la

rentabilité globale. Par conséquent, les nouvelles données concernant chaque étape de la chaîne de causalité (liant l'alimentation scolaire aux résultats scolaires et à des salaires plus élevés) doivent être intégrées dans le modèle lorsqu'il est actualisé ou affiné.

Les graphiques ci-après présentent les estimations des effets bénéfiques et des coûts de l'alimentation scolaire dans quatre pays.

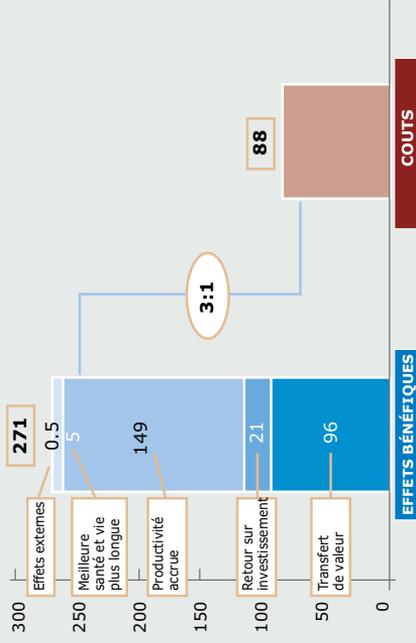
De la même manière que le débat actuel sur la manière dont les programmes de protection sociale peuvent contribuer à améliorer la productivité et la croissance économique dans les pays en développement,⁶⁷ le modèle d'étude d'investissement démontre que l'alimentation scolaire est un investissement dans le capital humain plutôt qu'un coût social.

⁶⁵ L'article «School feeding: An investment case» analyse le modèle d'étude d'investissement dans les pays qui mettent en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire du PAM. Cet article, rédigé par l'Unité de l'alimentation scolaire de la Division de la planification et des stratégies du PAM à Rome, avec des contributions du BCG, de la Banque mondiale et du PCD, paraîtra bientôt

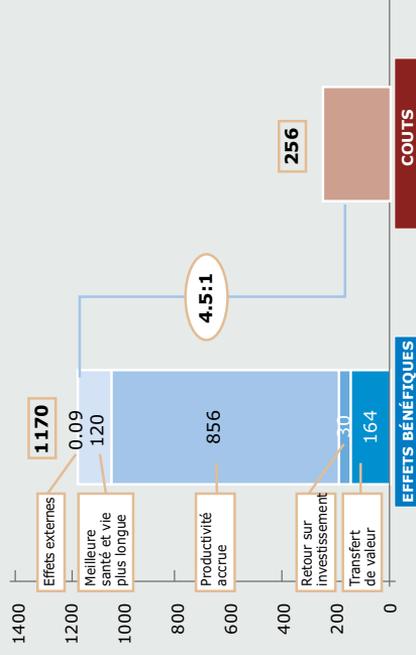
⁶⁶ Psacharopoulos, G. & Patrinos, H. 2012. Returns to investment in education: A further update. World Bank Policy Research Working Paper 2881. Washington DC, Banque mondiale; Onphanhdala P. & Suruga T. (2007). Education and earnings in Lao PDR: Further results. Graduate School of International Cooperation Studies Working Paper Series 16. Kobe, Japon, Université de Kobe; Jukes M., Drake L., Bundy D. 2008. School health, nutrition and education for all: Levelling the Playing Field. Washington DC, Banque mondiale; Miguel E. & Kremer, M. 2004. Worms: Identifying impacts on education and health in the presence of treatment externalities. *Econometrica* 71(1): 159-217

⁶⁷ Alderman, H. et Yemtsov, R. 2012. Productive role of safety nets. Note d'information pour la Banque mondiale 2012-2022 Social Protection and Labour Strategy. Social Protection and Labour Discussion Paper No. 1203.

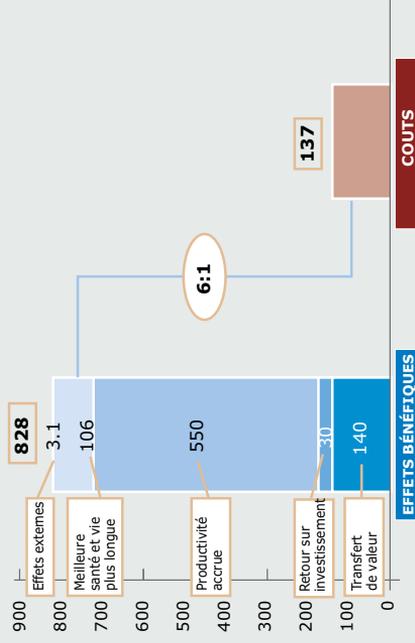
Ratio entre les effets bénéfiques et les coûts pour le Cambodge 3:1



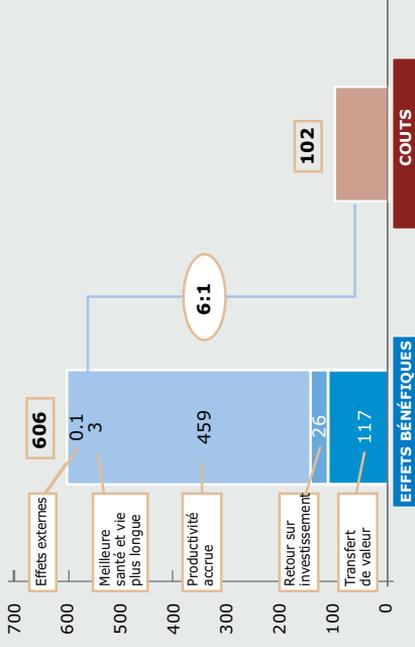
Ratio entre les effets bénéfiques et les coûts pour le Honduras 4,5:1



Ratio entre les effets bénéfiques et les coûts pour le Malawi 6:1



Ratio entre les effets bénéfiques et les coûts pour le Tadjikistan 6:1



5

Comment les partenaires du développement soutiennent l'alimentation scolaire ?

Chapitre 5



Un large éventail de partenaires du développement – dont des organisations de l'ONU, des institutions multilatérales, des ONG, des donateurs, des institutions universitaires et des acteurs du secteur privé – soutiennent les États dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, en particulier dans les pays à faible revenu. Cette section analyse la manière dont ces partenaires coordonnent leurs actions et interagissent aux niveaux mondial, régional et national. Elle décrit également les changements au sein du PAM qui ont eu un impact sur l'approche de l'organisation en matière d'alimentation scolaire et son interaction avec ses partenaires.

Ces dernières années, le niveau de participation et d'investissement des partenaires a augmenté à tous les niveaux dans les activités d'alimentation scolaire. Cela peut s'expliquer par le fait que les partenaires répondent à la demande d'aide accrue des pays comme indiqué dans les chapitres précédents, mais également parce qu'ils ont pris en compte le rôle que l'alimentation scolaire peut jouer pour améliorer la protection sociale et atteindre les objectifs de développement de l'enfant. Malgré ces avancées positives, il n'existe pas de véritable mécanisme global permettant de regrouper tous les acteurs et pays concernés afin de diffuser les connaissances, de coordonner les actions et de faciliter l'apprentissage. La formalisation de la coordination entre partenaires semble être une priorité, en particulier au niveau mondial.

Il est de plus en plus évident que le principal défi pour l'avenir sera d'aider les pays à faible revenu à passer d'un programme recevant une aide extérieure à un programme géré par le gouvernement. Identifier les avantages comparatifs des partenaires, s'accorder sur les meilleures manières d'appuyer les pays et ce sous la direction générale des gouvernements concernés seront les principales actions à mettre en place.

5.1 Partenariat et coordination au niveau mondial

Vers une vision globale de l'alimentation scolaire

Depuis 2009, la perception globale de l'alimentation scolaire a évolué de manière déterminante, reflétant ainsi le changement stratégique plus large du PAM, qui est passé de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire (voir section 5.4). L'alimentation scolaire est perçue aujourd'hui comme un filet de protection qui contribue aux objectifs de protection sociale et de développement en soutenant les enfants et leurs familles dans presque tous les pays du monde. Précédemment associés aux modèles non durables d'aide alimentaire, ces programmes sont actuellement intégrés aux cadres institutionnels et juridiques nationaux, et connectés aux sources locales de denrées alimentaires.

Cette nouvelle vision de l'alimentation scolaire a été renforcée par le partenariat entre le PAM, la Banque mondiale et PCD, qui a été établi en réponse aux crises alimentaires et financières de 2008 et 2009. L'objectif du partenariat est d'améliorer la qualité des programmes dans les pays à faible revenu en adoptant une approche de l'alimentation scolaire plus rigoureuse et fondée sur des données, et en apportant un soutien coordonné aux pays en cours de transition vers une prise en charge nationale (par exemple le Ghana, Haïti, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique et le Pérou). Des études de cas ont été effectuées dans les 14 pays suivants: Brésil, Botswana, Cap-Vert, Chili, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Équateur, Salvador, Kenya, Inde, Mexique,

Namibie, Nigeria et Afrique du Sud. Le programme de recherche conjoint établi en 2009 a enrichi la base de connaissances et conduit à l'élaboration d'outils pratiques et de directives (voir annexe I), ainsi que de publications telles que celle-ci.

Les travaux se sont appuyés sur les avantages comparatifs des organisations. Les secteurs de l'éducation et de la protection sociale de la Banque mondiale ont mené le processus d'examen des données sur l'alimentation scolaire qui a abouti à la publication conjointe de «Repenser l'alimentation scolaire» avec le PAM et le PCD. Le secteur de l'éducation de la Banque mondiale a également collaboré avec des gouvernements, le PAM, le PCD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires pour élaborer l'outil SABER (Systems Approach for Better Education Results) afin d'effectuer une analyse systématique des politiques liées aux interventions relatives à la santé et à l'alimentation scolaires. Cet outil a été utilisé dans plus de 20 pays d'Afrique, en particulier lors de réunions régionales de la CEDEAO et de la CAE, ainsi que par des pays spécifiques tels que le Sri Lanka en Asie du Sud. L'approche SABER est conçue pour assister les pays dans leurs efforts de transition vers des programmes plus durables. Le secteur de la protection sociale de la Banque mondiale inclut l'alimentation scolaire dans le soutien apporté aux interventions de protection sociale dans les pays à faible revenu. L'appui technique aux gouvernements a conduit à des améliorations dans la conception des programmes, comme dans le cas du programme du Ghana (voir étude de cas 13).

Le PCD, qui a reçu en 2010 une subvention de la Fondation Bill et Melinda Gates pour soutenir les liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale, a contribué à l'enrichissement de la base de données. Pour ce faire, il a publié trois évaluations d'impact, études de cas et documents de travail techniques, et fourni un appui technique aux pays, en particulier sur les questions du suivi et de l'évaluation et des liens avec la production agricole locale.

Récemment, des partenaires tels que le gouvernement du Brésil (via le Centre d'excellence contre la faim du PAM) et la FAO ont contribué au renforcement du soutien apporté aux pays, en particulier dans le cadre des liens avec la production agricole locale et les petits agriculteurs. Il est de plus en plus admis que l'aide de pays à pays – sous la forme de collaborations Sud-Sud et d'autres types – est importante, et que les partenaires du développement ont un rôle à jouer dans la facilitation de ces relations. À l'avenir, d'autres partenaires tels que la Russie et la Chine continueront d'orienter et d'influencer la réflexion et les pratiques globales en matière d'alimentation scolaire: la Fédération de Russie a réintroduit l'alimentation scolaire et collabore avec les pays voisins pour appuyer des interventions similaires, tandis qu'en Chine, l'alimentation scolaire est un élément principal de la stratégie nationale d'aide au développement des enfants pauvres, dont le budget atteint 5 milliards USD par an.

Partenariat et coordination dans le secteur de l'éducation

En ce qui concerne l'éducation, les alliances et les objectifs internationaux existants fournissent les cadres plus larges dans lesquels s'inscrivent les activités de l'alimentation scolaire. De récentes initiatives relatives à l'initiative «Éducation pour tous» du Secrétaire général des Nations Unies rassemblent une fois de plus tous les partenaires afin qu'ils recentrent leurs actions sur la qualité de l'éducation. Elles offrent une plate-forme idéale pour mettre en lumière l'importance de la santé et de l'alimentation scolaires dans l'amélioration des capacités d'un enfant à participer

pleinement à l'apprentissage. C'est dans ce contexte que le partenariat entre le PAM, l'UNESCO et l'UNICEF a été récemment renforcé grâce au lancement de l'initiative «Nourrir les corps, nourrir les esprits» qui assurera une meilleure coordination des efforts fournis aux niveaux mondial et national sur la question de la qualité de l'éducation (voir encadré 7).

Encadré 7 Nourrir les corps, nourrir les esprits – Un partenariat pour le bien-être des enfants et l'équité en matière d'éducation.

L'UNESCO, l'UNICEF et le PAM ont lancé une initiative pour améliorer les résultats en matière d'éducation des enfants les plus défavorisés dans le monde lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 2013. Au cours des trois prochaines années, les partenaires collaboreront avec les gouvernements d'Haïti, du Mozambique, du Niger et du Pakistan pour identifier et éliminer les obstacles qui empêchent les enfants d'accéder aux programmes globaux de santé, de nutrition et d'éducation.

L'objectif est de générer des modèles répliquables qui comprennent un partenariat entre les agences et d'autres acteurs, notamment le secteur privé, pour appuyer les priorités nationales et les institutions locales afin de renforcer encore les programmes. La collecte de données sur les meilleures pratiques est la priorité des priorités. Cette initiative va dans le sens des objectifs de l'EPT et de la campagne «L'éducation avant tout» du Secrétaire général des Nations Unies.

L'initiative EPT, conduite par l'UNESCO et son groupe de travail de haut niveau composé de ministres de l'Éducation de divers pays à travers le monde, a établi un rôle clair pour l'alimentation scolaire dans les objectifs de l'EPT et la réalisation des OMD. L'initiative FRESH, lancée lors de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT qui s'est tenue à Dakar en 2000, a fourni un large cadre de collaboration entre de nombreux partenaires et organisations (notamment la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF et le PAM) sur la question de la santé et de la nutrition des enfants. L'alimentation scolaire a ensuite été abordée de manière explicite lors de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT de 2011 à Addis-Abeba, où elle a été reconnue comme une intervention essentielle pour aider les enfants les plus vulnérables et leurs familles.

Établi en 2002 comme un «pacte mondial» entre les pays à faible revenu et les pays donateurs, le Partenariat mondial pour l'éducation a financé les programmes d'alimentation scolaire dans de nombreux pays. Il constitue un mécanisme clair de coordination entre les organisations multilatérales, les pays donateurs, le secteur privé, les ONG et les pays permettant d'allouer des ressources en fonction des priorités nationales en matière d'éducation. Au cours des dernières années, il a fourni environ 30 millions USD pour le financement de l'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire, à Madagascar, en Mauritanie, au Mozambique et au Laos, bien que le montant exact de ses contributions aux activités d'alimentation scolaire ne soit pas connu et soit probablement bien plus élevé. Par ailleurs, l'aide des pays donateurs aux activités du PAM est capitale (voir encadré 8).

Encadré 8 Aide des donateurs aux pays à faible revenu

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'aide des donateurs aux pays à faible revenu représente environ 83 pour cent de tous les investissements en matière d'alimentation scolaire. Il est urgent de collaborer avec les donateurs, non seulement pour trouver des moyens d'aider les pays à financer ces programmes, mais également pour participer à des expériences de partage et d'apprentissage, établir une coopération Sud-Sud et participer à des initiatives d'enrichissement des connaissances et de la base de données. Les donateurs ont récemment reconnu l'importance d'un financement stable

et pluriannuel de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu, car cela permet au gouvernement et aux partenaires de planifier une transition systématique. Par exemple, les contributions de l'Australie, du Canada et des États-Unis ont ciblé les programmes d'alimentation scolaire. Les activités d'alimentation scolaire sont également soutenues par le Brésil, l'Égypte, le Honduras, le Luxembourg, la Fédération de Russie et de nombreux autres pays. Les donateurs apportant des contributions multilatérales pour les activités de développement soutiennent également l'alimentation scolaire.

Partenariat et coordination dans le secteur de l'agriculture

La Fondation Bill et Melinda Gates soutient la production agricole locale et ses liens avec l'alimentation scolaire par l'intermédiaire de son portefeuille de subventions dans le domaine de la «demande structurée» – un ensemble d'organisations soutenant la relation entre la connexion entre les petits agriculteurs et les programmes basés sur la demande tels que l'alimentation scolaire. Principalement centrée sur l'Afrique, chaque organisation a un rôle à jouer dans la chaîne d'approvisionnement. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), par exemple, soutient le côté approvisionnement en finançant la fourniture d'intrants, l'offre de crédits et l'organisation de formations, le projet Achats au service du progrès (P4P) du PAM se focalise sur l'accès au marché (voir encadré 12), et le PCD et l'ONG allemande SNV se concentrent sur l'alimentation scolaire en s'intéressant aux questions relatives à l'approvisionnement, à la gouvernance et aux études. La Fondation Gates a investi au total près d'un demi-milliard de dollars pour soutenir les plates-formes de demande structurée, notamment l'alimentation scolaire.⁶⁸

L'implication des principales organisations chefs de file telles que la FAO – qui soutient non seulement les liens avec la production locale, mais également la création de jardins scolaires et l'élaboration de programmes d'éducation nutritionnelle allant de pair avec l'alimentation scolaire – a été importante. Le gouvernement du Brésil, principalement grâce au Centre d'excellence créé conjointement avec le PAM à Brasilia, s'est positionné comme l'un des principaux acteurs dans le domaine des programmes d'alimentation scolaire approvisionnés par la production agricole locale suite à la réussite de son expérience au niveau national.

De nombreuses expériences ont été un succès grâce à la participation du secteur privé qui a assisté les pays tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, DSM, qui est l'une des principales entreprises mondiales de développement de produits de nutrition, a appuyé les activités d'alimentation scolaire en collaborant avec le PAM pour l'amélioration d'aliments composés

68 Site Web de la base de données des subventions de la Fondation Bill et Melinda Gates: <http://www.gatesfoundation.org/How-We-Work/Quick-Links/Grants-Database>

enrichis. Cet appui a consisté à optimiser un mélange de vitamines et de minéraux, auquel ont été ajoutés des ingrédients supplémentaires pour la préparation de céréales spécifiquement destinées aux jeunes enfants. En outre, BCG a participé à l'analyse des coûts et des facteurs de ces coûts tout au long de la chaîne d'approvisionnement d'un programme d'alimentation scolaire.

En dépit de ces avancées positives, les possibilités qu'offre le secteur privé, aux niveaux national et multinational, en matière d'appui à l'alimentation scolaire grâce à la fourniture d'un appui technique, l'apport d'un savoir-faire ou une aide opérationnelle ou financière n'ont pas encore été complètement explorées.

Mécanismes de coordination globale

Ces dernières années, la GCNF a collaboré avec plusieurs partenaires à l'expansion de l'unique forum de grande envergure dans le domaine de l'alimentation scolaire. Ils ont augmenté de manière significative le nombre de pays et de participants représentés et fait du forum une plate-forme de diffusion des connaissances et d'apprentissage intersectoriel (voir étude de cas 12). Toutefois, il n'existe pas de véritable mécanisme de coordination globale permettant de regrouper tous les acteurs et pays concernés afin de diffuser les connaissances, de coordonner les actions et de faciliter l'apprentissage.

Le PAM collaborera avec des partenaires dans les années à venir afin de s'assurer que les efforts fournis dans le secteur de l'éducation seront intégrés avec les interventions ciblant le secteur agricole. Il étudiera également les possibilités d'établir un mécanisme de coordination globale capable de renforcer la qualité du soutien apporté aux pays à faible revenu lors de leur passage d'une aide extérieure à une appropriation nationale.

Étude de cas 12 Forum mondial de la nutrition de l'enfant – Rassembler les responsables et les praticiens

La croissance et l'influence du Forum mondial de la nutrition de l'enfant («le Forum») reflète l'intérêt accru des États pour l'alimentation scolaire. Au cours des dernières années, le Forum a créé une alliance mondiale de dirigeants axée sur le développement de l'alimentation scolaire.

Soutenu par la GCNF basée aux États-Unis, ce Forum appuie l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire durables gérés par les pays. Actif depuis 1997, il a rassemblé plus de 300 délégués de plus de 85 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud.

Ces dernières années, non seulement le nombre de participants a considérablement augmenté, mais également le niveau d'implication des gouvernements représentant

les pays d'Afrique lusophone, anglophone et francophone, ainsi que les pays d'Asie et d'Amérique du Sud. Le Forum a été accueilli en 2010 par le Ghana et a rassemblé 130 spécialistes mondiaux de l'alimentation scolaire, venant de 18 pays différents. Lors de cet événement, seuls un ministre et un secrétaire permanent avaient participé au Forum. Le Forum de 2011, qui s'est tenu au Kenya, a accueilli des experts et des délégués représentant 22 pays d'Afrique subsaharienne dont trois ministres et quatre secrétaires permanents. Enfin, le Forum de 2012 en Éthiopie a accueilli sept ministres et huit secrétaires permanents de ministères de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, mais également plus de 200 experts régionaux et internationaux venant de 23 pays d'Afrique

subsaharienne. Ces participations ont fait de ce forum la réunion la plus importante d'experts internationaux de l'alimentation scolaire. Le nombre croissant des participants internationaux est également un indicateur de l'évolution du Forum. En 1997, les participants étaient pour la plupart des délégués des pays ciblés. En 2012, outre les délégués, le Forum a accueilli des observateurs et des participants provenant aussi bien des organisations des Nations Unies, comme le PAM et la FAO, du secteur privé, et des bailleurs de fonds, comme la Banque mondiale. Au cours des trois dernières années, la GCNF a organisé le Forum conjointement avec le PCD et en 2013, elle collaborera avec le Centre d'excellence contre la faim du PAM pour l'organisation de la quinzième édition qui se tiendra au Brésil.

Ce forum a deux principaux objectifs. Il encourage les relations entre les ministères afin de promouvoir l'intégration et la collaboration intersectorielles. Il permet également aux experts de l'alimentation scolaire d'apprendre des expériences des uns et des autres, de partager leurs idées et de discuter des stratégies de mise en œuvre de programmes efficaces.

Les communiqués publiés par les délégués lors des trois dernières éditions du Forum traduisent l'importance accrue de l'alimentation scolaire. Le communiqué du Forum de 2012 a mis en lumière la nécessité d'une collaboration entre différents ministères, insisté sur la création de liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale, et donné la priorité à la collaboration avec le secteur privé et la société civile.

5.2 Partenariat au niveau régional

Les efforts formels les plus évidents de création de mécanismes de coordination entre les partenaires et les pays ont eu lieu au niveau régional. Les réseaux régionaux fournissent une plate-forme multisectorielle grâce à laquelle les partenaires, les donateurs et les gouvernements peuvent définir des politiques, s'accorder sur des actions et relayer des aides spécifiques.

Partenariat et coordination en Amérique latine

En Amérique latine, LA-RAE est une organisation à but non lucratif créée en 2005 au Chili dans le but de favoriser l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire dans la région par le biais d'un appui technique, de formations, d'un partage des connaissances et des apprentissages et de la promotion d'une coopération Sud-Sud. La LA-RAE organise des forums régionaux annuels sur l'alimentation scolaire afin de fournir au pays et aux partenaires du développement un espace de discussion sur les questions régionales ; le dernier forum a été organisé en novembre 2012 par le gouvernement de l'Équateur. La LA-RAE a obtenu l'appui de la School Nutrition Association des États-Unis, du PAM, du PCD et de la FAO. Elle soutient activement l'établissement d'accords de coopération Sud-Sud avec des pays tels que le Brésil, le Chili et le Mexique qui ont les capacités d'apporter un appui technique et une aide à travers la région.

Partenariat et coordination en Afrique

En Afrique, les travaux sur l'alimentation scolaire sont conduits par le NEPAD, qui est un cadre stratégique de développement socio-économique de l'Union africaine. La création de liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale (c'est-à-dire une alimentation scolaire locale) est l'une des principales initiatives du PDDAA, créé en 2003 par le NEPAD. Plusieurs partenaires, dont le PAM, la Banque mondiale et le PCD, soutiennent les gouvernements dans le cadre du PDDAA.

Les réseaux sous-régionaux africains d'alimentation et de nutrition scolaires, composés de membres officiellement nommés par les différents ministères de l'éducation, constituent une plate-forme de partage des bonnes pratiques et de l'expérience opérationnelle en matière d'alimentation scolaire. Basés au sein des communautés économiques régionales (la CEDEAO et la CAE par exemple), ils se sont avérés essentiels au renforcement des capacités et à la création d'un consensus sur les bonnes pratiques dans les sous-régions d'Afrique. Les analyses de situation effectuées par les réseaux ont éclairé les conseils régionaux de ministres à propos des avancées intersectorielles.

Le réseau ouest africain de la CEDEAO et de la Mauritanie comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte-d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Le réseau est africain de la CAE comprend le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, l'Ouganda, la République unie de Tanzanie et la Zambie. Ces deux réseaux se réunissent et communiquent régulièrement ; ils sont guidés par leurs plans d'action annuels.

Partenariat et coordination en Asie du Sud-Est

Depuis 1965 en Asie du Sud-Est, l'Organisation des ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est (SEAMEO) encourage l'apprentissage et les réseaux entre pays sur les questions de santé scolaire, et notamment sur l'alimentation scolaire. La SEAMEO est une organisation intergouvernementale internationale des pays d'Asie du Sud-Est qui promeut la coopération régionale dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture en Asie du Sud-Est. Elle met l'accent sur la qualité et l'équité dans l'éducation, l'éducation sanitaire préventive, la culture et les traditions, les technologies de l'information et de la communication, les langues, la réduction de la pauvreté, l'agriculture et les ressources naturelles. L'organe de décision politique le plus important de l'organisation est le Conseil de la SEAMEO qui est composé de 11 ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est. En réponse à la demande des États d'Asie du Sud-Est, le PCD, l'Université Mahidol, l'Asian Center of International Parasite et le Japan Consortium for Global School Health Research organisent une courte formation annuelle sur la santé et la nutrition scolaires dans la région. Cette formation, fortement axée sur l'alimentation scolaire, réunit les représentants gouvernementaux et les partenaires du développement dans le but de consolider les partenariats au sein de la communauté de la santé et de la nutrition scolaires d'Asie du Sud-Est.

5.3 Partenariat au niveau national

De nombreux pays ont eu des difficultés à créer des mécanismes efficaces permettant aux donateurs et aux partenaires de bien coordonner leurs contributions et leur aide. Comme c'est le cas à l'échelle mondiale, plusieurs secteurs sont impliqués dans l'alimentation scolaire au niveau national et pour chacun de ces secteurs il existe un groupe de coordination pour les donateurs, axé sur un plan ou une stratégie spécifique. Dans de nombreux pays, l'alimentation scolaire est intégrée dans plusieurs plans sectoriels et fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes de donateurs ou de partenaires (par exemple dans les secteurs de l'éducation, de la protection sociale et de la santé), ce qui entraîne un peu de confusion et une certaine inefficacité.

En dépit de ces difficultés, le partenariat entre les partenaires du développement et le gouvernement a été particulièrement fructueux dans de nombreux pays. Le PAM, la FAO et les équipes nationales du Fonds international de développement agricole (FIDA) au Mozambique ont récemment reçu une distinction honorifique de la part des dirigeants des trois agences basées à Rome pour leur remarquable collaboration dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Plusieurs filets de protection sociale du pays, notamment l'alimentation scolaire, ont bénéficié de ce partenariat. Au Niger, le partenariat entre le PAM, l'UNICEF, la FAO et UN WOMEN a appuyé les approches scolaires intégrées (notamment l'alimentation scolaire), la production alimentaire locale (en particulier celle des agricultrices), les infrastructures scolaires et d'autres interventions dans le domaine de l'éducation.

Le projet Acheter aux Africains pour l'Afrique, appuyé par le gouvernement brésilien, est un partenariat entre cinq pays africains, le PAM et la FAO pour créer des liens entre les petits agriculteurs et les programmes d'alimentation scolaire (voir encadré 9). Bien que relativement récent, ce projet rapproche les secteurs de l'agriculture et de l'éducation dans l'intérêt des enfants scolarisés et des petits agriculteurs.

Au niveau des pays, les ONG locales et internationales jouent un rôle fondamental dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire. L'année dernière, le PAM a établi des partenariats opérationnels avec des ONG internationales et locales pour l'alimentation scolaire dans les crèches, les maternelles et les écoles primaires et secondaires. La plupart de ces partenariats a concerné les écoles primaires et la majorité d'entre eux (plus de 200 sur 225) ont été noués avec des ONG locales. Des ONG telles que Save the Children International, World Vision, Care International et Catholic Relief Services soutiennent l'alimentation scolaire dans les pays en développement.

Le fait qu'il y ait plus de partenaires au niveau des pays exige des gouvernements qu'ils consacrent plus de temps et d'efforts à s'assurer que toutes les actions contribuent à la réalisation des objectifs nationaux. Il est important d'éviter que les ministères, les groupes de la société civile et les ONG soient surchargés de travail. Certains pays ont créé des groupes de travail techniques aux niveaux national et sous-national pour assurer une bonne coordination avec les partenaires du développement. La collaboration s'avère être plus solide lorsqu'un accord ou une stratégie formelle a été établi entre les partenaires et le gouvernement.

Encadré 9 Acheter aux Africains pour l'Afrique – un nouveau partenariat prometteur

Inspiré de l'expérience du Brésil avec son programme d'achat de denrées alimentaires dans le cadre de l'initiative Fome Zero (Faim Zéro), Acheter aux Africains en Afrique est un partenariat prometteur entre le PAM et la FAO, qui s'appuie sur l'expertise des deux organisations. Grâce au financement et à l'expertise technique du Brésil, les programmes d'alimentation scolaire locaux s'approvisionneront en denrées de base auprès des petits agriculteurs. Ce projet

sera lié autant que possible à l'initiative P4P du PAM. Des interventions pilotes sont en cours en Éthiopie, au Mozambique et au Sénégal, et devraient démarrer bientôt au Malawi et au Niger. En plus de la composante opérationnelle de ce projet pilote, le Centre d'excellence du PAM basé à Brasilia coordonnera une analyse des réussites et des difficultés de l'approvisionnement chez les petits agriculteurs pour les programmes d'alimentation scolaire.

Étude de cas 13 Travailler en partenariat avec le gouvernement du Ghana⁶⁹

Le programme d'alimentation scolaire du Ghana distribue aux enfants de la maternelle et du primaire des repas chauds composés d'aliments de base (tels que le maïs), de protéines, de fruits et de légumes. Depuis le début du programme en 2005, le gouvernement a obtenu le soutien de plusieurs partenaires, et ce en grande partie grâce à l'engagement politique et au soutien à tous les niveaux dont a fait preuve le gouvernement, depuis le plus haut niveau. Les partenaires et les donateurs sont notamment les Pays-Bas (qui ont financé le programme pendant les premières années), le PAM, le PCD, SNV (une ONG néerlandaise) et la Banque mondiale. Les donateurs appuyant les efforts de partenariat au Ghana sont la Fondation Bill et Melinda Gates et Dubai Cares.

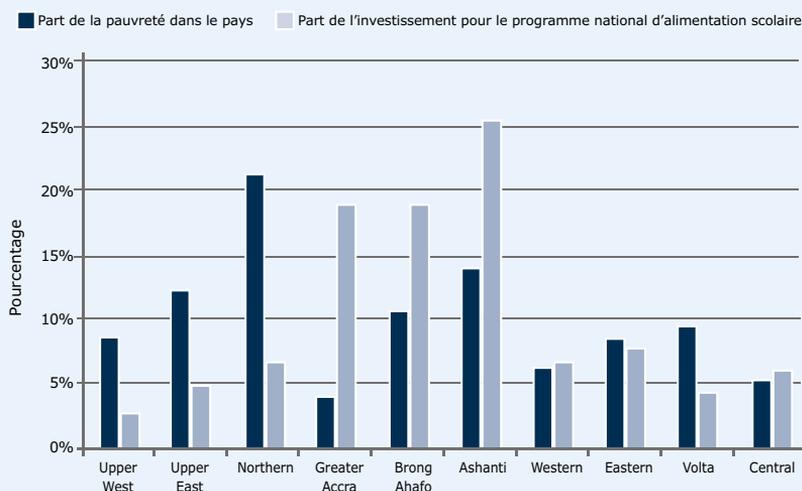
Ce partenariat a eu comme effet bénéfique, entre autres, le travail effectué pour l'amélioration de l'efficacité du ciblage du programme, destiné à s'assurer que les enfants les plus pauvres bénéficiaient des repas distribués à l'école. Ce cas illustre comment les données peuvent être utilisées pour l'examen de la politique nationale et comment les

avantages comparatifs de différents partenaires peuvent être exploités avec succès.

Une étude visant à évaluer le ciblage des programmes sociaux a été effectuée en 2010 par le ministère de l'Emploi et de la protection sociale avec le soutien de la Banque mondiale et de l'UNICEF. Cette étude a analysé 24 programmes de filet de protection nationaux. Un des résultats de l'étude montre que seulement 21 pour cent de l'investissement relatif au programme d'alimentation scolaire bénéficiait aux pauvres. La majeure partie de ce programme bénéficiait aux régions prospères du pays, notamment celles de Greater Accra et Ashanti, tandis que les régions comptant la plus grande proportion de pauvres étaient moins bien desservies, notamment celles de Upper West, Upper East et Northern (voir graphique).

En s'appuyant sur les données, le gouvernement a demandé l'assistance de la Banque mondiale, du PAM et du PCD pour une réorientation du programme. Les informations sur les régions et les écoles qui devraient bénéficier du programme (et

Répartition de la pauvreté et de la sécurité alimentaire dans le pays et distribution régionale du programme d'alimentation scolaire au Ghana



celles dans lesquelles l'aide devrait être supprimée) ont été rassemblées par la Banque mondiale grâce aux statistiques nationales, aux données de l'Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire du PAM de 2008/2009 et aux données spatiales variables.

Grâce à ces informations, le gouvernement a lancé en 2011 un recadrage des efforts fournis: certaines écoles des régions aisées

ne bénéficieraient plus de l'alimentation scolaire tandis que celles des régions plus pauvres en bénéficieraient.

Le PCD a appuyé une campagne de sensibilisation à l'échelle nationale destinée à expliquer les raisons et les avantages de cette initiative. Aujourd'hui, 70 à 80 pour cent de l'investissement relatif à l'alimentation scolaire bénéficie aux régions les plus pauvres.

⁶⁹ Banque mondiale et programme d'alimentation scolaire du Ghana 2011 ; présentation d'un exercice de réorientation durant la mission de délimitation de la portée de la politique.

5.4 Le nouveau rôle du PAM dans l'alimentation scolaire

Une nouvelle orientation

Au fil des ans, le PAM est apparu comme la principale organisation internationale d'aide aux programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu. Collaborant avec plusieurs des partenaires mentionnés dans les sections précédentes, le PAM œuvre aux niveaux mondial, régional et national en apportant un appui technique, des conseils sur les politiques et un soutien opérationnel. L'organisation a appuyé l'institutionnalisation des programmes dans au moins 37 pays qui aujourd'hui les gèrent sans l'aide du PAM.

En 2009, le rôle du PAM dans l'alimentation scolaire a changé suite à une évolution importante de l'organisation qui est passée de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire (voir encadré 10). L'approbation de la nouvelle politique d'alimentation scolaire par le Conseil exécutif en 2009 a été le début d'une ère nouvelle d'engagement auprès des États et des partenaires pour soutenir l'alimentation scolaire. Cette politique a positionné le PAM comme une organisation qui fournit aux États une assistance limitée dans le temps, avec l'objectif à long terme de réduire progressivement son aide en laissant en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire durables, économiques et intégrés dans des politiques et des cadres nationaux plus larges.

S'éloignant progressivement d'une approche axée sur les projets, le PAM a commencé à intégrer les programmes d'alimentation scolaire dans le système plus large des politiques gouvernementales dans les secteurs de l'éducation et de la protection sociale. Cette politique a renouvelé l'accent mis sur l'appropriation nationale.

Le PAM a également accordé une grande importance à l'approvisionnement local et aux liens avec les petits agriculteurs, prenant la résolution de fournir des assortiments alimentaires plus nourrissants. Depuis lors, il œuvre à tous les niveaux pour la mise en pratique de tous les éléments de la politique d'alimentation scolaire et des principes généraux du Plan stratégique. La nouvelle orientation du PAM a généré des défis importants auxquels l'organisation fait face, notamment la nécessité d'aider le personnel à acquérir de nouvelles compétences, en particulier dans les domaines du renforcement des capacités, de la concertation sur les politiques et de la négociation, de l'élaboration ou du renforcement des directives sur la conception et la mise en

œuvre des programmes, de l'introduction d'outils d'analyse et de concertation sur les politiques, de conception de projets novateurs intégrant les principes de la nouvelle politique, et de l'enrichissement de la base de données sur l'alimentation scolaire.

Le PAM a mis sa politique en pratique dans trois domaines principaux: 1) l'appui au passage à une appropriation nationale des programmes, 2) les liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale, et 3) l'amélioration de la qualité nutritionnelle des assortiments alimentaires.

Encadré 10 De l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire – Le PAM change d'orientation

Le Plan stratégique 2008-2013 du PAM a marqué un important changement dans l'orientation stratégique de l'organisation. Autrefois organisation d'aide alimentaire distribuant directement de la nourriture aux ménages vulnérables, le PAM s'est transformé en une organisation d'assistance alimentaire appliquant un ensemble de modalités pour soutenir les pays, les communautés et les ménages en améliorant leur accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette nouvelle orientation a été provoquée par une série de facteurs interdépendants. Premièrement, l'importance accrue au niveau international de l'appropriation nationale et des approches menées par les pays, conformément aux recommandations de la Déclaration de Paris de 2005 et du Programme d'action d'Accra de 2008, a amené le PAM à se focaliser sur l'appui aux cadres d'orientation et aux objectifs des États.

Deuxièmement, la crise des prix des denrées alimentaires et du carburant de 2008 a marqué une ère nouvelle caractérisée par un changement dans la structure des marchés des denrées alimentaires et les effets de ce changement sur les ménages vulnérables à travers le monde. La crise financière qui s'en est suivie a également souligné la nécessité pour les programmes de réagir aux chocs même si les

marchés alimentaires revenaient à la normale, ce qui a amené les gouvernements des pays à faible revenu et les donateurs à réévaluer leur perception des filets de protection sociale.

Enfin, le PAM a étudié de nouvelles approches pour lutter contre l'insécurité alimentaire en considérant que même si par le passé l'aide alimentaire avait sauvé des vies, elle pouvait également avoir des effets négatifs sur la production agricole et les marchés locaux à moyen et à long terme.

Le changement stratégique a été facilité par la proportion croissante des contributions en espèces des donateurs, qui a créé de nouvelles opportunités de renforcement de modalités telles que les transferts en espèces, les bons d'alimentation et les achats locaux, qui jusque-là n'étaient pas courantes dans le portefeuille d'activités du PAM. Afin de rendre ce changement opérationnel, l'organisation a révisé sa structure de gouvernance et de gestion, modifié son cadre financier et approuvé une nouvelle série de règlements internes conformes à la nouvelle orientation.

Le prochain Plan stratégique 2014-2018 du PAM devrait poursuivre cette nouvelle orientation vers une assistance alimentaire en clarifiant et en renforçant encore les objectifs stratégiques et les rôles du PAM.

Appuyer la transition vers une appropriation nationale

La cible principale du PAM ce sont les pays à faible revenu exposés à l'insécurité alimentaire. Il appuie les gouvernements de deux manières principales. Premièrement, lorsque l'alimentation scolaire est encore trop chère ou si les capacités sont limitées, le PAM soutient directement la mise en œuvre. Couvrant 60 pays, l'organisation prend en charge 26 des 368 millions d'enfants recevant des repas à l'école chaque année grâce à un investissement de 482 millions USD (voir tableau 8). Deuxièmement, le PAM fournit un appui technique et des conseils aux organismes nationaux dans le but de renforcer les institutions et leur capacité à gérer leurs propres programmes.

À toutes les étapes de son assistance, le PAM favorise la pérennisation et la transition vers une appropriation nationale. Environ 50 pour cent des bureaux pays du PAM participant à un programme d'alimentation scolaire considèrent qu'ils sont à un stade avancé de la transition vers une appropriation nationale, 12 pour cent en sont aux étapes initiales et 38 pour cent à mi-parcours.⁷⁰ Toutefois, seulement 28 pour cent des bureaux ont une stratégie concrète de transition dont les principales étapes ont été convenues avec le gouvernement ; dans 50 pour cent des bureaux, la discussion sur ce sujet est en cours. Cela montre les possibilités de transition vers une prise en charge complète des programmes par les États, mais également la nécessité de mettre en place des accords formels avec les gouvernements, deux points sur lesquels le PAM concentrera ses efforts au cours des prochaines années.

Afin d'appuyer cette transition, le PAM a collaboré avec ses partenaires afin d'élaborer des outils pour: 1) orienter la concertation sur les politiques dans les pays, 2) évaluer le contexte et les capacités des institutions nationales à mettre en œuvre l'alimentation scolaire, 3) analyser le coût de l'alimentation scolaire et les implications budgétaires pour les gouvernements, 4) mettre en place des stratégies de transition. Ces outils ont été utilisés dans au moins 25 pays et sont mis à la disposition de toute partie prenante qui soutient l'alimentation scolaire (voir annexe I pour la description de ces outils et d'autres ressources).

Pour appuyer les gouvernements dans le processus de conception et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, le PAM a ouvert en novembre 2011 un Centre d'excellence contre la faim à Brasilia (voir encadré 11). Cette initiative est un partenariat avec l'État du Brésil et elle a pour objectif d'être une plate-forme pour une coopération Sud-Sud en s'inspirant de l'expérience du Brésil dans les domaines des filets de protection sociale et de la lutte contre la faim, notamment l'alimentation scolaire.

Encadré 11 Centre d'excellence contre la faim du PAM au Brésil

Le Centre d'excellence contre la faim de Brasilia est un centre mondial de concertation sur les politiques et d'apprentissage Sud-Sud en matière de programmes d'alimentation scolaire, de nutrition et de sécurité alimentaire. Ce centre, qui est un partenariat entre le PAM et le gouvernement brésilien, a été créé en 2011 afin d'apporter un appui aux États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour l'élaboration de solutions durables contre la faim. Inspiré du succès de l'expérience du Brésil dans les domaines de la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaires au cours des dix dernières années, le centre apporte des conseils sur les politiques, un appui technique et des opportunités d'apprentissage aux pays ; il les aide également à développer leurs propres programmes. Il envisage d'aider d'autres pays, mais pour l'instant il se concentre en priorité sur 18 pays: le Bangladesh, la Côte

d'Ivoire, le Timor oriental, le Ghana, la Guinée-Bissau, Haïti, le Kenya, le Laos, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe. Depuis sa création, le centre a reçu des visites d'études de 16 pays (Bangladesh, Timor oriental, Salvador, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Haïti, Honduras, Malawi, Mali, Mexique, Niger, République du Congo, Rwanda, Sénégal et Tanzanie). Les délégations des pays sont généralement composées de membres de plusieurs ministères (par exemple éducation, santé, agriculture, planification et finances). Dans certains cas, il s'agit de visites de haut niveau et dans d'autres de visites techniques. Des organisations internationales telles que la Fondation Howard Buffett et la Fondation Bill et Melinda Gates ont également visité le centre pour connaître les pratiques mises en œuvre au Brésil et discuter de futurs partenariats. À la

⁷⁰ Le bureau national du Bénin n'a pas mis en œuvre de programme d'alimentation scolaire par manque de ressources. En 2010, le programme du Cap-Vert est passé sous le contrôle du gouvernement.

fin de leur visite, les délégations des pays sont encouragées à élaborer un plan d'action qui par la suite deviendra la base d'un appui technique plus poussé. Le centre a envoyé ou projette d'envoyer des experts en Guinée, au Malawi, au Mozambique et au Rwanda. Il peut également organiser des ateliers nationaux de parties prenantes et accompagner les gouvernements dans les différentes étapes de leur processus de prise de décisions. Les priorités du PAM sont l'amélioration de la concertation sur les

politiques avec les différents partenaires en matière d'alimentation scolaire, de sécurité alimentaire et de coopération Sud-Sud. En 2013, le centre accueillera une conférence mondiale sur l'alimentation scolaire conjointement avec la GCNF et le PCD. Il est prévu que cette conférence réunisse des représentants gouvernementaux du monde entier afin qu'ils discutent sur les difficultés et les futurs plans des programmes d'alimentation scolaire.

Relier l'alimentation scolaire à la production agricole locale

Le second domaine d'innovation est l'action du PAM pour créer des liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale afin d'améliorer la viabilité des programmes. L'organisation s'efforce, chaque fois que cela est possible, de s'approvisionner auprès des organisations de petits agriculteurs pour améliorer leur accès à ce nouveau marché si cela n'affecte pas les coûts ou la valeur nutritionnelle et la qualité de l'assortiment alimentaire.

Le PAM pilote également plusieurs programmes pour le compte des gouvernements – 73 pour cent des bureaux pays mettent en pratique les innovations en matière d'approvisionnement ; environ la moitié de ces bureaux achètent de nouveaux types de denrées alimentaires qui ne font pas partie de l'assortiment alimentaire traditionnel du PAM (du lait ou des fruits par exemple), et 16 pour cent d'entre eux pilotent des programmes d'approvisionnement décentralisé qui envoient de l'argent en espèces aux écoles ou aux districts pour qu'ils achètent des denrées alimentaires sur le marché local. Avec ces programmes, le PAM expérimente et prend les risques initiaux afin de pouvoir par la suite appuyer la transition vers une appropriation nationale des programmes utilisant des approches essayées et testées dans un contexte spécifique.

Le rôle joué par le PAM dans la création de liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale est double:

1. **Acheteur de denrées alimentaires:** le PAM peut explorer les possibilités d'achat de denrées alimentaires au niveau local et, dans certains cas, auprès des associations de petits agriculteurs pour les programmes d'alimentation scolaire qu'il gère. Son rôle est d'établir des liens entre la production des agriculteurs et les procédures d'achat de l'organisation. Il joue également un rôle dans la compilation et le partage des enseignements tirés de ces expérimentations de nouvelles filières d'achat de denrées alimentaires.
2. **Fournisseur d'un appui technique aux gouvernements qui achètent des denrées alimentaires pour approvisionner leurs programmes nationaux:** l'expérience du PAM en matière d'approvisionnement international, régional et local peut être utile aux gouvernements et aux autres partenaires qui testent de nouvelles approches en matière d'alimentation scolaire. Au cours des années à venir, le PAM devrait jouer un rôle plus important en conseillant les gouvernements sur les procédures de passation des marchés publics et la manière de structurer les programmes alimentaires de manière à bénéficier à l'économie locale et au développement agricole.

Ces efforts sont étayés par les enseignements tirés de l'initiative pilote P4P du PAM, qui a débuté à la fin de 2008 grâce au financement des fondations Bill et Melinda Gates et Howard G. Buffett, puis d'un grand nombre d'autres donateurs par la suite. Cette initiative est mise en œuvre dans 20 pays (voir encadré 12). Par l'intermédiaire de ses partenaires, l'initiative P4P a collaboré jusqu'ici avec plus de 800 organisations de petits agriculteurs, ce qui représente plus d'un million d'agriculteurs. Plus de 290 000 tonnes de denrées alimentaires ont été achetées à des organisations de petits producteurs et, sur cette quantité, plus de 190 000 tonnes ont été livrées, rapportant directement environ 77 millions USD aux agriculteurs. L'initiative P4P et son vaste programme de recherche, combinés avec d'autres efforts fournis par des partenaires tels que le PCD, devraient mettre en évidence les avantages potentiels de la création de liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale dans les années à venir, mais également orienter la réponse du PAM et son soutien aux gouvernements à l'avenir.

Encadré 12 Initiative Achats au service du progrès du PAM

En sa qualité d'organisation humanitaire la plus importante à l'échelle mondiale, le PAM est le principal acheteur de denrées alimentaires de base. En 2012, il a acheté des denrées alimentaires pour une valeur de 1,1 milliards USD, et plus de 70 pour cent de ces achats ont été effectués dans des pays en développement. Le PAM achète au niveau local dans les pays en développement lorsque ses critères relatifs aux prix, à la qualité et à la quantité sont remplis. L'initiative P4P est la suite logique de cet approvisionnement local, car l'objectif est d'obtenir plus de gains de développement dans le cadre de l'approvisionnement du PAM en achetant de plus en plus de manière à avantager les petits agriculteurs.

Grâce à cette initiative, la demande du PAM encourage plus les petits producteurs des 20 pays pilotes à investir dans leur production, car ils ont la possibilité de vendre leurs récoltes à un acheteur fiable et à des prix équitables. Le PAM prévoit que sa démarche consistant à privilégier les petits agriculteurs incitera d'autres acheteurs de denrées alimentaires de base (notamment les gouvernements et le secteur privé) à s'approvisionner de plus en plus chez les petits producteurs.

L'initiative P4P investit également dans le renforcement des capacités au niveau des pays dans des domaines tels que la manutention après les récoltes ou le stockage, ce qui produira à long terme des résultats durables en améliorant de manière significative la sécurité alimentaire à long terme. L'initiative pilote P4P d'une durée de cinq ans (2009-2013) repose sur trois éléments fondamentaux:

1. La demande: le PAM teste des moyens innovants d'acquérir des denrées alimentaires de base et de promouvoir des possibilités de commercialisation pour les petits agriculteurs.
2. L'offre: L'initiative P4P lie la demande du PAM à l'expertise et aux ressources des partenaires qui appuient les agriculteurs pour obtenir de meilleurs rendements, réduire les pertes après les récoltes et améliorer la qualité de leurs cultures de base.
3. L'apprentissage et le partage: L'initiative P4P collectera et partagera largement avec les parties prenantes les enseignements tirés des approches efficaces de création de liens durables entre les petits agriculteurs et les marchés.

Veiller à ce que les enfants reçoivent un assortiment alimentaire nutritif

Le troisième domaine d'intervention consiste à veiller à ce que les repas scolaires soient nutritifs, à les enrichir si nécessaire et à faire en sorte qu'ils soient servis au bon moment de la journée afin d'obtenir un impact maximum. Afin de réaliser ces objectifs, le PAM explore de nouveaux

moyens de fournir des assortiments alimentaires nutritifs, durables et approvisionnés autant que possible par le marché local. Les poudres de micronutriments constituent la principale opportunité d'amélioration de la qualité nutritive des aliments offerts aux enfants. Le PAM fournit actuellement ces poudres à des écoles en Afghanistan, au Ghana et à Madagascar, et projette de le faire également au Tchad, en Haïti, en Indonésie, au Kenya, au Mali et au Niger afin de toucher plus d'un million d'enfants d'âge scolaire en 2013.

Il existe une autre approche qui consiste à distribuer aux enfants des produits alimentaires très enrichis tels qu'un mélange de maïs et de soja, des biscuits à haute teneur énergétique et autres collations enrichies et, si possible, de faire appel à des entreprises locales privées pour enrichir et transformer ces produits alimentaires. Les données du PAM montrent qu'en 2011, 14,4 millions de filles et de garçons dans 27 pays – 51 pour cent des bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire du PAM – ont reçu des produits alimentaires très enrichis. Dans 13 de ces pays, 6,5 millions d'enfants ont reçu des produits alimentaires très enrichis achetés sur le marché local.

Des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine de l'enrichissement local des farines telles que la farine de maïs. De récentes avancées en matière d'enrichissement des aliments de base permettront également de fournir des micronutriments aux écoliers. Le riz enrichi est testé au Cambodge et en Égypte. Une étude menée au Cambodge a montré que deux types de riz enrichi (PATH Ultrarice et DSM Nutririce) étaient acceptés par les enseignants, les parents et les écoliers dans quatre écoles primaires. La bio fortification permet d'augmenter la teneur nutritionnelle des aliments traditionnellement consommés par les écoliers, tels que les patates douces à chair orange riches en vitamines A qui sont testées au Mozambique et en Ouganda.

Dans toutes ces activités, le PAM collabore avec des partenaires et fait participer un large éventail de parties prenantes qui étudient actuellement les différents aspects des politiques et de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire.

5.5 Perspectives pour le PAM et ses partenaires

Depuis 2009, suite au changement de la perception globale de l'alimentation scolaire et de la nouvelle politique du PAM, une quantité impressionnante d'efforts ont été fournis aux niveaux mondial, régional et national pour que cette nouvelle vision devienne réalité. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Le chemin vers la transition et la pérennisation est encore long, et le PAM et ses partenaires ne sont qu'au début du processus. Les nouvelles priorités à moyen terme sont les suivantes.

1. Établir un mécanisme de coordination globale pour l'alimentation scolaire.

Il est clair que de nombreux partenaires internationaux sont impliqués dans l'alimentation scolaire, et les secteurs de la protection sociale, de l'éducation et de l'agriculture ont beaucoup investi dans ces programmes.

Toutefois, la coordination et les partenariats intersectoriels demeurent problématiques. La nature multisectorielle de l'alimentation scolaire a rendu possible la participation d'acteurs de différents secteurs. Mais cela signifie également qu'aucune structure évidente de coordination préexistante n'est en place comme c'est le cas avec les autres interventions qui relèvent clairement d'un secteur

spécifique. La mise en place d'un cadre de coordination efficace au niveau mondial devrait être une priorité pour s'assurer que les pays, en particulier ceux à faible revenu qui passent actuellement d'une aide extérieure à une appropriation nationale, bénéficient du soutien approprié au moment approprié.

- 2. Renforcer les réseaux régionaux existants.** La plupart des initiatives au niveau régional ont été dirigées par des pays plutôt que par des partenaires du développement, ce qui les a rendues particulièrement solides et efficaces. Appuyer les réseaux et les mécanismes de coordination qui existent déjà de manière à faciliter l'apprentissage et l'échange d'informations entre les pays et à faire transiter l'aide des partenaires du développement pourrait considérablement renforcer la coordination et la qualité de l'aide.

- 3. Continuer de soutenir les pays pendant leur transition vers la durabilité.** Pour que les programmes deviennent durables, il est indispensable au préalable que les secteurs de l'éducation et de l'agriculture travaillent ensemble pour les soutenir. Du côté de l'éducation, des efforts sont faits pour renforcer les partenariats qui favorisent la qualité de l'éducation et sont essentiels pour assurer un environnement d'apprentissage adéquat aux enfants. Le partenariat renouvelé du PAM avec l'UNICEF et l'UNESCO, intitulé «Nourrir les corps, nourrir les esprits», contribuera à renforcer la qualité du soutien du côté de l'éducation. Du côté de l'agriculture, la mise en place de plates-formes de collaboration le long de la chaîne d'approvisionnement s'est avérée payante dans plusieurs pays, même s'il reste beaucoup à faire pour que cela fonctionne, notamment trouver des moyens de tirer parti plus efficacement de l'appui du secteur privé. Tous ces efforts doivent reposer sur un solide programme de formation, soutenu par plusieurs institutions universitaires et organismes spécialisés. Il sera indispensable de mesurer l'impact des partenariats et de documenter ce qui fonctionne et dans quel contexte pour pouvoir créer des mécanismes de collaboration efficaces à l'avenir.

Tableau 8 **Estimations du PAM relatives à l'alimentation scolaire**

Programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM (données de 2011)

2010	2011	Détails
22,4 millions	25,9 millions	Nombre total d'élèves
49	48,2	Pourcentage de filles
62	61 ⁷¹	Nombre de pays bénéficiaires
442,2 millions USD	482,4 millions USD	Dépenses directes relatives aux programmes d'alimentation scolaire
2,1 millions	2 millions	Filles recevant des rations à emporter
0,8 millions	0,8 millions	Garçons recevant des rations à emporter
1,8 millions	1,9 millions ⁷²	Nombre d'enfants bénéficiaires en maternelle
10,3 millions	5,3 millions ⁷³	Enfants déparasités des écoles bénéficiaires

Statistiques régionales

Bureaux régionaux	Número de países	Élèves	% de filles	% Total
Asie	13	8 803 413	47	34
Moyen-Orient, Asie centrale et Europe de l'Est	9	1 447 925	50	6
Afrique de l'Ouest	16	3 129 695	47	12
Afrique australe	5	1 917 696	50	8
Afrique centrale et de l'Est	10	4 185 630	48	16
Amérique latine et Caraïbes	7	4 832 329	50	18
Soudan ⁷⁴	1	1 630 205	51	6
TOTAL	60	25 946 893	48	100%

Nombre d'enfants, quantités de nourriture et frais par catégorie du programme

Catégorie du projet	Projets		Enfants		Nourriture distribuée		Frais directs	
	Nombre	%	Nombre (en millions)	%	Volume (000 mt)	%	(millions USD)	%
Développement	45	50	10.7	41.1	234.8	49.2	193.5	40.1
Intervention prolongée de secours et de redressement	35	38.9	9.5	36.5	128.1	26.8	160.7	33.3
Urgences	10	11.1	5.7	22.1	114.2	24	128.1	26.6
TOTAL	90	100	25.9	100	477.1	100	482.4	100

⁷¹ Le bureau national du Bénin n'a pas mis en oeuvre de programme d'alimentation scolaire par manque de ressources. En 2010, le programme du Cap-Vert est passé sous le contrôle du gouvernement.

⁷² Probablement sous-estimé car tous les pays ne séparent pas systématiquement le nombre d'élèves de maternelle de celui du nombre d'élèves du primaire.

⁷³ Probablement sous-estimé car tous les pays n'indiquent pas systématiquement les chiffres relatifs au déparasitage.

⁷⁴ Les estimations relatives au Soudan incluent le Soudan et le Sud Soudan avant l'indépendance de ce dernier.

Conclusions



Cette publication est un état des lieux de ce que nous savons sur l'alimentation scolaire. Elle s'appuie sur l'analyse du rapport « Repenser l'alimentation scolaire » publiée par la Banque mondiale et le PAM en 2009. Au moment de la publication de ce rapport, beaucoup d'informations manquaient sur la couverture globale, l'investissement total, les coûts et l'importance globale de l'alimentation scolaire. Au cours des trois dernières années, le PAM et ses partenaires ont travaillé à enrichir la base de connaissances grâce à une enquête mondiale sur l'alimentation scolaire, à une série d'études de cas et à la rédaction de documents de travail techniques. Ces données nous ont permis d'aller plus en profondeur, de combler certaines des lacunes qui avaient été constatées et de définir de nouvelles questions à étudier, présentées ci-après.

La conclusion générale du présent rapport est que les programmes d'alimentation scolaire sont une activité économique importante. Le montant global des investissements dans ces programmes se situe entre 47 et 75 milliards USD par an, avec plus de 368 millions d'enfants recevant des repas chaque jour et quasiment tous les pays s'efforçant de mettre en place ces programmes. Ces programmes ont de nombreux objectifs, mais ils servent plus particulièrement de filets de protection sociale et favorisent l'amélioration de l'éducation et de la nutrition. Depuis la crise financière de 2008, la couverture de ces programmes et l'intérêt qu'ils suscitent ont augmenté aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Les analyses publiées dans le présent rapport montrent que ces programmes ont des effets bénéfiques tangibles, et que les gains potentiels en efficacité sont importants dans tous les pays, mais plus particulièrement dans les pays les plus pauvres. Il est nécessaire que les pays et la communauté du développement travaillent ensemble pour que les programmes existants et nouveaux soient efficaces et rationnels. Cette analyse montre clairement que le moment est venu d'accorder aux programmes d'alimentation scolaire l'attention dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

Les principales conclusions et le programme de recherche en cours d'élaboration sont les suivants.

Principales conclusions

Place de l'alimentation scolaire

- Au moins 368 millions d'élèves des établissements préscolaires, primaires et secondaires bénéficient de l'alimentation scolaire dans le monde, sur la base d'un échantillon de 169 pays.
- Sur la base des informations disponibles sur le nombre d'enfants recevant des repas à l'école et du coût par tête de l'alimentation scolaire, l'investissement mondial annuel peut être estimé entre 47 et 75 milliards USD, provenant essentiellement des fonds publics.
- Les pays dans lesquels la couverture des programmes d'alimentation scolaire est la moins adéquate sont ceux qui ont le plus de besoins. Les estimations actuelles indiquent que si presque 50 pour cent des écoliers reçoivent des repas gratuits dans les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre ne dépasse pas 18 pour cent dans les pays à faible revenu. Dans les pays à revenu

élevé, quasiment tous les enfants bénéficient de l'alimentation scolaire, à des coûts différents en fonction du niveau de revenus de leur famille – certains enfants paient pour les repas qu'ils reçoivent, tandis que d'autres reçoivent des repas subventionnés ou gratuits.

- À l'échelle mondiale, l'aide extérieure au développement contribue peu au financement global de l'alimentation scolaire et représente moins de 2 pour cent du total de ce financement. Toutefois, alors que dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire les programmes sont presque exclusivement financés par les recettes internes (taxes et autres sources), dans les pays à faible revenu ils dépendent de l'aide des donateurs. Dans ces derniers, les sources de financement externes couvrent environ 83 pour cent des besoins des programmes. Par conséquent, l'aide des donateurs aux pays à faible revenu permet aux enfants de ces pays d'avoir accès à des programmes qui sont disponibles presque partout ailleurs.
- Les chiffres présentés dans ce rapport sont les premières estimations mondiales sur l'alimentation scolaire et il reste beaucoup à faire pour améliorer la fiabilité des données. Dans les pays à revenu élevé, la disponibilité des informations sur l'alimentation scolaire est limitée et très souvent, les données sont moins détaillées que les données comparables disponibles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Nous devons poursuivre nos efforts au niveau mondial pour obtenir de meilleures informations chaque année. La base de connaissances doit être enrichie pour aider les pays à concevoir et mettre en oeuvre des programmes plus durables, appropriés et efficaces.

Différences par niveau de revenus des pays

- Les différences marquées entre les programmes des pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire et à faible revenu indiquent que le niveau de revenus d'un pays est associé à la fois à l'importance et à la qualité des programmes, et à leur niveau de regroupement au sein d'une seule politique nationale.
- Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure, les programmes sont généralement plus établis, ce qui signifie qu'ils ont des cadres réglementaires globaux et sont plus institutionnalisés. En revanche, dans les pays à faible revenu, les programmes sont moins regroupés dans les cadres d'orientation nationaux. Sur un échantillon de 94 pays, la plupart (86 pour cent) des pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure avaient soit une politique, soit un document juridique qui réglementait le programme national d'alimentation scolaire. Par contre, la plupart des pays à faible revenu (52 pour cent) n'avaient ni politique, ni cadre juridique. Une part importante des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu (respectivement 16 pour cent et 18 pour cent) ont indiqué qu'une politique était en cours d'élaboration.
- Malgré ces faiblesses, les programmes d'alimentation scolaire font de plus en plus l'objet d'un soutien politique et d'une demande d'orientations fondées sur des données concrètes. Le besoin de connaissances est indiqué par la demande d'analyses de grande qualité, la participation des États aux forums internationaux et le degré de priorité accordé à l'alimentation scolaire par les gouvernements, en particulier ceux des pays à faible revenu. Malgré les contraintes financières auxquelles ils sont confrontés, au moins huit pays à faible revenu ont lancé des programmes nationaux d'alimentation scolaire depuis 2000. Cela montre clairement que les pays non seulement renforcent les programmes existants, mais améliorent leur qualité et leur efficacité.

- Les informations disponibles confirment que nous assistons bien à une transition et que les programmes deviennent plus durables, efficaces et globaux à mesure que les niveaux de revenus des pays augmentent. Les données semblent indiquer qu'il existe un seuil de revenus au-delà duquel les pays parviennent mieux à financer et gérer les programmes d'alimentation scolaire. Par conséquent, il est vraiment nécessaire que les donateurs et les partenaires appuient les pays à faible revenu pour la conception et la mise en œuvre de programmes plus rationnels, efficaces et durables.

Importance de l'alimentation scolaire

- Les pays peuvent décider de développer des programmes d'alimentation scolaire pour deux raisons principales : (1) répondre aux besoins sociaux et fournir un filet de protection sociale pendant les crises (2) favoriser le développement de l'enfant grâce à l'amélioration de l'apprentissage et au renforcement de la nutrition.
- À court terme, ce filet de protection sociale fournit une aide directe aux pauvres en permettant un transfert de revenus aux familles. Dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire, l'alimentation scolaire est souvent intégrée dans les systèmes plus larges de protection sociale. La difficulté dans les pays à faible revenu c'est comment assurer une institutionnalisation, une durabilité et une efficacité similaires de ces programmes, compte tenu des ressources et des capacités limitées.
- L'alimentation scolaire aide les familles à assurer l'éducation de leurs enfants, en particulier les filles qui sont souvent exclues de manière différentielle de l'éducation. Ces programmes favorisent donc le développement du capital humain à long terme et aident à rompre les cycles intergénérationnels de la pauvreté et de la faim. L'alimentation scolaire contribue à améliorer l'aptitude à l'apprentissage des enfants et leur capacité à participer à leur propre parcours éducatif, et ses effets bénéfiques sont particulièrement importants pour les filles.
- L'alimentation scolaire ne peut être efficace que si les autres principaux éléments qui sont des conditions préalables à l'apprentissage, tels que les enseignants, les manuels, les programmes scolaires et un environnement propice à l'apprentissage, sont également en place. Il est nécessaire de s'assurer au préalable que ces conditions sont remplies. De plus, il convient d'éviter d'utiliser les enseignants ou le personnel éducatif pour la préparation des repas, car cela met tout simplement à rude épreuve le système que l'on cherche à améliorer.
- La situation nutritionnelle des enfants en âge scolaire a un impact sur leur développement physique, leur santé, leurs capacités d'apprentissage et cognitives, et par conséquent sur leur fréquentation et leurs acquis scolaires. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être conçus pour aider à résoudre les problèmes liés à la nutrition.
- Il existe un troisième aspect important pour lequel nous n'avons encore que des données empiriques limitées : les effets bénéfiques potentiels pour l'économie locale et la communauté de l'achat des produits alimentaires aussi près que possible des écoles. Le fait de lier les programmes au secteur agricole peut avoir des avantages économiques directs et profiter à toute la communauté, ainsi qu'aux enfants. Cela peut également améliorer la durabilité des programmes et créer des marchés prévisibles et structurés pour les produits locaux. Cette approche a été identifiée comme l'un des éléments essentiels de la transition vers des programmes durables.

- Il existe plusieurs problèmes que le secteur public doit résoudre concernant la gestion et la mise en oeuvre de l'alimentation scolaire, à savoir le renforcement des capacités institutionnelles, le maintien de la surveillance et la définition de niveaux nutritionnels, la responsabilisation et le respect de la transparence dans l'utilisation des fonds publics, et la coordination des actions avec d'autres secteurs.
- Nourrir les enfants à l'école est beaucoup plus efficace que nourrir simplement les enfants. Cependant, même si les effets bénéfiques potentiels sont multiples, ils dépendent des caractéristiques de la conception d'un programme, et un programme ne peut pas à lui seul avoir toutes les vertus. Par conséquent, il est important de déterminer les objectifs spécifiques d'un programme et de s'assurer que sa conception (en termes de modalités choisies, de type d'aliments donnés aux enfants et de critères de ciblage) correspond à ces objectifs.

Coûts de l'alimentation scolaire

- Globalement, les pays sont remarquablement cohérents dans leurs investissements relatifs en matière d'alimentation scolaire. Bien qu'il existe des variations importantes d'un pays à l'autre concernant les coûts de l'alimentation scolaire, qui vont de moins de 20 USD à plus de 1 500 USD par enfant par an, on constate une cohérence lorsqu'ils sont comparés avec d'autres investissements publics pour cette classe d'âge. Dans le présent rapport, les coûts de l'alimentation scolaire par enfant sont exprimés en tant que proportion du montant que les pays choisissent d'investir dans l'éducation de ces mêmes enfants. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, mais également dans un grand nombre de pays à faible revenu, cette proportion se situe entre 15 et 20 pour cent.
- Les coûts de l'alimentation scolaire ont tendance à représenter une part beaucoup moins importante des coûts de l'éducation lorsque les niveaux de revenu augmentent. Ces analyses indiquent que cela s'explique en grande partie parce que l'investissement par enfant dans l'enseignement primaire augmente lorsque le PIB croît, alors que l'investissement dans l'alimentation reste assez stable. Autrement dit, à mesure qu'un pays se développe, il augmente son budget et ses dépenses d'éducation, ce qui rend le coût de l'alimentation scolaire comparativement plus bas, ou plus abordable.
- Les pays à faible revenu se caractérisent par un très large éventail de coûts ; dans certains pays, les coûts de l'alimentation scolaire par enfant sont supérieurs aux coûts d'éducation par enfant. Cela signifie que ce sont probablement les pays dans lesquels les coûts sont actuellement les plus élevés qui présentent le plus de possibilités de maîtrise des coûts.
- Une initiative du PAM et du BCG visant à calculer la rentabilité de l'alimentation scolaire en utilisant la modélisation économique montre que l'amélioration potentielle de la santé, de l'éducation et de la productivité des enfants grâce à l'alimentation scolaire compense largement son coût. Sur un échantillon de neuf pays, le ratio coûts/avantages calculé se situe entre 1:3 et 1:8. Ainsi, pour chaque dollar qu'un gouvernement dépense pour l'alimentation scolaire, il peut potentiellement recevoir en retour trois dollars sous la forme de divers retours économiques.
- Alors que les données probantes qui démontrent les effets bénéfiques des programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus nombreuses, obtenir des informations sur les coûts de ces programmes reste difficile. L'un des sujets importants que les futures études devront approfondir sera la détermination des éléments de coûts des différents modèles d'alimentation scolaire. Autre sujet tout aussi important qui devra être étudié : comment les pays peuvent effectuer une transition vers des modèles plus économiques.

Rôle des partenaires du développement dans l'alimentation scolaire

- Ces dernières années, les partenaires ont augmenté leur niveau de participation et d'investissement dans les activités d'alimentation scolaire. Cela peut s'expliquer par le fait qu'ils répondent à la demande d'aide accrue des pays, mais également parce qu'ils ont pris en compte le rôle que l'alimentation scolaire peut jouer pour améliorer la protection sociale et atteindre les objectifs de développement de l'enfant. Malgré ces avancées positives, il n'existe pas de véritable mécanisme de coordination global permettant de regrouper tous les acteurs et pays concernés afin de diffuser les connaissances, de coordonner les actions et de faciliter l'apprentissage. Par conséquent, la formalisation de la coordination entre partenaires semble être une priorité, en particulier au niveau mondial.
- Pour que les programmes deviennent durables, il est indispensable au préalable que les secteurs de l'éducation et de l'agriculture travaillent ensemble pour les soutenir. Du côté de l'éducation, des efforts sont faits pour renforcer les partenariats qui favorisent la qualité de l'éducation et sont essentiels pour assurer un environnement d'apprentissage adéquat aux enfants. Le partenariat renouvelé du PAM avec l'UNICEF et l'UNESCO, intitulé « Nourrir les corps, nourrir les esprits », contribuera à renforcer la qualité du soutien du côté de l'éducation. Du côté de l'agriculture, la mise en place de plates-formes de collaboration le long de la chaîne d'approvisionnement s'est avérée payante dans plusieurs pays, même s'il reste beaucoup à faire, notamment trouver des moyens de tirer parti plus efficacement de l'appui du secteur privé. Tous ces efforts doivent reposer sur un solide programme de formation, soutenu par plusieurs institutions universitaires et organismes spécialisés. Il sera indispensable de mesurer l'impact des partenariats et de documenter ce qui fonctionne et dans quel contexte pour pouvoir créer des mécanismes de collaboration efficaces à l'avenir.

Programme de recherche

Les principaux sujets d'étude que nous avons identifiés pendant la préparation du présent rapport sont les suivants :

Une base de données sur les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé pour compléter les informations déjà disponibles pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus particulièrement les données sur l'importance, la couverture et le fonctionnement des programmes. Les informations disponibles sur l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé sont clairement insuffisantes. Elles ne sont pas assez précises, raison pour laquelle nous avons dû estimer les nombres de bénéficiaires et l'investissement total. Des efforts doivent être faits pour collecter systématiquement ces informations de manière centralisée – généralement elles existent au niveau des états ou des districts, mais ne sont pas regroupées au niveau central – afin d'enrichir la base de connaissances mondiale pour l'alimentation scolaire.

Une analyse de l'efficacité du ciblage des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu. Les informations disponibles à cette date indiquent que la couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu est limitée (18 pour cent), et que pour la plupart ces programmes ciblent des zones géographiques. Nous ne connaissons pas le degré d'efficacité de ces programmes en termes de nombre de pauvres bénéficiaires. Des analyses telles que celle qui a été effectuée au Ghana aideraient beaucoup à améliorer la qualité et l'efficacité des programmes.

Une analyse des facteurs de coût des programmes d'alimentation scolaire. Les données sur les coûts par tête de l'alimentation scolaire sont beaucoup plus fiables qu'il y a cinq ans, et aujourd'hui nous disposons de données de référence. Cependant, nous devons étudier les éléments de coûts des programmes. En d'autres termes, nous devons essayer de comprendre pourquoi les coûts peuvent être bas dans un pays et très élevés dans un autre, et donner des conseils aux pays sur la manière d'estimer les coûts le long de la chaîne d'approvisionnement et d'optimiser les activités.

Des évaluations d'impact par pays des différents types de programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le nombre d'évaluations de l'impact de l'alimentation scolaire dans l'ensemble des catégories de revenus est étonnamment faible, ce qui est regrettable parce qu'elles pourraient permettre d'améliorer l'efficacité des programmes. À l'avenir, il sera absolument nécessaire de renforcer les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation.

Des études qui évaluent l'impact des achats de produits alimentaires auprès des petits agriculteurs par les programmes d'alimentation scolaire. Nous devons tirer les enseignements des programmes qui sont conçus pour s'approvisionner auprès des petits agriculteurs (par exemple au Brésil et l'expérience P4P du PAM). Ces études doivent également s'attacher à mieux comprendre comment créer une chaîne d'approvisionnement dans différents pays, et notamment les inconvénients et les risques potentiels.

Des études sur la manière dont les pays à revenu élevé ciblent leurs programmes, ainsi que sur la faisabilité de l'introduction de mécanismes de ciblage individuel et de réallocation des dépenses dans les pays à revenu intermédiaire et faible. Les pays à revenu élevé ont introduit des systèmes de réallocation des dépenses dans leurs programmes, ce qui signifie que les enfants qui paient pour leurs repas couvrent indirectement les dépenses engagées pour les enfants des familles vulnérables qui ne peuvent pas payer. Nous devons étudier la manière dont les pays à revenu intermédiaire et faible peuvent affiner leurs méthodologies de ciblage en introduisant éventuellement des mécanismes de réallocation des dépenses.

Directives sur les normes de qualité alimentaire et la sécurité sanitaire. La manière dont les pays abordent la question des normes de qualité alimentaire et des conseils nutritionnels doit être étudiée, et des recommandations sur ces questions doivent être formulées pour les pays qui souhaitent renforcer cet aspect de leurs programmes.

Une analyse sur la manière dont les pays sont passés d'une aide extérieure à une appropriation nationale du financement et de la gestion des programmes. Malgré les travaux récents documentant le passage d'une aide extérieure à des programmes gérés par les pays, en partie présentés dans le présent rapport, nous manquons encore d'informations sur la manière dont les pays ont réussi à financer ces programmes et sur les aspects de la transition financière.

Dans le cadre des efforts continus pour diffuser des connaissances pratiques sur l'alimentation scolaire, deux analyses supplémentaires seront publiées par le PAM, la Banque mondiale et le PCD en 2013. La première est une compilation d'études de cas sur plusieurs pays, qui donnera des informations sur l'expérience pratique de mise en oeuvre de l'alimentation scolaire. La deuxième est une compilation des enseignements tirés des pays qui sont passés à des programmes contrôlés par l'État. Dans les années à venir, le PCD entreprendra au moins trois évaluations d'impact afin d'enrichir encore la base de données, et plusieurs documents de travail techniques seront rédigés pour continuer à étoffer la base de connaissances.



Références

- Adelman, S., Gilligan, D. & Lehrer, K. 2008. How effective are food for education programmes? A critical assessment of the evidence from developing countries. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
- Aigbedion, A., Chamarow, P., Duggan, R. & Fujiwara, K. 2012. Osun state home-grown school feeding programme: Improving sustainability through increased local farmer participation. London, Partnership for Child Development.
- Alderman, H. & Bundy, D. 2012. School feeding programmes and development: Are we framing the question correctly? *World Bank Research Observer*, 27(2): 204-221.
- Alderman, H. and Yemtsov, R. 2012. Productive role of safety nets. Background paper for the World Bank 2012-2022 Social Protection and Labour Strategy. Social Protection and Labour Discussion Paper No. 1203.
- Ambrosio, M., Mizener, J. & Delgado, C. 2012. From emergency response to high food prices to long-run strategic support to rural livelihoods in poor countries subject to protracted crises: Insights from selected World Bank projects, ARD rural policy team, CFS high-level expert forum on addressing food insecurity in protracted crises and food security. http://typo3.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Protracted_Crises_World_Bank_Paper.pdf
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. & Drake, L. 2009. Rethinking school feeding: Social safety nets, child development and the education sector. *Directions in Development*. Human Development. Washington, DC, World Bank.
- Bundy, D., Drake, L. & Burbano, C. 2012. School food, politics and child health. *Public Health Nutrition* [Epub ahead of print].
- China Development Research Foundation. 2009. *Eliminating poverty through development in China*. Routledge Studies on the Chinese Economy, Num 30; Series Editor Peter Nolan; Oxford and New York, Taylor and Francis. 250 pp.
- Coady, D., Grosh, M. & Hoddinott, J. 2004. Targeting of transfers in developing countries. *Review of Lessons and Experiences*. Washington DC, World Bank.
- Combating Exploitative Child Labour through Education Project (CCLP), Egypt Country Office Briefing, 2012.
- De Onis, M., Onyango, A.W., Borghi, E., Siyam, A., Nishida, C. & Siekmann, J. 2007. Development of a WHO growth reference for school-aged children and adolescents. *Bulletin of the World Health Organization*, 85:660-7.

Djibouti Education Sector Work Plan 2011 – 2016, Ministry of Education and Training.

FAO & WHO. 2006. Guidelines on Food Fortification with Micronutrients. Geneva, WHO.
Frankenberger, T., Spangler, T., Nelson, S. & Langworthy, M. 2012. Enhancing resilience to food insecurity amid protracted crises, TANGO International Inc., CFS high-level expert forum on food insecurity in protracted crises, Rome.
http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Enhancing_Resilience_FoodInsecurity-TANGO.pdf

Gelli, A., Al-Shaiba, N. & Espejo, F. 2009. The costs and cost-efficiency of providing food through schools in areas of high food insecurity. 30(1): 68-76.

Gelli, A., Cavallero, A., Minervini, L., Mirabile, M., Molinas, L. & Regnault de la Mothe, M. New benchmarks for costs and cost-efficiency for food provision in schools in food insecure areas. Food and Nutrition Bulletin 32(4): 324-32.

Gelli, A. & Daryanani, R (forthcoming). Are school feeding programmes in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared to investments in primary education. Food and Nutrition Bulletin.

Gordon, A., Ross, D. & Lister, S. 2011. WFP's school feeding policy: A policy evaluation. Annex I Vol 1: Synthesis of school feeding evaluations. Rome, World Food Programme.

Government of Mexico & WFP. 2012. Sistema nacional para el desarrollo integral de la familia (DIF), Estudio de Caso: Programa Desayunos Escolares de Mexico.

Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. & Ouerghi, A. 2008. For protection and promotion: The design and implementation of effective safety nets. Washington, DC, World Bank.

Harper, C., Wood, L. & Mitchell, C. 2008. The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.

Hines, D. (2013). The road to handover, 50 years of school feeding collaboration: Ecuador and WFP.

Jukes M., Drake L., Bundy D. 2008. School health, nutrition and education for all: Levelling the playing field. Washington DC, World Bank.

Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis, Kenya Medical Research Institute, Njaa Marufuku Kenya & PCD (under final government review). The case study of Njaa Marufuku Kenya. London, PCD.

Kristjansson, B., Petticrew, M., MacDonald, B., Krusevec, J., Janzen, L., Greenhalgh, T., Wells, G.A., MacGowan, J., Farmer, A.P., Shea, B., Mayhew, A. & Tugwell, P. 2009. School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged students. *Cochrane Database of Systematic Reviews*; 1(CD004676):1-138.

Levine, S. 2012. Livelihoods in protracted crises. High-Level Expert Forum on Food Insecurity in Protracted Crises. Rome, FAO.
http://typo3.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Livelihoods-Protractedcrises-Levine.pdf

Lindert, K., Skoufias, E. and Shapiro, J. 2006. How effectively do public transfers redistribute income in LAC? In *Redistributing income to the poor and to the rich: Public transfers in Latin America and the Caribbean*, Washington DC, World Bank.

Miguel E. & Kremer, M. 2004. Worms: Identifying impacts on education and health in the presence of treatment externalities. *Econometrica* 71(1): 159-217.

Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur de Djibouti. 2010. Schéma Directeur 2010-2019 & CAP sur la qualité.

Mirabile, M. 2012. Cape Verde: The transition to a national school feeding programme. Case study commissioned by the Government of Cape Verde, United Nations Joint Programme in Cape Verde and World Food Programme.

Morgan, K. and Sonnino, R. 2008. *The school food revolution – public food and the challenge of sustainable development*. London, Earthscan.

MS Swaminathan Research Foundation. 2011. *The school feeding programme in India: A case study*. London, Partnership for Child Development.

Onphanhdala P. & Suruga T. 2007. Education and earnings in Lao PDR: Further results. Graduate School of International Cooperation Studies Working Paper Series 16. Kobe, Japan, Kobe University.

Oji, M. Promoting dietary education through school lunch programmes in Japanese schools, Director of School Health Education Division, Workshop on School Feeding System in APEC Economies, 28-29 June 2012.

Partnership for Child Development. 2013. Home-grown school feeding in Kenya: A country profile case study. London, Partnership for Child Development.

Psacharopoulos, G. & Patrinos, H. 2012. Returns to investment in education: A further update. World Bank Policy Research Working Paper 2881. Washington DC, World Bank.

Santos, L.M., Santos S.M., Santana L.A., Henrique F.C., Mazza R.P., Santos L.A., Santos L.S. 2007. Evaluation of food security and anti-hunger public policies in Brazil, 1995-2002, Rio de Janeiro, Cad.SaúdePública.

Singh, S. 2012. School feeding programmes: A review of policy and legal frameworks. Paper commissioned by the Partnership for Child Development and the World Food Programme.

Suraya, I., Borja, C., Jarvis, E. and Demas, A. 2012. Guyana's hinterland community-based school feeding programme 2007-2009: Impact evaluation. World Bank.

WHO. 2005. The evidence is in: Deworming helps meet the Millennium Development Goals. http://whqlibdoc.who.int/hq/2005/WHO_CDS_CPE_PVC_2005.12.pdf

World Bank. 2011. Resilience, equity and opportunity, World Bank 2012-2022 Social Protection and Labour Strategy. Washington, DC, World Bank.

World Bank. 2012. Managing risk, promoting growth: Developing systems for social protection in Africa. The World Bank's Africa Social Protection Strategy 2012-2022. Washington DC: World Bank.

World Bank. 2012. The World Bank 2012-2022 Social Protection and Labour Strategy Report.

World Food Programme. Global School Feeding Report 2006.

World Food Programme. Strategic Plan 2008-2013.

World Food Programme. 2012. Cape Verde: The transition to a national school feeding programme. Case study commissioned by the Government of Cape Verde, United Nations Joint Programme in Cape Verde and World Food Programme.

World Food Programme. Global School Feeding Survey 2012.

World Food Programme. 2012. P4P Purchase for Progress – A Primer.

World Food Programme. Update of WFP's Safety Nets Policy, The role of food assistance in social protection (WFP/EB.A/2012/5-A).

World Food Programme & Partnership for Child Development. (forthcoming). Joint position paper: School feeding and nutrition.

Annexe I

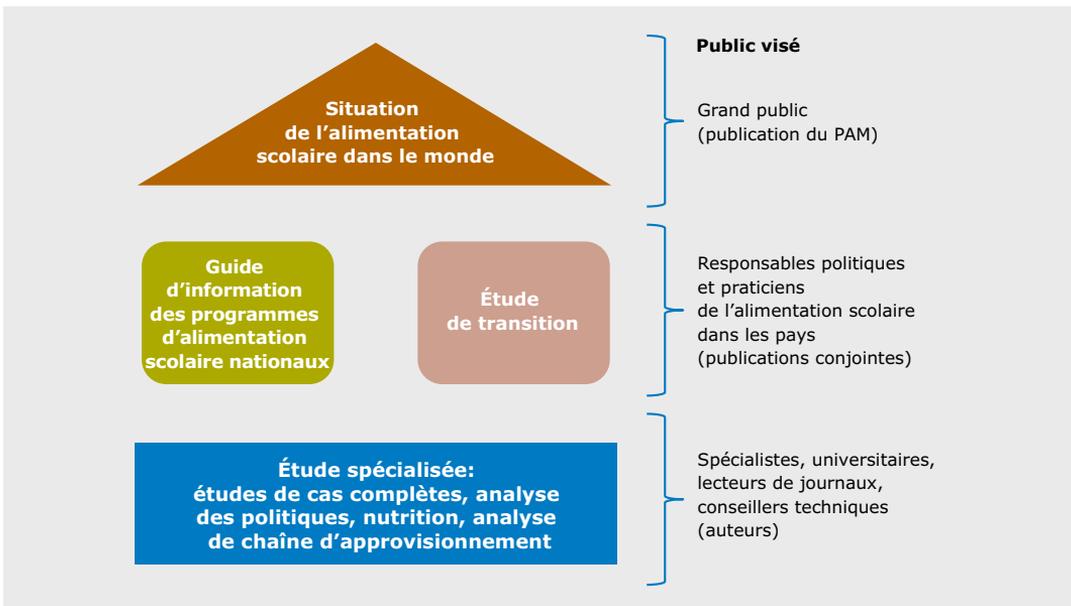
Publications du Programme alimentaire mondial, de la Banque mondiale et du Partnership for Child Development.

En s'appuyant sur l'analyse conjointe « Repenser l'alimentation scolaire », le PAM, la Banque mondiale et le PCD se sont réunis en 2009 pour mettre en commun leur expertise et tirer parti de leurs avantages comparatifs pour enrichir la base de données factuelles pour des programmes nationaux d'alimentation scolaire durables.

Grâce à cette solide plate-forme, ce partenariat travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et des partenaires intervenant dans divers secteurs pour soutenir les travaux des responsables des politiques d'alimentation scolaire et des programmeurs.

Principales publications du partenariat

L'une des principales priorités du partenariat est de s'assurer que les gouvernements disposent des informations qui les aideront dans leurs prises de décisions. Dans cette optique, les partenaires ont collaboré à l'élaboration de plusieurs ressources à paraître en 2013, la première étant la publication actuelle : Situation de l'alimentation scolaire dans le monde. Cette publication fait l'état des lieux des connaissances en matière d'alimentation scolaire à travers le monde, en soulignant les lacunes des recherches et les difficultés rencontrées. Comme le montre la figure ci-après, la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde est complétée par deux publications spécialisées, The School Feeding Sourcebook et The Transition Study qui seront publiées en 2013.



Ces trois publications sont étayées par une étude spécialisée et des outils d'aide à l'élaboration des programmes, présentés à la section Ressources du Partenariat.

The School Feeding Sourcebook

Ce guide d'information, qui paraîtra en 2013, comprend des études de cas de programmes nationaux d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et est destiné aux responsables politiques et aux praticiens. Il a été élaboré en réponse aux pays à revenu faible et intermédiaire qui avaient besoin de plus d'informations sur la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans les autres pays. Le guide d'information se concentre sur l'étude de cas des programmes d'alimentation scolaire de 12 pays (Brésil, Botswana, Cap-Vert, Chili, Côte d'Ivoire, Équateur, Kenya, Inde, Mexique, Namibie, Nigeria et Afrique du Sud) grâce auxquels des repas sont distribués à environ 178 millions d'enfants chaque jour. Ce document analysera les inconvénients d'autres modèles d'alimentation scolaire, ainsi que les enseignements tirés spécifiques et les exemples de bonnes pratiques.

The Transition Study

Cette étude qui paraîtra également en 2013 examine le processus de transition permettant à un pays de passer d'un programme recevant une aide extérieure à un programme géré par le gouvernement. Elle analyse en profondeur ce processus de transition en s'appuyant sur 6 études de cas (Botswana, Cap-Vert, République dominicaine, Équateur, Salvador et Namibie). Elle complète les observations du chapitre sur la viabilité du document Repenser l'alimentation scolaire.

Ces publications se basent également sur une série de documents de travail.

Ressources sélectionnées par le partenariat

Ci-après sont présentées certaines des principales ressources résultant du partenariat en cours.

Publications sélectionnées

- Bundy, D.A.P., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M.C.H. & Drake, L.J. 2009. Repenser l'alimentation scolaire : filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Directions in Development: Human Development. Édition russe (2010), éditions arabe/chinoise/française/portugaise/espagnole (2011). Washington DC, Banque mondiale et PAM.
- Alderman, H. & Bundy, D.A.P. 2011. School feeding programmes and development : Are we framing the question correctly ? World Bank Research Observer, 27(2) : 204–221.
- Bundy, D.A.P., Burbano, C., Gelli, A., Risley, C. & Neeser, K.L. 2011. On the transition to sustainability : An analysis of the costs of school feeding compared with the costs of primary education. Food and Nutrition Bulletin, 32 (3) : 201–205.

- Bundy, D.A.P., Drake, L.J. & Burbano, C. 2012. School food, politics and child health. *Public Health Nutrition*, 1: 1-8.
- Galloway, R., Kristjansson, E., Gelli, A., Meir, U., Espejo, F. & Bundy, D.A.P. 2009. School feeding ; cost and cost outcomes. *Food and Nutrition Bulletin*, 30 (2) : 171 – 182.
- Gelli, A. & Espejo, F. 2012. School feeding, moving from practice to policy : Reflections on building sustainable monitoring and evaluation systems. *Public Health Nutrition*, First View Article: 1–5.
- Gelli, A., Cavallero, A., Minervini, L., Mirabile, M., Molinas, L. & Regnault de la Mothe, M. 2011. New benchmarks for costs and cost-efficiency of school-based feeding programs in food-insecure areas. *Food and Nutrition Bulletin*, 32 (4) : 324–332.
- Masset, E. & Gelli, A. 2012. (sous presse) Improving community development by linking agriculture, nutrition and education : Design of a randomised trial of « home-grown » school feeding in Mali. Accepted. *Trials*.

Outils d'aide à l'élaboration des programmes

Le partenariat a élaboré une série d'outils et de guides de planification pour appuyer la conception et la mise en œuvre de programmes nationaux d'alimentation scolaire qui soient durables. Ils sont décrits ci-après.

Outil	Description	Lien
Boîte à outils de suivi et évaluation de l'alimentation scolaire	Cette boîte à outils de S&E est destinée aux responsables publics des programmes, aux administrateurs, aux écoles et aux autres parties prenantes. Élaborée en réponse à un besoin de nouveaux outils d'orientation technique et de gestion des connaissances pour la conception des programmes, elle comprend quatre éléments principaux : un dictionnaire de données, des exemplaires de formulaires de collecte de données et des outils d'enquête, des outils de S&E des systèmes et les directives relatives au S&E.	http://bit.ly/14HISjT
Planificateur de menus pour l'alimentation scolaire	Le planificateur de menus pour l'alimentation scolaire est une application Internet conçue pour gérer le processus de planification des menus.	http://rationplanner.hgsfglobal.org

School Feeding Investment Case	Élaboré conjointement avec BCG, le modèle d'étude d'investissement évalue les coûts et les bénéfices des programmes d'alimentation scolaire. Ce modèle produit un ratio avantages-coûts qui peut être utilisé pour illustrer le fait que l'alimentation scolaire peut être un investissement avec des retombées quantifiables tout au long de la durée de vie d'un bénéficiaire.	http://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp255155.pdf
Systems Approach for Better Education Results (SABER)	Le cadre SABER permet de faire un état des lieux de la politique relative à l'alimentation scolaire d'un pays. Cette approche développée par la Banque mondiale conjointement avec le PAM et d'autres partenaires fait partie d'un exercice plus important d'évaluation de la Banque mondiale en matière d'éducation. En donnant un aperçu de l'alimentation scolaire dans un pays, basé sur les cinq normes de qualité et de durabilité, cette approche peut servir de base de suivi des progrès en matière de renforcement des capacités.	http://worldbank.org/education/saber
Établissement d'un consensus : note d'orientation sur les ateliers réunissant les parties prenantes sur le thème de l'alimentation scolaire	Un atelier de parties prenantes rassemble les autorités publiques et les partenaires pour l'élaboration d'une compréhension commune de l'alimentation scolaire, la définition d'une vision nationale et l'adoption d'une feuille de route claire pour la concrétisation de cette vision. Les instructions pratiques pour la planification et l'organisation d'un atelier de parties prenantes sont fournies dans ce manuel.	http://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp255153.pdf
Note d'orientation pour l'élaboration d'une stratégie nationale de pérennisation	Une stratégie de pérennisation présente la manière dont le gouvernement peut renforcer son programme national d'alimentation scolaire en collaboration avec des partenaires. Cette stratégie comprend une analyse de la situation de l'alimentation scolaire et des besoins en matière de renforcement des capacités. Elle établit également une feuille de route comprenant les étapes importantes, les objectifs, les délais et les responsabilités en matière de renforcement des capacités nationales dans le cadre de l'alimentation scolaire. Cette note oriente le processus d'élaboration d'une stratégie de pérennisation.	http://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp255149.pdf
Évaluation des coûts des programmes nationaux	Cet outil fournit une méthode d'évaluation et d'analyse des coûts des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Il comprend également des instructions pour l'élaboration de scénarios de coûts pouvant étayer la prise de décisions gouvernementales en présentant les implications des différentes options de conception et de renforcement.	http://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp255154.pdf

Études de cas dans le domaine de l'alimentation scolaire

Botswana

- PCD. 2011. Home-grown school feeding in Botswana : A country profile case study. Botswana Institute for Development Policy Analysis. Londres, PCD.
- Isler, A. 2012. Botswana : The transition to a national school feeding programme. Rome, PAM.

Brésil

- Sidaner, E., Balaban, D. et Burlandy, L. 2012. The Brazilian school feeding programme : An example of an integrated programme in support of food and nutrition security. Public Health Nutrition Journal, 6 : 1-6.

Cap-Vert

- PAM. 2012. Cap-Vert : The transition to a national school feeding programme. Case study commissioned by the Government of Cape Verde, United Nations Joint Programme in Cape Verde and WFP.

Chili

- Espinoza, M.A., Palma J.I. & Gelli, A. 2011. Case study on local development initiatives of the school catering programme in Chile. Londres, PCD.

Côte-d'Ivoire

- DNC, PAM & PCD. 2010. A case study of the HGSF programme in Côte-d'Ivoire. Londres, PCD.

République dominicaine

- PAM. 2012. A situation analysis of school feeding in Dominican Republic. Rome, PAM.

Équateur

- PAM. 2012. A study on the evolution of the school feeding in Ecuador. Rome, PAM.
- PAM. 2012. Situation analysis of the national school feeding programme in Ecuador. Rome, PAM.

El Salvador

- PAM. 2009. School feeding in El Salvador : Preliminary findings of a case study of transition. Rome, PAM.
- PAM. 2012. Salvador : Was the school feeding handover to the Government successful? Rome, PAM.

Ghana

- PCD. 2011. Ghana School Feeding Program : Re-tooling for a sustainable future. Ghana Institute of Management and Public Administration et Université de Californie à Berkeley, Haas School of Business. Londres, PCD.

Inde

- PCD. 2011. The school feeding programme in India : A case study. MS Swaminathan Research Foundation. Londres, PCD.

Kenya

- Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis, Kenya Medical Research Institute, Njaa Marufuku Kenya & PCD (soumis au gouvernement pour examen final). The case study of Njaa Marufuku Kenya. Londres, PCD.
- Partenariat pour le développement de l'enfant. 2013. Home-grown school feeding in Kenya : A country profile case study. Londres, Partenariat pour le développement de l'enfant.

Malawi

- Burbano, C., Neeser, K. & Bundy, D.A.P. 2009. Cost analysis of school feeding and school health options in Malawi. Londres, PCD.

Mali

- Diallo, A.S. 2012. Évolution de l'alimentation scolaire au Mali. Éditions française/anglaise Bamako, PCD.

Mexique

- Gouvernement du Mexique & PAM. 2012. Sistema nacional para el desarrollo integral de la familia (DIF). Estudio de Caso: Programa Desayunos Escolares de Mexico.

Namibie

- Ellis, J. 2012. The Namibian school feeding programme : A case study. Londres, PCD.
- Gouvernement de Namibie & PAM. 2012. The Namibian school feeding programme transition case study. Rome, PAM.

Nigeria

- Shaad, B., Jaisinghani, N. & Gelli, A. 2010. Nigeria's Osun State home-grown school feeding and health programme case study. Londres, PCD.
- Aigbedion, A., Chamorro, P., Duggan, R. & Fujiwara, K. 2012. Osun State home-grown school feeding programme: Improving sustainability through increased local farmer participation. Londres, PCD.

Afrique du Sud

- Rendall-Mkosi, K., Wenholds, F & Sibanda, N. B. 2012. Case study of the national school nutrition programme in South Africa. Londres, PCD.

Plans stratégiques gouvernementaux

Les politiques nationales et les plans nationaux d'alimentation scolaire suivants ont été développés grâce au soutien de notre partenariat:

- État d'Osun, Nigeria. 2012. Elementary school feeding and health programme transition strategy. Osogbo, gouvernelent de l'État d'Osun, Nigeria.
- République du Ghana. 2011. Home-grown school feeding technical assistance plan. Accra, gouvernement du Ghana
- République du Kenya. 2012. Home-grown school meals programme technical development plan. Nairobi, gouvernement du Kenya
- République du Mali. 2013. Stratégie nationale de suivi-évaluation- programme national d'alimentation scolaire. Bamako, gouvernement du Mali.

Ressources supplémentaires

La liste ci-dessus n'est qu'une sélection des ressources du partenariat dans le domaine de l'alimentation scolaire. Des ressources supplémentaires peuvent être téléchargées à partir des sites Web suivants:

- www.hgsf-global.org
- www.wfp.org/school-meals
- www.schoolsandhealth.org
- www.un.org/esa/socdev/povéasety/PovéasetyForum/Documents/The%20Essential%20Package.pdf
- www.freshschools.org/Documents/FRESHandEFA-English.pdf

Annexe II

Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays

Le tableau de cette annexe présente les informations sur les programmes d'alimentation scolaire par pays. C'est la première tentative systématique de compilation d'indicateurs clés depuis la publication de « Repenser l'alimentation scolaire ». Ces indicateurs sont définis ci-dessous, avec la mention de leurs sources. Des informations plus détaillées sont fournies dans les notes de bas de page. Les cellules vides indiquent que les informations ne nous ont pas été fournies au moment de la publication.

Des mesures ont été prises pour s'assurer que les informations présentées dans cette annexe sont aussi fiables que possible. Toutefois, il peut arriver que les informations relatives à un pays soient différentes de celles présentées. L'objectif du PAM et de ses partenaires est de poursuivre les efforts d'amélioration de la qualité et de la fiabilité des indicateurs des pays en matière d'alimentation scolaire. Pour toute question, veuillez nous contacter à l'adresse sf_team@wfp.org.

Niveau de revenus: tous les pays présentés dans ce rapport sont classés selon la définition de la Banque mondiale: pays à faible revenu (PFR), pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) ou pays à revenu élevé (PRE).

Responsables de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête: un programme d'alimentation scolaire peut être géré par le gouvernement, le PAM et/ou une autre organisation. Cet indicateur donne des informations sur le responsable et le bailleur de fonds du programme. Il n'a pas pour but de donner des informations sur les modalités spécifiques de la mise en œuvre du programme telles que l'organisation de la chaîne d'approvisionnement (programmes décentralisés contre programmes centralisés par exemple). Les informations sur les responsables de la mise en œuvre des programmes proviennent de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire de 2011.

Approche de ciblage indiquée: le ciblage d'un programme d'alimentation scolaire peut être individuel (I), géographique (G) ou universel (U). Voir Encadré I pour la définition du ciblage. Cette information provient de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire de 2011.

Bénéficiaires indiqués ou estimés: le nombre d'élèves de maternelle, du primaire et du secondaire qui bénéficient d'une forme d'alimentation scolaire (repas chaud, biscuit, collation ou ration à emporter par exemple) dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire. Les chiffres relatifs aux bénéficiaires proviennent de nombreuses sources, dont l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, ou ont fait l'objet d'estimations lorsque les informations n'étaient pas disponibles. Les données relatives aux bénéficiaires présentées dans ce document datent de 2011. Les estimations des bénéficiaires sont indiquées en italiques et en gris dans le tableau.

Couverture estimée: proportion d'enfants scolarisés qui bénéficient du programme national

d'alimentation scolaire. Les informations présentées ne concernent que les élèves du primaire. Le numérateur est le nombre d'élèves du primaire bénéficiant du programme d'alimentation scolaire en 2011 selon l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et d'autres sources. Le dénominateur est le nombre d'élèves du primaire indiqué par la Banque mondiale en 2011. Lorsque ces informations n'étaient pas disponibles, le nombre d'élèves du primaire a été estimé à l'aide des données de 2011 ou des données les plus récentes de l'UNESCO et de la Banque mondiale.

Coût estimé: le coût moyen estimé de l'alimentation scolaire par enfant par an en 2008 et en USD selon Gelli A. et Daryanani R. (en prévision)

Tableau A2.1 Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays

Pays	Niveau de revenus ¹	Responsables de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête ²			Approche de ciblage indiquée ³	Bénéficiaires indiqués ou estimés (en milliers) ⁴	Couverture estimée ⁵	Coût estimé ⁶
		Gouvernement	PAM	Autres				
Afghanistan	PFR		✓	✓	G	1 841	35%	—
Afrique du Sud	MA	✓			G	8 821	—	64
Albanie	MB	✓			—	111	—	—
Algérie	MA		✓		G	31	—	24
Allemagne	PRE					N/A		
Angola	MA	✓		✓	G	221	—	—
Antigua-et-Barbuda	MA	✓			—	7	—	—
Arabie saoudite	PRE	✓			—	2 121	—	—
Argentine	MA	✓			G	3 002	—	158
Arménie	MB		✓		G	38	32%	21
Australie	PRE	✓			G	5	—	512
Austria	PRE					N/A		
Azerbaïdjan	MA					N/A		
Bahreïn	PRE	✓			—	58	—	—
Bangladesh	PFR	✓	✓	✓	G	1 930	11%	20
Barbade	PRE	✓			—	14	—	—
Bélarus	MA	✓			—	228	—	—
Belgique	PRE					N/A		
Belize	MB	✓			—	26	—	—
Bénin	PFR	✓	✓		G	324	18%	23
Bermudes	PRE	✓			—	3	—	—
Bhoutan	MB	✓	✓		G	82	33%	53
Bolivie	MB	✓	✓	✓	U	1 906	100%	46
Bosnie-Herzégovine	MA	✓			—	112	—	—
Botswana	MA	✓			U	330	—	472
Bésil	MA	✓			U	47 271	—	30
Bulgarie	MA	✓			—	166	—	—
Burkina Faso	PFR	✓	✓	✓	U	2 209	100%	44
Burundi	PFR		✓		G	190	10%	32
Cambodge	PFR		✓	✓	G	756	33%	48
Cameroun	MB		✓	✓	G	43	1%	91
Canada	PRE	✓			I	293	—	—
Cap-Vert	MB	✓			U	86	97%	128

Pays	Niveau de revenus ¹	Responsables de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête ²			Approche de ciblage indiquée ³	Bénéficiaires indiqués ou estimés (en milliers) ⁴	Couverture estimée ⁵	Coût estimé ⁶
		Gouvernement	PAM	Autres				
Chili	MA	✓			I	2 263	—	260
Chine	MA	✓			G	26 000	—	—
Chypre	PRE	✓			—	35	—	—
Colombie	MA	✓	✓		U	3 334	—	67
Comores	PFR	✓			—	20	—	—
Costa Rica	MA	✓			U	603	—	95
Côte-d'Ivoire	MB	✓	✓		G	374	14%	20
Croatie	PRE	✓			U	152	—	—
Cuba	MA	✓			I	956	—	—
Danemark	PRE					N/A		
Djibouti	MB	✓	✓		G	28	43%	41
Dominique	MA	✓			—	5	—	—
Égypte	MB	✓	✓		G	7 002	64%	—
El Salvador	MB	✓			U	1 313	85%	22
Équateur	MA	✓	✓		U	1 789	—	45
Érythrée	PFR					N/A		
Espagne	PRE	✓			I	1 737	—	845
Estonie	PRE	✓			—	47	—	—
État de Palestine	MB		✓	✓	G	389	97%	—
États-Unis	PRE	✓			I	45 000	—	389
Éthiopie	PFR		✓		G	681	5%	67
Fédération de Russie	MA	✓			G	2 647	—	—
Finlande	PRE	✓			U	795	—	658
France	PRE	✓			I	3 320	—	1 586
Gabon	MA					N/A		
Gambie	PFR	✓	✓		G	159	69%	—
Géorgie	MB					N/A		
Ghana	MB	✓	✓		G	352	7%	136
Grenade	PRE	✓			—	9	—	—
Guatemala	MB	✓			U	3 052	94%	30
Guinée	PFR	✓	✓		G	553	38%	51
Guinée-Bissau	PFR		✓		G	126	45%	—
Guinée équatoriale	PRE					N/A		
Guyane	MB	✓			G	17	17%	—
Haïti	PFR	✓	✓	✓	U	2 155	100%	—
Honduras	MB	✓	✓		U	1 460	100%	57

Pays	Niveau de revenus ¹	Responsables de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête ²			Approche de ciblage indiquée ³	Bénéficiaires indiqués ou estimés (en milliers) ⁴	Couverture estimée ⁵	Coût estimé ⁶
		Gouvernement	PAM	Autres				
Hongrie	PRE	✓			I	249	—	—
Îles Marshall	MB	✓			—	4	—	—
Inde	MB	✓			U	113 600	79%	—
Indonésie	MB	✓	✓		G	125	0%	21
Irak	MB		✓		G	555	11%	—
Iran	MA	✓	✓		U	3	—	—
Irlande	PRE	✓			I	91	—	435
Israël	PRE	✓			—	502	—	—
Italie	PRE	✓			I	1 802	—	1 278
Jamaïque	MA	✓			U	311	—	—
Japon	PRE	✓			U	9 770	—	799
Jordanie	MA	✓			G	115	—	—
Kazakhstan	MA	✓			—	629	—	—
Kenya	PFR	✓	✓		G	1 991	28%	38
Kirghizstan	PFR	✓			U	301	77%	—
Koweït	PRE	✓			—	136	—	—
Les Palaos	MA	✓			—	1	—	—
Lesotho	MB	✓	✓		G	445	100%	28
Lettonie	MA	✓			—	73	—	—
Liban	MA	✓			—	295	—	—
Liberia	PFR		✓	✓	G	648	100%	95
Luxembourg	PRE	✓			—	23	—	—
Madagascar	PFR	✓	✓	✓	G	237	6%	115
Malaisie	MA	✓			—	1 916	—	—
Malawi	PFR		✓	✓	G	790	23%	48
Mali	PFR	✓	✓	✓	G	354	17%	117
Malte	PRE	✓			—	16	—	—
Maroc	MB	✓			G	1 423	31%	—
Maurice	MA	✓			—	75	—	—
Mauritanie	PFR	✓	✓		G	186	35%	64
Mexique	MA	✓			I	5 164	—	59
Moldavie	MB	✓			—	70	—	—
Mongolie	MB	✓			—	135	—	—
Mozambique	PFR		✓	✓	G	427	8%	50
Myanmar	PFR		✓	✓	G	310	6%	67
Namibie	MA	✓			I	225	—	—

Pays	Niveau de revenus ¹	Responsables de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête ²			Approche de ciblage indiquée ³	Bénéficiaires indiqués ou estimés (en milliers) ⁴	Couverture estimée ⁵	Coût estimé ⁶
		Gouvernement	PAM	Autres				
Népal	PFR	✓	✓	✓	G	471	9%	56
Nicaragua	MB	✓	✓		U	967	98%	54
Niger	PFR	✓	✓		G	168	9%	43
Nigeria	MB	✓			G	155	1%	45
Norvège	PRE					N/A		
Nouvelle-Zélande	PRE					N/A		
Ouganda	PFR		✓		G	94	1%	29
Ouzbékistan	MB	✓			—	959	—	—
Pakistan	MB		✓		G	2 078	11%	62
Panamá	MA	✓			U	461	—	36
Paraguay	MB	✓			G	10	1%	—
Pays-Bas	PRE					N/A		
Pérou	MA	✓			G	3 000	—	37
Philippines	MB		✓		G	92	1%	45
Pologne	PRE	✓			G	730	—	—
Porto Rico	PRE	✓			—	191	—	—
Portugal	PRE	✓			U	1 615	—	—
Qatar	PRE	✓			—	57	—	—
RAS de Hong Kong, Chine	PRE	✓			I	244	—	408
RD Congo	PFR		✓		G	1 176	11%	—
RD Corée	PFR		✓		G	1 922	—	—
RDP Lao	MB	✓	✓	✓	G	177	19%	—
République centrafricaine	PFR		✓		G	284	44%	70
République dominicaine	MA	✓			U	1 372	—	81
République du Congo	MB		✓	✓	G	233	33%	46
Roumanie	MA	✓			—	538	—	—
Royaume-Uni	PRE	✓			I	3 791	—	646
Rwanda	PFR	✓	✓		G	541	16%	96
Saint-Kitts-et-Nevis	PRE	✓			—	4	—	—
Saint-Vincent et les Grenadines	MA	✓			—	9	—	—
Sainte-Lucie	MA	✓			—	12	—	—
Sao Tomé-et-Principe	MB		✓		G	40	100%	—
Sénégal	MB	✓	✓	✓	G	764	44%	53
Serbie	MA	✓			—	181	—	—

Pays	Niveau de revenus ¹	Responsables de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire indiqués lors de l'enquête ²			Approche de ciblage indiquée ³	Bénéficiaires indiqués ou estimés (en milliers) ⁴	Couverture estimée ⁵	Coût estimé ⁶
		Gouvernement	PAM	Autres				
Seychelles	MA	✓			—	6	—	—
Sierra Leone	PFR		✓	✓	G	530	44%	69
Singapour	PRE	✓			—	188	—	—
Slovaquie	PRE	✓			—	136	—	—
Slovénie	PRE	✓			—	68	—	—
Somalie	PFR		✓		G	76	30%	—
Soudan ^a	MB		✓		G	1 630	34%	—
Sri Lanka	MB	✓	✓		G	1 264	59%	40
Suède	PRE	✓			U	1 181	—	535
Suisse	PRE				N/A			
Swaziland	MB	✓			U	328	99%	36
Syrie	MB		✓		G	46	2%	—
Tadjikistan	PFR		✓		G	330	48%	—
Tanzanie	PFR	✓	✓	✓	G	1 275	15%	27
Tchad	PFR		✓		G	255	15%	55
Thaïlande	MA	✓			G	1 677	—	85
Timor oriental	MB	✓	✓		U	288	100%	—
Togo	PFR	✓		✓	G	40	3%	—
Tonga	MB	✓			—	8	—	—
Trinité et Tobago	PRE	✓			—	84	—	225
Tunisie	MA	✓			G	240	—	—
Turquie	MA	✓			—	4 209	—	—
Ukraine	MB	✓			—	758	—	—
Uruguay	MA	✓			I	256	—	—
Venezuela	MA	✓			U	4 031	—	189
Vietnam	MB	✓			—	3 409	—	—
Yémen	MB		✓		G	65	2%	—
Zambie	MB	✓	✓		G	2 112	73%	57
Zimbabwe	PFR				N/A			

¹ Cette classification est conforme à la définition de la Banque mondiale et repose sur les seuils définis en juillet 2012 en fonction du revenu national brut par habitant de 2011 (<http://data.worldbank.org/about/country-classifications>). Les seuils de revenu par habitant des trois groupes sont les suivants : 1.025 dollars ou moins pour les pays à faible revenu (PFR) ; 1.026 dollars à 4.035 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) ; 4.036 dollars à 12.475 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) ; et 12.476 dollars et plus pour les pays à revenu élevé (PRE).

-
- ² Les pays indiquent l'existence ou non d'un programme d'alimentation scolaire dans l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire. S'ils en ont un, ils indiquent également s'il est géré par les pouvoirs publics, le PAM et/ou une autre organisation. Les pays bénéficiant d'une assistance technique du PAM, mais pas d'une assistance directe sous la forme la fourniture de nourriture, ne sont pas considérés comme bénéficiaires d'un programme du PAM. Les pays n'ayant pas de programme sont indiqués par des cellules vides dans la colonne « Responsable de la mise en oeuvre du programme d'alimentation scolaire ». Les autres cellules donnant des informations sur le programme d'alimentation scolaire (ciblage par exemple) sont considérées comme non applicables (N/A) à ces pays.
- ³ Les pays ont indiqué l'approche de ciblage du programme dans l'enquête mondiale de PAM sur l'alimentation scolaire. Les programmes à ciblage individuel sont ceux où les enfants sont sélectionnés en fonction de facteurs démographiques tels que l'âge, le sexe ou la pauvreté. Si le ciblage est géographique, l'éligibilité des enfants est déterminée par leur localisation. Certains lieux peuvent être sélectionnés en fonction d'indicateurs tels que la pauvreté, la prévalence de la sécurité alimentaire ou les faibles résultats scolaires. On parle de ciblage universel lorsque tous les enfants, quel que soit leur âge, leur situation socio-économique ou leur sexe, peuvent bénéficier du programme.
- ⁴ Les données relatives aux bénéficiaires proviennent de l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire ou d'études de cas, de recherches sur Internet, de publications et de correspondances avec les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure. Dans les pays où les informations n'étaient pas disponibles, les bénéficiaires ont fait l'objet d'estimations comme décrit dans l'Annexe III et ces estimations ne concernent que les enfants de la maternelle. Les estimations des bénéficiaires sont indiquées en italique et en gris dans le tableau.
- ⁵ La proportion d'enfants scolarisés dans les écoles primaires qui bénéficient du programme d'alimentation scolaire. La couverture n'est pas calculée pour les pays dont le nombre de bénéficiaires est estimé ; elle n'est pas présentée pour les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure. Le numérateur est le nombre indiqué de bénéficiaires du programme dans les écoles primaires en 2011. Le dénominateur est le nombre d'élèves du primaire indiqué par la Banque mondiale en 2011. Lorsque ces informations n'étaient pas disponibles, le nombre d'élèves du primaire a été estimé à l'aide de la population en âge de fréquenter l'école primaire et du taux brut d'inscriptions de 2011 ou des données les plus récentes de l'UNESCO et de la Banque mondiale. Des informations supplémentaires sur les estimations sont présentées à l'Annexe III.
- ⁶ Les informations sur le coût annuel de l'alimentation scolaire par enfant proviennent de Gelli A., et Daryanani R. (en prévision). Elles proviennent de multiples sources, notamment des données des projets du PAM, des rapports des ministères, de la documentation grise et des analyses publiées. Un tiret dans cette colonne indique que les informations n'étaient pas disponibles.
- ^a Les estimations relatives au Soudan incluent le Soudan et le Sud Soudan avant l'indépendance de ce dernier.

Annexe III

Méthodologie et sources utilisées pour l'estimation des bénéficiaires, de la couverture et de l'investissement

Le présent rapport s'appuie à la fois sur des sources d'informations primaires et secondaires sur les programmes d'alimentation scolaire dans le monde. La principale source de données quantitatives est l'étude mondiale sur l'alimentation scolaire menée par le PAM sur le terrain entre janvier et mars 2012. Des informations supplémentaires sur les pays qui n'ont pas participé à l'enquête ont été obtenues grâce à un examen complet des études de cas, des publications et des rapports existants. Un effort spécifique a été fait pour obtenir des informations des pays à revenu élevé grâce à des contacts directs avec les points focaux des gouvernements. Enfin, pour les pays pour lesquels les informations recueillies n'étaient pas suffisantes, les paramètres ont fait l'objet d'estimations basées sur les informations disponibles auprès de la Banque mondiale et de l'UNESCO.

Le premier chapitre du présent rapport donne des estimations pour les indicateurs clés suivants : nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire, type de ciblage utilisé par les pays, couverture des programmes et investissements. Étant donné que nous ne disposons pas des chiffres des dépenses des programmes par pays, les investissements sont définis dans ce rapport comme étant le montant total budgétisé pour l'alimentation scolaire ou le budget estimatif basé sur les coûts moyens. Des informations complémentaires provenant d'autres sources sont citées. La taille des échantillons varie selon les indicateurs étant donné que certaines sources n'ont pas donné d'informations pour tous les pays.

Les données sur les coûts proviennent d'une source différente, étant donné que les informations obtenues grâce à l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire n'étaient pas fiables. L'étude présentée dans ce document est la source la plus récente et complète de données (datant de 2008) sur les coûts de l'alimentation scolaire couvrant 74 pays, dont 12 à revenu élevé, 39 à revenu intermédiaire et 23 à faible revenu.⁷⁵

Les informations quantitatives présentées dans le présent rapport proviennent de plusieurs sources, la principale étant les études de cas effectuées par le PAM, la Banque mondiale et le PCD entre 2010 et 2012. Des informations supplémentaires ont été fournies par le personnel des bureaux pays du PAM, les principaux partenaires (tels que la Banque mondiale, le PCD, le SFT et la GCNF) et les gouvernements. Les informations qualitatives ont fait l'objet d'un examen interne. Les études de cas par pays ont été examinées par le personnel des bureaux pays du PAM.

Cette annexe comprend une description détaillée des calculs des estimations des bénéficiaires, des coûts relatifs à la couverture et de l'investissement lorsque les informations obtenues grâce à l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et d'autres sources étaient insuffisantes. Elle se termine par un résumé des limites des estimations.

⁷⁵ Gelli, A et Daryanani, R (en prévision). Are school feeding programmes in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared to investments in primary education. Food and Nutrition Bulletin.

Estimations

Pour les pays pour lesquels l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire ou d'autres sources n'ont pas permis d'obtenir des informations, le nombre de bénéficiaires et le niveau d'investissement ont été estimés comme suit:

- Les bénéficiaires ont été estimés à l'aide de la couverture moyenne des pays du même groupe de revenus et du nombre d'élèves du primaire indiqués par la Banque mondiale et l'UNESCO.
- L'investissement a été estimé à l'aide des coûts moyens de l'alimentation scolaire dans les pays du même groupe de revenus selon le rapport de Gelli et Daryanani (en prévision) et du nombre de bénéficiaires (selon l'enquête ou les estimations).

L'approche utilisée pour l'estimation de la couverture est présentée en premier lieu car les estimations des bénéficiaires nécessitent les valeurs de la couverture moyenne.

Couverture

La couverture de l'alimentation scolaire d'un pays i (C_i) est obtenue en divisant le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans les écoles primaires (B_i) par le nombre d'élèves des écoles primaires (P_i):

$$C_i = \frac{B_i}{P_i}$$

Description des variables

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le pays selon l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire ou d'autres sources.

P_i : nombre d'élèves du primaire selon la Banque mondiale. Pour les pays où cette information n'était pas disponible, les chiffres ont été estimés de la manière suivante:

$$P_i(\text{estimé}) = \text{SAP}_i * \text{GER}_i / 100$$

où:

SAP_i = population des enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le pays i (source : Institut de statistique de l'UNESCO, 2011)

et

GER_i = taux brut d'inscriptions du pays i (source : Indicateurs de développement de la Banque mondiale 2010). Ces calculs tiennent compte des enfants ayant dépassé l'âge de fréquenter l'école primaire, ce qui n'aurait pas été le cas avec le taux net d'inscriptions.

Les estimations de la couverture vont de 0 à 100 pour cent par définition, étant donné qu'il ne peut y avoir plus de bénéficiaires que d'élèves (élèves ou enfants inscrits).

Outre les estimations spécifiques aux pays, la couverture moyenne par groupe de revenus x (voir Encadré 2 pour la définition des groupes de revenus) a été calculée en tenant compte de la taille de la population P (poids) comme suit:

$$C_x = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}}$$

Pour chaque niveau de revenus x, le nombre total de bénéficiaires de l'alimentation scolaire $B_{i,x}$ a été divisé par le nombre total d'élèves $P_{i,x}$ pour les pays appartenant à ce groupe de revenus.

Les estimations relatives à la couverture par groupe de revenus sont présentées dans le Tableau A3.1 ci-après.

Tableau A3.1 **Couverture moyenne par niveau de revenus**

	Couverture moyenne
Pays à faible revenu (n=32)	18%
Pays à revenu intermédiaire (n=35)	49%
Pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure (n=37)	63%

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, autres sources, Banque mondiale et UNESCO. N=104 pays.

La couverture des pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure a été utilisée pour les estimations, mais elle n'est pas présentée dans le texte en raison du petit nombre de pays à revenu élevé et de la fiabilité de l'estimation.

Bénéficiaires

Le Tableau A3.1 présente les sources d'où proviennent les estimations des bénéficiaires. L'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire fournit les estimations de bénéficiaires de 99 pays. Les études de cas, les publications, les sites Web et les correspondances avec les points de contact gouvernementaux ont fourni des estimations pour 21 pays supplémentaires. Le nombre de bénéficiaires a été estimé pour les 49 pays restants pour lesquels une publication précédente mentionne la présence d'un programme national d'alimentation scolaire.⁷⁶ Les sources des pays où les informations sur les bénéficiaires proviennent d'études de cas, de publications et de sites Web sont présentées dans le Tableau A3.3.

⁷⁶ Base de données de la publication : Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. et Drake, L. 2011. Repenser l'alimentation scolaire : filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation. Washington DC, Banque mondiale.

Tableau A3.2 Échantillon par source d'informations pour le nombre de bénéficiaires des programmes nationaux d'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Noms des pays
Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire — envoyée aux bureaux pays du PAM	82	Afghanistan, Algérie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Colombie, République démocratique du Congo, Côte-d'Ivoire, Cuba, Djibouti, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Kenya, République populaire démocratique de Corée, République kirghize, Laos, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Soudan, Sud Soudan, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, État de Palestine, Swaziland, République arabe syrienne, Tadjikistan, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Ouganda, Yémen, Zambie, Zimbabwe
Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire — envoyée aux points de contact gouvernementaux ^a	17	Canada, Chili, Costa Rica, Finlande, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Suède, Tunisie, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay
Études de cas, publications et sites Internet	15	Australie, Belgique, Botswana, Croatie, Guinée équatoriale, Gabon, Guyane, Hong Kong, Irlande, Jamaïque, Japon, Nigeria, Nouvelle Zélande, Paraguay, Venezuela
Correspondance avec les pays à revenu élevé	6	Autriche, Danemark, France, Allemagne, Pologne, Suisse
Estimations	49	Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Barbade, Biélorussie, Belize, Bermudes, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Comores, Chypre, Dominique, Estonie, Grenade, Hongrie, Israël, Italie, Kazakhstan, Koweït, Lettonie, Liban, Luxembourg, Malaisien, Malte, Marshall, Maurice, Moldavie, Mongolie, Les Palaos, Porto-Rico, Qatar, Roumanie, Arabie Saoudite, Espagne, Serbie, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Tonga, Trinité et Tobago, Turquie, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam
Total	169	

a Les pays qui ont répondu à une partie de l'enquête mais n'ont pas fourni des informations complètes sur les bénéficiaires n'apparaissent pas ici (Espagne, Argentine et Hongrie). Ils sont pris en compte dans les estimations.

b Le point de contact gouvernemental a répondu à l'enquête mais n'a fourni que les chiffres relatifs aux bénéficiaires de la province de Mendoza. Ces chiffres n'ont pas été utilisés, le nombre de bénéficiaires total du pays a été estimé.

Tableau A3.3 Sources des 15 pays où les informations sur les bénéficiaires proviennent d'études de cas, de publications et de sites Internet

Pays	Source
Australie	Site Web: http://www.deewr.gov.au/Schooling/Pages/TheSchoolNutritionProgram.aspx
Belgique	Harper C., Wood L. et Mitchell C. (2008). The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.
Botswana	Partnership for Child Development. 2011. Home-grown school feeding in Botswana: A country profile case study. Botswana Institute for Development Policy Analysis. Londres, Partnership for Child Development.
Croatie	Site Web: http://public.mzos.hr/Default.aspx?sec=2498
Guinée équatoriale	PAM, Rapport mondial sur l'alimentation scolaire, 2006
Gabon	PAM, Rapport mondial sur l'alimentation scolaire, 2006
Guyane	Site Web: http://www.SchoolsandHealth.org
Hong-Kong	Harper C., Wood L. et Mitchell C. (2008). The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.
Irlande	Harper C., Wood L. et Mitchell C. (2008). The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.
Jamaïque	PAM, Rapport mondial sur l'alimentation scolaire, 2006
Japon	Oji, M. Promoting dietary education through school lunch programmes in Japanese schools, Director of School Health Education Division, Workshop on School Feeding System in APEC Economies, 28-29 juin 2012.
Nigeria	Aigbedion A., Chamarrow P., Duggan R. et Fujiwara K. (2012). Osun state home-grown school feeding programme: Improving sustainability through increased local farmer participation. Londres, Partnership for Child Development.
Nouvelle-Zélande	Harper, C., Wood, L. et Mitchell, C. (2008). The provision of school food in 18 countries. School Food Trust.
Paraguay	US Department of Labor, août 2009 et PAM, Rapport mondial sur l'alimentation scolaire, 2006
Venezuela	PAM, Rapport mondial sur l'alimentation scolaire, 2006

Afin d'estimer le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire d'un pays i , (B_i , $estime$), la couverture par groupe de revenus (C_x) a été multipliée par le nombre d'élèves du primaire du pays i (P_i):

$$P_i(\text{estimé}) = C_x * P_i$$

Le P_i provient de la Banque mondiale ou a été estimé à l'aide des données de l'UNESCO comme présenté précédemment. Parmi les 49 pays dont les bénéficiaires ont été estimés, 20 sont des pays à revenu élevé et 19 des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les bénéficiaires de ces 39 pays ont été estimés à l'aide de la couverture moyenne des pays à revenu élevé et intermédiaire de la classe supérieure.

Investissement

Les calculs relatifs à l'investissement mondial dans le cadre de l'alimentation scolaire sont présentés dans le corps du rapport dans le Tableau 3 et dans le Tableau A3.4. L'investissement est défini ici comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire ou une estimation de ce budget. Les informations relatives aux dépenses des pays liées à l'alimentation scolaire ne sont pas disponibles. Seuls les pays ayant un programme d'alimentation scolaire sont inclus dans l'estimation de l'investissement.

Tableau A3.4 Quatre méthodes d'estimation de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Échantillon	Nombre de pays	Nombre de bénéficiaires	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (USD)
1er échantillon de bénéficiaires	89	325 millions	Budget alloué	30 milliards
	89	325 millions	Coût moyen par groupe de revenus	58 milliards
2e échantillon de bénéficiaires	154	368 millions	Budget alloué aux 89 pays ayant fourni des données ; coût moyen par groupe de revenus pour les 64 pays restant	47 milliards
	154	368 millions	Coût moyen par groupe de revenus	75 milliards

Source: Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, Banque mondiale, UNESCO et Gelli A. et Daryanani R. (en prévision).

Les approches des quatre calculs de l'estimation de l'investissement mondial présentés dans le tableau ci-dessus sont les suivantes:

- (1) Investissement mondial estimé : 30 milliards USD

Échantillon : 89 pays

Fuente: Enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et coût de référence du PAM

La première approche dont résulte le montant de 30 milliards USD est basée sur le budget national indiqué dans l'enquête mondiale (56 pays) et les dépenses du PAM relatives à l'alimentation scolaire en 2011 (58 pays). L'estimation du budget national comprend également les fonds provenant de la Banque mondiale, de l'Initiative Fast-Track (FTI) et du secteur privé. Les dépenses du PAM sont suivies chaque année au cours d'un exercice d'évaluation comparative. L'investissement mondial $M_{(1)}$ est la somme du budget national G_i et des dépenses du PAM E_i dans 89 pays:

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{89} (G_i + E_i)$$

(2) Investissement mondial estimé : 58 milliards USD

Échantillon : 89 pays

Source : enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et Gelli A. et Daryanani R. (en prévision).

La seconde approche dont résulte le montant 58 milliards USD est une autre estimation pour le même échantillon de pays que celui de la première estimation (89 pays). Au lieu d'utiliser les chiffres relatifs au budget indiqués, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme étant la somme du coût moyen dans chaque pays i du groupe de revenus y multiplié par le nombre de bénéficiaires du pays i dans les 89 pays:

$$M_{(2)} = \sum_{y=1}^3 \sum_{i=1}^{89} (AC_y * B_i)$$

B_i peut avoir été indiqué dans l'enquête ou estimé à l'aide de la couverture moyenne comme décrit précédemment. Les groupes de revenus utilisés pour les coûts moyens sont conformes à ceux du rapport de Gelli et Daryanani (en prévision) et sont différents des groupes utilisés pour l'estimation de la couverture moyenne.

Les chiffres de $M_{(1)}$ et $M_{(2)}$ sont substantiellement différents. Les cinq premiers pays qui ont le plus contribué à la différence globale sont présentés dans le tableau ci-après. Les États-Unis représentent à eux seuls 60 % de la différence.

Tableau A3.5 Cinq premiers pays expliquant la différence entre l'investissement estimé en fonction des coûts moyens et l'investissement indiqué dans l'enquête

Pays	Différence dans l'estimation de l'investissement selon les approches (1) et (2)	Pourcentage de la différence totale de l'investissement ($M_{(2)} - M_{(1)}$)
États-Unis	16.7 milliards	60%
Inde	7.3 milliards	26%
Royaume-Uni	2.4 milliards	9%
Brésil	1.9 milliards	7%
Chine	-2.9 milliards	-7%
	25.4 milliards	92%

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, Banque mondiale, UNESCO et Gelli A. et Daryanani R. (en prévision).

(3) Investissement mondial estimé: 47 milliards USD

Échantillon: 154 pays

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire, coût de référence du PAM et Gelli A. et Daryanani R. (en prévision)

La troisième approche dont résulte le montant 47 milliards USD a été calculée à l'aide des deux méthodes différentes. Aux 30 milliards USD estimés grâce à l'approche (1), nous avons ajouté une estimation en utilisant l'approche (2) pour 64 pays dont nous savions qu'ils avaient un programme national d'alimentation scolaire et dont les données relatives au budget n'étaient pas disponibles. Le nombre de bénéficiaires (selon l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire ou selon l'estimation) a été multiplié par le coût moyen par groupe de revenus du pays, et les valeurs obtenues ont été additionnées dans l'ensemble formé par 66 pays. Le calcul complet de l'approche (3) peut être décrit de la manière suivante:

$$M_{(3)} = \sum_{i=1}^{89} (G_i + E_i) + \sum_{y=1}^3 \sum_{i=90}^{154} (AC_y * B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé: 75 milliards USD

Échantillon: 154 pays

Source: enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire et Gelli A. et Daryanani R. (en prévision).

La quatrième approche dont résulte le montant 75 milliards USD a été calculée à l'aide de l'approche (2), mais en y incluant les 64 pays dont les données relatives au budget n'étaient pas disponibles. Comme décrit précédemment, le nombre de bénéficiaires (selon l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire ou selon l'estimation) a été multiplié par le coût moyen par groupe de revenus du pays, et ces valeurs ont été additionnées dans l'ensemble formé par 154 pays. Ce calcul peut se résumer par l'équation suivante:

$$M_{(4)} = \sum_{y=1}^3 \sum_{i=1}^{154} (AC_y * B_i)$$

Limites de l'analyse

Un certain nombre d'éléments importants limitent la validité de l'analyse présentée dans ce rapport. La principale limite est le manque d'informations concernant les pays à revenu élevé pour des indicateurs tels que le nombre de bénéficiaires et l'investissement. Le nombre de bénéficiaires n'était disponible que pour 13 pays à revenu élevé et a dû être estimé pour 20 pays à revenu élevé.

En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires et la couverture, il est très difficile de ventiler les estimations totales en classes d'âge de maternelle, du primaire et du secondaire. Par exemple, même si les informations de l'enquête et d'autres sources portent sur les enfants de tous âges (pré-scolaire, primaire et secondaire), les estimations concernant ces 49 pays ne concernent que les enfants du primaire à cause du manque de données sur la couverture des autres classes d'âge. De ce fait, les totaux présentés ici sont généralement des sous-estimations de la couverture totale. L'amélioration de la qualité des données brutes relatives aux nombres de bénéficiaires et aux coûts des programmes est un aspect important pour les investissements à venir.

Les pays ayant répondu à l'enquête mondiale du PAM sur l'alimentation scolaire n'ont généralement indiqué que les informations relatives aux programmes nationaux d'alimentation scolaire (ceux gérés par le gouvernement) et aux programmes appuyés par le PAM. Par conséquent, les informations sur les programmes mis en œuvre par d'autres partenaires tels que les ONG et les organisations communautaires manquent généralement. Toutefois, les chiffres relatifs aux bénéficiaires font exception car nous avons des informations des autres partenaires de la mise en œuvre des programmes. Par ailleurs, les informations sur l'investissement incluent les budgets nationaux et les financements des donateurs transitant par le PAM, mais elles n'incluent pas les financements des donateurs transitant par les ONG. Par conséquent, les chiffres de l'investissement total sont sous-estimés.

Acronymes

BCG	Boston Consulting Group
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
CAO	Communauté de l'Afrique orientale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EPT	Éducation pour tous
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRESH	Concentrer les ressources pour une bonne santé en milieu scolaire
GCNF	Fondation mondiale pour la nutrition des enfants
LA-RAE	Latin American School Feeding Network
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale
PCD	Partenariat pour le développement de l'enfant
P4P	Achats au service du progrès
SABER	Approche Systémique pour Améliorer les Résultats de l'Education (Banque mondiale)
SFT	School Food Trust (rebaptisé « Children's Food Trust » en 2012)
ONU	Organisation des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
BM	Banque mondiale
PAM	Programme alimentaire mondial

L'alimentation scolaire est un puissant outil. Dans ce rapport, pour la première fois, nous donnons une vue d'ensemble et présentons les données mondiales provenant des études qui montrent qu'environ 368 millions d'enfants reçoivent un repas à l'école chaque jour, à la fois dans les pays en voie de développement et dans les pays plus riches. L'investissement mondial est de l'ordre de 75 milliards USD par an.

Le présent rapport ne se focalise pas sur les activités du Programme alimentaire mondial des Nations Unies. Fruit d'une collaboration avec la Banque mondiale et Partnership for Child Development, l'ouvrage «Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2013» présente la situation actuelle de l'alimentation scolaire telle que nous la concevons grâce à une enquête mondiale, des cartes, des études de cas et des analyses.

Cette étude donne un nouvel éclairage sur l'orientation et la gestion des programmes d'alimentation scolaire. Comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent-ils devenir plus efficaces et efficients ? Comment les repas à l'école contribuent-ils à la réalisation des objectifs en matière de protection sociale, d'éducation et de santé ? Comment les gouvernements renforcent-ils le lien entre la production agricole locale et l'alimentation scolaire afin de pérenniser les programmes ? Comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent-ils mieux aider les familles et les enfants les plus vulnérables dans toutes les sociétés ?

Le présent rapport est une étude en cours dont l'objectif est le partage des connaissances relatives à un outil vital pour nourrir les corps et les esprits des générations futures. Le moment est venu d'accorder aux programmes d'alimentation scolaire l'attention dont ils ont besoin et qu'ils méritent.



THE WORLD BANK



Programme alimentaire mondial

Via C.G. Viola, 68-70, Rome 00148, Italie
wfpinfo@wfp.org wfp.org/school-meals